

b) *Les stratégies globales d'industrialisation : l'IBR*

VERS UNE THÉORIE DE L'INDUSTRIALISATION  
A PARTIR DE L'EXPORTATION  
ET DE LA TRANSFORMATION  
DES RESSOURCES NATURELLES :  
DE LA « STAPLE THEORY »  
A LA RENTE PÉTROLIÈRE

par Abdelkader SID AHMED\*

« It is the earnest hope of all Iranians guided by their great leader his Imperial Majesty the Shahanshah Aryamehr and inspired by his wise command, that this Plan will prove to be the spearhead (1) of one of the Country's most brilliant and significant transformations, and that its implementation will bring greater prosperity to the nation and its people, and guide Iran more rapidly to the period of the Great Civilisation. »

Plan and Budget organisation (PBO),  
*Iran's Fifth development Plan 1973-78*,  
mai 1975, Téhéran.

« There is a danger that, after we have paid off our overseas debt... our current account balance of payments will be balanced as a result of an oil surplus plus our invisible surplus being offset by a non-oil visible deficit. There is a danger that we shall export less and less and import more and more, manufactured goods. The production and refining of oil, and the production of petrochemicals, provide little employment. As our industry wither away — as a result of an failure to be competitive — unemployment will become greater and greater. It will not be Keynesian unemployment which is the result of the lack of productive equipment.

« And when the flow of north sea oil and gas begin to diminish, about the turn of the century, our island will become desolate. »

Richard Kahn, 1977, p. 12.

\* ORSTOM, Paris.

A l'heure où se multiplient les travaux spécialisés et les déclarations publiques de tous horizons concernant le péril mortel que constitue le service de la dette externe dans les pays en développement, il est tentant de prendre le contrepied de ce type d'affirmation et d'inviter leurs responsables à une plus grande retenue scientifique ou de prudence, selon le cas. Si les obstacles d'ordre externe au développement du Tiers Monde sont incontestables<sup>1</sup>, il est erroné d'imputer totalement les difficultés de l'industrialisation dans les pays du Sud à ces seuls obstacles et plus concrètement à celui de l'offre de financement. Tout se passe comme si une partie de la communauté scientifique<sup>2</sup> retrouvait à « l'envers » cette fois le discours classique des années 50 sur le capital facteur limitant de la croissance. Le fait majeur cette fois c'est la communion des orthodoxies marxistes et libérales sur ce point, le Fonds monétaire international jouant le rôle de *scapegoat* pour les premiers, et la « mauvaise gestion financière de responsable majeur » pour les seconds. Ce diagnostic est pour nous sans fondement notamment pour les raisons suivantes.

Il résulte chez beaucoup :

- d'un « aperçu rapide » de la situation des pays en développement prise globalement hors de tout contexte historique;
- de l'utilisation de catégories économiques, sociales et politiques inappropriées et pour le moins figées, catégories qui entendent préjuger du résultat. Ces démarches mêlent tout à la fois un « cartiérisme » de bon aloi, une culpabilisation des élites de gauche dans les pays du Nord et une « extraversion intellectuelle » d'une partie de celles du Sud.

Pour ce qui concerne le premier point, comment ne pas rester confondu devant l'omniprésence d'une évaluation globale indifférenciée des diverses situations du Sud notamment dans l'appréhension des problèmes de dette. Le Tiers Monde regroupe des catégories de pays à niveaux de développement et à ressources complètement différentes : pays semi-industrialisés, économies pétrolières, économies minières (bauxite, cuivre, phosphate, etc.), économies agro-exportatrices (soja, café, arachides, etc.), économies exportatrices de main-d'œuvre, ou encore économies de pure subsistance. Sur plus d'une centaine d'économies du Sud, une vingtaine à peine ont accès aux marchés financiers internationaux et sont donc endettés, mais ce ne sont pas les économies les plus pauvres, ce sont pour l'essentiel les économies semi-industrialisées ou à ressources exportables importantes. Certaines sont d'ores et déjà d'impor-

1. Nous croyons nous en être fait l'écho dans l'ouvrage sur les rapports Nord-Sud (1981).

2. Ainsi l'affaire rocambolesque de la dette extérieure argentine (A. E. Calcagno, 1986).

tants exportateurs de biens manufacturés voire de matériel militaire des plus sophistiqués. Quant à la majeure partie des autres pays en développement, leur dette est essentiellement publique, de long terme et octroyée selon des critères qui n'ont rien à voir avec la *creditworthiness* de ces pays : dans un certain nombre de cas, la dette extérieure accumulée a résulté de circonstances extérieures à l'économie nationale et son produit est l'affaire personnelle de clans momentanément au pouvoir. Dans d'autres cas l'endettement extérieur va de pair avec des recettes considérables et ne reflète en rien une insuffisance de financement. Mieux, un nombre croissant d'économies du Sud sont victimes du *Dutch disease*, c'est-à-dire de l'effet pervers sur le système productif d'un afflux de ressources financières externes liées aux exportations. En vingt ans, les seules économies pétrolières ont engrangé plus de 2,5 mille milliards de dollars<sup>3</sup>, dont un peu plus de 2,1 pour les seules économies de l'OPEP. Aux économies pétrolières, il convient d'ajouter d'autres catégories d'économies exportatrices : main-d'œuvre pour la République Arabe du Yémen, le Bangladesh ou la Corée du Sud (outre les exportations de produits manufacturés), bauxite pour la Guyane ou la Jamaïque, riz pour la Thaïlande, café, bois et huile de palme pour la Côte-d'Ivoire, etc., étain, hévéas pour la Malaisie (outre le pétrole et le gaz).

Si l'on réunit les économies semi-industrialisées et les économies agro-minéro-exportatrices, on dispose alors d'un échantillon regroupant près de la moitié des économies du Sud et, en tous cas, une majorité de sa population. Cette réalité est malheureusement occultée dans la littérature spécialisée et les économies pétrolières notamment sont rangées dans la catégorie commode des « curiosités historiques » et des « exceptions » comme le fut en son temps la catégorie dite des terres à colonisation européenne (Uruguay, Australie, Rhodésie, Afrique du Sud, etc.). Pourquoi ce voile pudique sur un phénomène historique dont le seul précédent est l'apport de métaux précieux d'Amérique au xvi<sup>e</sup> siècle ? Il y a, semble-t-il, plusieurs raisons qui tiennent à l'impéritie des théories économiques et socio-politiques en vigueur. Ainsi par exemple l'analyse marxiste de l'échange inégal se trouve-t-elle prise en défaut dans une situation où il y a transfert du surplus du centre vers la périphérie pétrolière<sup>4</sup> et où on ne peut plus

3. Outre les pays de l'OPEP, ajoutons le Mexique, Trinité-et-Tobago, la Bolivie, le Brunei, le Cameroun, le Congo, Oman, la Syrie, l'Angola, l'Égypte, la Tunisie, la Malaisie, etc.

4. Comment nier que ce phénomène s'apparente à l'échange de biens et services du Nord ou des consommateurs du Sud contre un don gratuit du « ciel », ce qui ne veut pas dire que les économies pétrolières ne doivent pas en priorité bénéficier pour leur développement propre de ressources nées par hasard chez elles. Les États-Unis bénéficient bien d'une rente agricole exceptionnelle pour ne citer qu'eux.

expliquer la « dépendance » du Sud par la concentration du surplus au centre : si cette théorie est valable et si l'offre de capitaux est bien la variable essentielle du processus d'accumulation, les économies pétrolières devraient être aujourd'hui « surdéveloppées », ce qu'elles ne sont pas malgré les prédictions du Shah d'Iran en 1975. Quant aux théories keynésienne et néo-classique leurs limites dans l'analyse de ce type de situation résultent de leur approche « mécaniciste » du phénomène de croissance comme l'avaient déjà mis en évidence les historiens économistes des *staples* et la controverse Eltis-Kahn à propos du pétrole de la mer du Nord en 1976-1977.

Au plan sociopolitique, l'insuffisance des théories en vigueur est flagrante. Elle tient au dogme « dépendantiste » pour qui le monde — dans une approche manichéenne — oppose une périphérie totalement soumise à un centre homogène hégémonique. Cette interprétation que contredisent de nombreuses expériences historiques (Égypte, Argentine, Inde par exemple à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> siècle) a l'inconvénient majeur d'ignorer les contradictions — fortes — au sein du centre et les obstacles créés par les structures locales de toutes natures dans les économies du Sud. Dans le cas présent, elle ignore totalement les effets pervers à l'œuvre dans les économies de rente pétrolière. Cette approche — de même que l'approche marxiste — reproduit une analyse des classes sociales et des groupes dominants fondée sur le surplus et les luttes pour sa répartition. Qui ne voit que dans les économies de rente, cette structuration sociale s'opère sur la seule base de la répartition du surplus d'origine externe qui détermine par là même, comme le note Mahdavy, des formes de politique spécifiques à ce type d'économie et dont les conséquences sont des plus fâcheuses pour le processus de croissance lui-même.

Pour toutes ces raisons notamment, les réponses correctes — et les diagnostics sûrs — ne peuvent résulter que d'une *macro-éco-politico-sociale* spécificité des économies de rente *largo sensu*<sup>5</sup>.

Cette tentative de construction théorique permet de retrouver les travaux des théoriciens dits de la *staple theory of economic growth* dont le grand mérite est justement d'avoir souligné le caractère spécifique de la croissance dans les économies où l'exportation de produits de base a joué un rôle crucial dans le processus de croissance. Dans cet ordre d'idée, citons également les travaux plus récents autour de la problématique de la transformation des ressources naturelles<sup>6</sup> et de l'impact d'un secteur pétrolier ou gazier

5. Déjà ébauchée dans les travaux de Mahdavy, Ali Fekrat, Amouzegar et nous-mêmes.

6. Notamment les travaux de M. Roemer.

important sur une économie « déjà industrialisée »<sup>7</sup> (Grande-Bretagne et Pays-Bas).

Ainsi cette étude se donne-t-elle pour objectif de « réactualiser » la théorie de la croissance à partir des exportations de produits de base, à la lumière des développements théoriques évoqués ci-dessus et notamment de l'expérience contemporaine et récente des économies pétrolières. Il s'agit plus concrètement, compte tenu des diverses expériences historiques dans ce domaine au XIX<sup>e</sup> siècle et au début de ce siècle, de déterminer à la lumière de l'environnement actuel les conditions d'industrialisation d'une économie retardée à partir de l'exportation de produits de base. Dans ce contexte, cette étude s'inscrit plus largement dans toute la problématique commerce international et croissance dont le point de départ réside notamment dans les travaux de Kuznets, Kindleberger et Rostow. Nous pensons que les conclusions dégagées à partir du secteur des hydrocarbures sont valables également pour l'ensemble des économies minières spécialement en raison de la nature épuisable des ressources dans tous les cas et de la fonction de production technique des produits exportés.

Cette étude entend également aller plus loin que les conclusions dégagées à l'issue des travaux de la *staple theory* en approfondissant — autant que faire se peut — les conditions dans lesquelles jouent les effets induits du secteur d'enclave et notamment les conditions socio-historico-politico-culturelles. Notre dette à l'égard des travaux des historico-structuralistes latino-américains dont Celso Furtado<sup>8</sup> est à cet égard grande. Il apparaît au terme de l'étude que le processus de transformation structurelle de l'économie pétrolière à partir de l'exportation des hydrocarbures est un phénomène complexe dont on ne peut garantir le résultat en raison des effets pervers générés par la rente pétrolière elle-même, effets qui ressortent tant du domaine économique que du domaine socio-politique. Cette conclusion amène à relativiser la *staple theory of economic growth* et à mieux cerner ses conditions de validité. S'il est une conclusion essentielle de cette étude c'est celle qui souligne combien le développement est d'abord un phénomène interne et en aucune façon la résultante d'une pléthore de capitaux ou d'initiatives essentiellement externes selon un schéma de pure polarisation dichotomique.

Cette étude comporte deux parties : la première traite du commerce international des produits primaires et de la croissance ; l'accent y est mis sur les schémas théoriques explicatifs de cette relation à partir d'un certain

7. Axés notamment sur le concept de « dé-industrialisation » et de *squeeze on tradeables* (M. Ellman, McKay, W. Corden).

8. Et tout particulièrement l'œuvre de base que constitue la « formation économique du Brésil ».

nombre d'expériences historiques. La seconde partie est consacrée au rapport entre rente pétrolière et croissance. Elle met en relief les spécificités et les similitudes de l'expérience des économies pétrolières — tant du Nord que du Sud — avec les expériences historiques précédentes. Les enseignements dégagés à cette occasion permettent de « revisiter » la *staple theory of economic growth*, l'hypothèse centrale de cette étude étant que cette théorie est la mieux à même de rendre compte du mécanisme par lequel les recettes du secteur d'exportation stimulent l'expansion de l'industrialisation. Cette hypothèse est tout à fait conforme à l'idée de plus en plus répandue qu'il existe un type déterminé d'industrialisation basée sur les ressources naturelles. La typologie des industrialisations du Tiers Monde de Roemer la place en effet à côté de « l'import substitution », de « l'export substitution » et de la *basic goods production strategy* (M. Roemer, 1979, p. 166).

#### I. — COMMERCE INTERNATIONAL DES PRODUITS PRIMAIRES ET CROISSANCE

Le rôle des exportations — donc du commerce international — dans le processus de croissance économique a depuis longtemps retenu l'attention des économistes. De la théorie de l'avantage comparatif ricardien à R. Nurkse en passant par K. Marx et R. Luxemburg, nombreuses sont les théories en la matière<sup>9</sup>. Les controverses des dernières décennies sur les termes de l'échange et les succès de l'OPEP en 1973-1974 et en 1979-1980 ont montré que le débat restait toujours ouvert. Historiquement parlant, trois phases précises peuvent être distinguées concernant l'impact du commerce international sur le développement : la première qui va du début du XIX<sup>e</sup> siècle à 1929 peut être caractérisée comme celle de l'hymne au libre-échange<sup>10</sup>. Les barrières sont partout démantelées et la spécialisation internationale transforme des continents entiers en fournisseurs de matières premières et de produits agricoles. Sir Denis Robertson a vu dans le commerce de cette époque un « moteur de croissance » (*engine of growth*) signifiant par là qu'il fut un moyen de transmission d'un vigoureux processus de croissance du centre aux zones périphériques du monde (D. H. Robertson, 1949, p. 501). La seconde phase marquée à son origine par la Grande Crise se caractérise par une remise en cause de l'automatisme de l'impact positif du commerce sur le développement. La persistance d'en-

9. A. Marshall n'écrivait-il pas que les « causes qui déterminent le progrès économique des nations relèvent de l'étude du commerce international (Nurkse, 1959, p. 88).

10. Il y avait évidemment des exceptions comme Hobson par exemple et son importante étude sur l'impérialisme.

claves dans de nombreuses régions de la périphérie et l'écart de revenu constant entre cette dernière et le centre soulignaient le décalage entre les postulats théoriques (égalisation des prix des facteurs par exemple) et la réalité. Si, dans certains cas au XX<sup>e</sup> siècle, il était encore possible de parler de moteur de croissance — dans le cas par exemple des anciens dominions — la règle était plutôt la genèse d'économies dualistes caractérisées par la coexistence d'un secteur d'exportation développé et d'une économie locale primitive. Ce *lopsided pattern*, comme le qualifie R. Nurkse souligne les limites de ce moteur de croissance lorsque les autres conditions du développement sont absentes (R. Nurkse, 1959, p. 91). La voie était alors ouverte à une théorie de l'inégalité dans la répartition des gains de l'échange entre centre et périphérie, concepts déjà formalisés par R. Prébisch (1950) et dont l'échange inégal constitue l'approche marxiste avec les deux théories antagonistes de S. Amin (1970) et d'A. Emmanuel (1969). Les problèmes rencontrés par les politiques de substitution d'importation dans un certain nombre de pays en développement — problèmes liés aux diverses distorsions qu'elles provoquent<sup>11</sup> et les succès de certaines politiques de croissance par les exportations notamment en Extrême-Orient — conduisirent à une certaine « réhabilitation » du commerce international (W. Tyler, 1981, p. 122). Les travaux réalisés notamment par Donges et Riedel (1977), B. Balassa (1978) et Krueger (1978) concrétisèrent cette tendance<sup>12</sup>. Pour apprécier si ce moteur de croissance peut aujourd'hui s'appliquer aux exportations d'hydrocarbures, il est nécessaire de retracer le mécanisme par lequel les exportations sont censées influencer positivement le développement et d'identifier les déterminants de l'impact de cette action stimulante des exportations sur l'économie.

#### A. *Les exportations moteurs de la croissance, modèles dits de « vent for surplus » et « staple theory »*

Partant d'un certain nombre d'études de schémas historiques de commerce international et de croissance, certains auteurs ont cru déceler l'existence d'une *staple theory* (théorie des ressources naturelles) pour les anciens dominions britanniques<sup>13</sup> et d'un *vent for surplus*<sup>14</sup> modèle ren-

11. Voir sur ce point H. J. Burton (1970).

12. Il est intéressant de noter que l'école marxiste orthodoxe se situe dans la même nuance. Ainsi Warren (1975-1980) note-t-il que le succès des pays d'Extrême-Orient confirme la prédiction réalisée par Marx dans le *Manifeste* concernant le rôle historique de la bourgeoisie dans le développement des forces productives à l'échelle mondiale et donc la capacité de la périphérie à s'approprier une part importante du surplus.

13. Watkins est à notre connaissance le premier à avoir utilisé le concept de « staple » (M. Watkins, 1963).

14. La paternité en revient à H. Myint (1958).

dant plus compte de l'évolution des schémas d'échange et de production dans certaines zones tropicales à offre abondante de main-d'œuvre.

Comme l'observe R. Caves, ces modèles ont pour caractéristique *commune* essentielle le fait « qu'ils décrivent les effets du commerce sur la croissance à travers l'exploitation des ressources pour lesquelles il n'existe en un lieu donné et un moment donné aucun usage économique alternatif » (R. E. Caves, 1965, p. 212). L'existence — note Caves — de ces « surplus de ressources » reflète l'état de l'organisation économique en général et ne résulte donc pas « d'imperfection du mécanisme de marché *stricto sensu* ». Le rythme de croissance et les changements du système des échanges internationaux associés à l'absorption de ces ressources confèrent à ces modèles — souligne encore Caves — une spécificité certaine notamment par rapport aux modèles d'allocation de ressources. De ce point de vue le terme générique *vent for surplus* constitue bien un dénominateur commun de ces théories.

Au sein de ces modèles une distinction peut être établie sur la base des ressources naturelles en *surplus* : le terme *staple* désigne une matière première ou encore un bien à ressource intensif jouant un rôle central dans les exportations du pays considéré; l'autre catégorie de modèles met, quant à elle, l'accent sur le surplus de main-d'œuvre dans une économie sous-développée autosubsistante. Pratique, cette distinction peut disparaître dans les cas particuliers où coexistent tout à la fois un surplus de main-d'œuvre et un surplus de ressources naturelles. Dans cette étude nous nous attacherons essentiellement aux modèles de valorisation des ressources naturelles et essaierons d'en dégager les principaux enseignements permettant d'éclairer la situation des pays exportateurs d'hydrocarbures.

La *staple theory* s'applique essentiellement aux régions telles que le Canada, l'Australie, et autres régions de peuplement récent où le facteur terre (sous forme de ressources naturelles) est abondant relativement au travail et au capital. Ces régions disposent ainsi d'un avantage comparatif dans les biens à ressources naturelles intensifs, communément appelés produits primaires ou *staples*. Ces produits deviennent un *secteur moteur* au sens de S. Kuznets de par leur participation à la croissance globale. Cette participation au PIB peut être directe, mais aussi indirecte (par le biais des effets de diffusion ou de *carry over* émanant à l'origine du secteur d'exportation (S. Kuznets, 1963, p. 40)).

C'est en étudiant le rôle de la morue et des fourrures dans l'histoire économique du Canada qu'Harold Innis jeta les bases de la *staple theory* (H. A. Innis, 1960). Cependant Innis s'intéressait plus à l'impact général des exportations de produits sur l'économie qu'à l'élaboration d'une théorie de la croissance (W. A. Mackintosh, 1953). Reprenant les travaux d'Innis en y



ajoutant ceux de North (1961), de Caves et Holton (1960), de Baldwin (1956) et de Levin (1960), Watkins put ensuite définir le profil et les principales caractéristiques d'un *staple theory of growth* ou théorie de la croissance à partir des ressources naturelles (M. H. Watkins, 1963-1977). Ce faisant, son objectif était de montrer que la *staple theory* peut être ramenée avec profit à un type distinct de théorie économique : reformuler sous une forme plus rigoureuse une *staple theory* ainsi délimitée en l'opposant à d'autres modèles de développement économique (M. H. Watkins, 1963, p. 143). C'est en raison du rôle majeur exercé dans ce modèle de développement par les exportations de produits primaires ou *staples* qu'il fut qualifié de *staple theory of economic growth*, la théorie ne s'applique cependant que s'il existe un rapport population/ressources favorable, non affecté par des institutions et des rapports de production précapitalistes. Dans ces circonstances, il existe une possibilité de croissance autosoutenue sur la base d'une expansion successive de divers produits primaires. Le développement économique résulte alors de la diversification de la base d'exportation. Le dynamisme de cette base d'exportation se mesure à sa capacité d'assurer le transfert de ressources à la production de produits primaires.

B. *Esquisse de la théorie de la croissance à partir des ressources naturelles (staple theory of economic growth)*

a / *Le mécanisme*

Sur la base des travaux de Watkins mais aussi des compléments apportés par certains auteurs comme Bertram, Caves, Loughheed et Vickery, par exemple, il est possible d'esquisser les grandes lignes de la théorie.

Le point central de la *staple theory* est que les exportations de produits de base constituent le secteur moteur de l'économie et déterminent son rythme de croissance : elle s'applique en effet aux économies à marché domestique limité et caractérisées par une abondance de terre relativement au travail et au capital, d'où leur avantage comparatif dans la production de biens à ressources naturelles intensives (M. H. Watkins, 1963, p. 140). Les exportations de *staples* constituent un secteur moteur au sens de S. Kuznets comme l'a montré B. Vickery (1974). Chez Kuznets ce secteur comporte deux caractéristiques essentielles : tout d'abord le secteur A est moteur s'il opère indépendamment des secteurs B, C, D, etc., au sein du pays, mais sous l'impulsion de facteurs qui, pour une économie nationale donnée, peuvent être considérés comme *autonomes*. Kuznets évoque comme exemples : les progrès technologiques incorporant des inventions nouvelles, les changements dans les dotations en ressources résultant de nouvelles découvertes ou

encore de ruptures dans les structures sociales (révolution politique, réforme agraire, etc.). L'hypothèse d'autonomie par rapport à une économie nationale donnée concerne le stimulant et non la réponse (S. Kuznets, 1965, p. 220).

La seconde caractéristique concerne *l'ampleur même de ses effets* et notamment son degré de contribution à la croissance économique du pays. Le secteur A peut répondre à un stimulus autonome, mais sauf si sa contribution est substantielle, il ne joue pas le rôle de moteur de la croissance. Kuznets estime que seule l'analyse empirique permet de fixer la limite inférieure de la contribution substantielle (Kuznets, 1965, p. 220-221). La contribution *directe* à la croissance de l'économie totale et par tête du secteur A, le produit de son poids dans l'économie et son taux en pourcentage de croissance doivent être distingués de sa contribution *indirecte* via les effets de liaison amont et aval avec les secteurs B, C, D, etc., ou encore *via* les effets sur la structure sociale et la qualité de la population (urbanisation, mode d'organisation des unités économiques, éducation, etc.), effets qui affectent à leur tour la croissance économique de diverses manières (Kuznets, 1965, p. 221).

Le refus de prendre en compte ces contributions *indirectes* à la croissance<sup>15</sup> fut au cœur de l'important débat historique lié à la *staple theory* comme le souligne H. V. Tamaschke (1980, p. 11). Autre problème soulevé, celui du caractère *général* ou *non* du modèle : englobe-t-il tous les biens — sans exception — des ressources naturelles intensifs ou les seuls produits *principaux*? Or au Canada et surtout en Australie la seconde interprétation prédominait à l'origine (J. W. McCarty, 1964).

Ces clarifications apportées, voyons la nature de la contribution indirecte des exportations à la croissance ou encore des effets de diffusion<sup>16</sup>, effets que l'on peut assimiler à une séquence de mécanismes de multiplication et d'accélération émanant à l'origine du secteur des exportations de produits de base.

Les fonctions de production et les produits de base étant donnés, certains de ces effets de diffusion peuvent être ramenés aux liaisons de type Hirschman (H. V. Tamaschke, 1980, p. 12) :

- effet de liaison amont : investissement domestique induit résultant de la demande d'inputs du secteur d'exportation;
- effet de liaison aval : investissement induit dans les industries domestiques utilisant les outputs de l'industrie d'exportation comme inputs;

15. Citons par exemple les travaux de E. J. Chambers et D. F. Gordon (1966), et A. L. Lougheed (1968).

16. *Spreads effects*.

— effet de liaison de la demande finale — investissement domestique induit par la demande de biens de consommation destinée à satisfaire les besoins des facteurs engagés dans les industries d'exportation<sup>17</sup>.

Outre les effets de liaison, l'expansion des exportations peut accroître fortement la demande de facteurs rares conduisant à la mise en place d'un cadre plus attractif pour le capital et la main-d'œuvre étrangère. Il existe donc une relation entre l'activité d'exportation et les flux additionnels de facteurs rares. L'immigration vient alors élargir le marché national et stimuler les industries destinées à satisfaire les besoins (logement, par exemple) tandis que les entrées de capitaux peuvent stimuler le développement des institutions financières. Ainsi des industries réputées non économiques deviennent dès lors viables, même si elles ne sont pas liées directement au secteur d'exportation. Lougheed évoque à ce sujet le terme « d'effets de diffusion moins directs » (1968, p. 105). Notons enfin que le système pris globalement est maintenant interlié, car les effets de diffusion initiaux peuvent conduire à des effets de diffusion additionnels et ainsi de suite. Bref ces effets de diffusion (ou contribution indirecte à la croissance) peuvent être assimilés à une réaction en chaîne. La « longueur » de la chaîne et l'ampleur de la contribution indirecte à la croissance comportent un certain nombre de déterminants (H. V. Tamaschke, 1980, p. 14).

*b / Les déterminants des effets de diffusion*

Ce sont successivement l'ampleur du stimulant initial du secteur exportateur, la puissance des effets de liaison, la réponse du secteur privé et public aux nouvelles opportunités d'investissement, la capacité de l'économie à attirer les facteurs rares, la puissance des effets de diffusion moins directs associés aux flux additionnels de facteurs rares.

*L'ampleur du stimulant initial.* — Lorsque l'économie ne dépend pas des exportations (et que son marché intérieur est réduit) une forte demande extérieure soutenue ou d'importants marchés étrangers sont nécessaires pour faire du secteur d'exportation un secteur moteur. Lorsque, cependant,

17. Exemples d'effets de liaison :

- a / Amont : investissement dans les moyens de transport et de communication et dans les industries produisant des biens capitaux (instruments agricoles et machines) ;
- b / Aval : investissement dans les industries concernées par la transformation des peaux, le raffinage du sucre, le traitement des laines et ceux débouchant sur la fourniture de services comme l'assurance par exemple ;
- c / Demande finale : investissements dans les industries fabriquant des biens de consommation (y compris l'alimentation, les boissons et l'habillement).

les exportations de produits de base constituent le secteur moteur, l'économie devient sensible même aux faibles variations des exportations (ou de la demande).

*La puissance des effets de liaison.* — Les liaisons amont dépendent essentiellement des fonctions de production des industries d'exportation (technologie), du contrôle exercé par les résidents sur les moyens de production des industries d'exportation et de la capacité de l'économie à fournir les inputs à des conditions compétitives. Les liaisons aval dépendent principalement du degré selon lequel les produits se prêtent à une transformation plus poussée, des caractéristiques physiques des produits et de facteurs localisationnels. Les liaisons de la demande finale dépendent essentiellement de la distribution du revenu réel dans le secteur d'exportation de la part de ce revenu allant aux résidents et de la propension à l'importation. Plus est réduite la part des résidents plus l'impact est faible sur le niveau d'activité.

On notera que ce concept *d'effets de liaison de la demande finale* a été vivement contesté par S. J. Nicholas comme le souligne H. V. Tamaschke (1980, p. 14). Selon S. J. Nicholas, on ne peut déduire de la fonction de production des produits de base le moindre indice concernant la distribution du revenu. Tamaschke a montré cependant que la critique de Nicholas ne tient que dans des conditions très particulières : rendements croissants par exemple (1980, p. 15).

*La réponse aux opportunités nouvelles d'investissement.* — Il s'agit de déterminer dans quelle mesure l'économie locale répond aux opportunités d'investissement nées du développement du secteur d'exportation. Le degré de participation locale est crucial, car de lui dépend l'apparition ou non d'un dualisme économique caractérisé par un secteur d'exportation florissant accompagné d'une économie en faible croissance ou stagnante (Watkins, 1963, p. 146-148).

*L'attraction des ressources rares.* — Il peut être essentiel pour l'économie considérée de disposer pour « boucler » la fonction de production de facteurs rares au plan local. La capacité d'attraction de ces facteurs rares dépendra des élasticités d'offre en général et de la plus ou moins grande attraction du pays ou de la région plus spécifiquement, c'est-à-dire de facteurs tels que : la stabilité politique, la législation gouvernementale, les salaires et le différentiel de profit avec l'extérieur et, dans le cas de l'immigration, des conditions sociales et même climatiques (H. V. Tamaschke, 1980, p. 16).

*L'intensité des effets de diffusion moins directs.* — Ce sont les effets associés aux facteurs rares, leur intensité est également déterminée par les facteurs analysés ci-dessus. De tous les points soulevés plus haut, deux sont particulièrement importants. Le premier est le rôle crucial de la technologie

(ou fonction de production) de tous les secteurs impliqués dans la chaîne. Le second concerne d'une part le climat politique et d'autre part l'action de l'Etat importante dans la création des économies externes (transports, communications, infrastructures, etc.), *via* la fiscalité indirecte et les subventions comme Fogarty l'a montré pour l'Australie (1966).

Selon la *staple theory*, une fois saisies les opportunités d'investissement nouvelles générées par l'expansion des exportations, la croissance économique débouchera sur un processus de diversification de la base d'exportation à travers les effets de diffusion. Il s'ensuit que les effets de diffusion (ou contributions indirectes à la croissance), même d'une seule période d'expansion des exportations, peuvent être substantiels en raison, notamment, de l'absence de traditions faisant obstacle au développement. Mais, note Watkins, il est possible que les exportateurs de produits de base versent dans une mentalité inhibitrice, dont la conséquence est la « surconcentration » des ressources dans le secteur d'exportation et la fuite devant la promotion du développement domestique (Watkins, 1980, p. 150). Le maintien à long terme de la croissance de l'économie primaire nécessite soit le développement des exportations de produits existants, soit l'expansion de nouveaux produits primaires aux fins de substitution ou complémentaires. Si l'expansion des produits primaires est soutenue, la diversification du secteur d'exportation peut ensuite déboucher sur une « étape de maturité », où la croissance ne dépend plus fondamentalement des exportations de produits primaires et où le marché domestique prend une certaine importance. Cette étape de maturité peut aussi être caractérisée par un développement non négligeable de l'industrie de substitution d'importation et même le début des exportations de biens manufacturés. Tôt ou tard il existe en effet une limite à l'expansion des *staples* et les rendements décroissants se font alors sentir. Lorsque la dépendance de l'économie envers les produits exportés reste forte, la stagnation s'installe et l'économie se trouve enfermée dans ce que Watkins appelle la *staple trap* des produits primaires, situation de la majeure partie des pays en développement (Watkins, 1963, p. 151). Outre les rendements décroissants, la concurrence exercée par des sources meilleur marché ou par les produits synthétiques, et enfin l'élasticité-revenu de la demande de produits de base se conjuguent pour provoquer la baisse des prix. La croissance autosoutenue apparaît devoir reposer sur la flexibilité des nouvelles lignes de production et sur les innovations, ce qui requiert probablement les conditions initiales d'un rapport hommes/ressources et une classe d'entrepreneurs hautement innovatrice (Watkins, 1963, p. 149).

Voyons maintenant si cette théorie rend bien compte des situations historiques auxquelles elle est censée s'appliquer : en un mot rend-elle compte

de toutes les situations où la croissance s'effectue à partir d'un secteur d'exportation de produits de base moteur ou d'un nombre restreint de conditions spécifiques<sup>18</sup>.

### C. La staple theory en pratique : des cas de succès

#### a / Le cas australien

L'analyse des travaux économétriques menés par H. V. Tamaschke à propos des Etats de Victoria et des Nouvelles Galles du Sud montre que les exportations de produits de base contribuèrent de façon significative directement au PIB de ces deux Etats et à celui de l'Australie en général. Ces contributions — quoique élevées — tendirent à décliner à la fin des années 1880 où leur participation augmenta, ceci dans un contexte de hausses de prix. Il est alors possible d'affirmer que les exportations de produits de base constituaient un secteur moteur au sens de la première condition de Kuznets (l'impulsion autonome et la contribution directe à la croissance). Mais l'évidence empirique disponible montre que dans aucun des deux Etats les exportations de produits primaires auraient pu être un secteur moteur sur la seule base des contributions *directes* au PIB au cours de la période 1861-1910 (H. V. Tamaschke, 1980, p. 25 et 26). Ce rôle moteur est cependant évident si l'on y ajoute les effets *indirects*. L'industrie manufacturée connaît en effet un développement important au cours de la période, développement axé sur la transformation des produits primaires, la production de biens de consommation (alimentation, boissons et habillement compris), les matériaux de construction et autres biens intermédiaires. Une substitution d'importation importante eut lieu favorisée par la protection tarifaire destinée entre autres à absorber la main-d'œuvre de l'industrie aurifère en déclin (*ibid.*, p. 27). Parallèlement les transports, et notamment les chemins de fer, connaissaient d'importants développements ainsi que les institutions financières liées à l'exploitation des ressources naturelles. A ces effets de liaison de divers types s'ajouta l'afflux de facteurs rares (effets de liaison moins directs) au titre du capital et de la main-d'œuvre<sup>19</sup>. De façon prévisible, ces facteurs rares stimulèrent la croissance des secteurs qui leur étaient liés : institutions financières dans le cas du capital et habitat dans le cas de la main-d'œuvre. Ces divers faits amenèrent à affirmer que les exportations de produits primaires furent des sources de contributions indirectes importantes à la croissance des deux colonies.

18. Hormis les cas où pèse le mode capitaliste de production.

19. Pour les chiffres voir H. V. Tamaschke (1980, p. 30 et 31).

*b / Le cas canadien*

Si, en Australie, les effets de liaison découlant des moyens de transport — chemins de fer principalement — jouèrent un grand rôle dans la croissance du pays, au Canada un élément nouveau s'ajouta, la proximité avec une économie dynamique, l'économie américaine. En attirant la main-d'œuvre et les talents canadiens, cette dernière imposa un « défi créateur » au Canada tout en lui assurant un flux régulier de techniques agricoles et industrielles, d'entrepreneurs, de capitaux et des débouchés commerciaux (W. W. Rostow, 1978, p. 448). Enfin le Canada, voulant jouer le rôle d'entrepôt d'exportation pour le *middle east* américain, entreprit de creuser le canal du Saint-Laurent et la construction de la première génération des chemins de fer du pays. S'il n'y parvint pas, le Canada put néanmoins renforcer ses liens avec l'économie américaine ; mais la concurrence agricole du voisin lui imposa rapidement le choix d'une stratégie de développement propre. La Confédération — créée en 1867 — mit alors sur pied une politique d'exploitation des ressources et des nouvelles terres du pays *via* l'édification d'un réseau ferré transcontinental et une protection tarifaire. Les trois décennies qui suivirent virent la création des conditions du « décollage » de l'économie après 1896 avec l'expansion rapide de la production de blé des provinces de la Prairie : Edward Chambers et Donald Gordon ont montré qu'il y eût convergence au Canada entre l'expansion de l'industrie et de l'agriculture comme aux Etats-Unis dans les années 1850, en Russie après 1890 et en Australie après 1901 (1966, p. 315 et s.). De fait l'industrie manufacturée connut entre 1850 et 1901 des développements importants. Aux industries manufacturières les plus simples (transformation des produits primaires<sup>20</sup> et besoins essentiels de la population), succédèrent les industries de l'acier, de la pulpe et du papier, du matériel agricole et des moteurs, et ceci notamment après 1900 (J. Firestone, 1960, p. 236 et s.). Après 1914 les chantiers navals et l'aéronautique marquèrent la profonde diversification industrielle du pays fortement stimulée par l'investissement et la technologie américaine (J. Firestone, 1958). La seconde guerre mondiale et les années qui suivirent conduisirent le Canada à intensifier son développement industriel qui parvint alors au stade de la « maturité technologique » (W. W. Rostow, 1978, p. 450). La production de plastiques et de fibres synthétiques à grande échelle caractérise cette période. On observe donc que, dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, le Canada était une économie et une société tout à fait préparées, notamment grâce à la technologie et à l'offre de ressources d'entreprises américaines, à tirer parti des effets de diffusion potentiels trouvant leur origine dans la hausse des prix

20. Transformation des céréales et du bois et ultérieurement conserves de viande et produits laitiers.

mondiaux du blé et l'exploitation des grandes prairies du pays. Cette étape correspond tout à fait à celle identifiée pour l'Australie : il fallut en effet attendre le début de ce siècle pour que, sur la base d'un marché domestique intégré, se développent de puissantes industries liées à la transformation des métaux et à la construction de machines. Avec la mise en service en 1915 de l'aciérie de Newcastle, l'Australie serait entrée alors dans la phase de « maturité technologique » (W. W. Rostow, 1978, p. 463). Les années 20 et 30 virent en effet l'expansion des industries électriques, électroniques, de moteurs, chimiques et d'engrais (E. A. Boehm, 1971, p. 129). Sur la base des résultats de W. W. Rostow, il apparaît donc que l'Australie parvint avant le Canada à la maturité technologique. De ce fait le Canada bénéficia, historiquement parlant, d'une consommation de masse élevée bien avant le stade de maturité.

### *c / Le cas des Etats-Unis*

Si l'on en croit Rostow, les préconditions de l'industrialisation aux Etats-Unis résident au départ dans le « type » d'hommes et de femmes qui franchirent l'Atlantique dès le xvii<sup>e</sup> siècle. Dans leurs rangs prédominaient en effet les « non-conformistes » qui jouèrent un rôle crucial en rapprochant les scientifiques, les inventeurs et les innovateurs. Mais, ajoute-t-il, les potentialités économiques et les contraintes de ressources et géographiques américaines différèrent dans le temps l'avènement d'une révolution industrielle américaine : les Etats-Unis disposaient d'un avantage comparatif important dans la production de biens agricoles et de matières premières et les problèmes massifs de transport faisaient obstacle à la création d'un marché national (*ibid.*, p. 324). L'analyse du développement économique américain — à ses débuts — doit nécessairement être replacée dans le contexte de l'expansion de l'économie atlantique (D. North, 1961, p. 72). Ce sont, note-t-il, les forces « anonymes impersonnelles » de l'économie internationale en pleine mutation qui furent les éléments déterminants de l'économie atlantique en plein développement. Dans cette première moitié du xix<sup>e</sup> siècle, le coton était le seul facteur d'expansion interne et le seul produit pour lequel la demande extérieure était en progression. Le quasi-triplement des récoltes du coton entre 1831 et 1836 devait se traduire par une expansion accélérée dont l'une des retombées fut la création de conditions rendant possible l'industrialisation du Nord-Est. Les facilités de transport entre l'Est et l'Ouest s'améliorèrent et de nouveaux marchés pour les produits primaires de l'Ouest s'ouvrirent dans le Nord-Est en rapide urbanisation (D. North, 1961, p. 75). L'industrialisation dans le Nord-Est et l'ouverture de l'Ouest et du Far West furent ensuite à l'origine de la croissance des années 40 et 50. L'industrie se développa autour du secteur textile : le rapport McLane



de 1832 soulignait que 88 des 106 entreprises manufacturières recensées avec un capital supérieur à 100 000 \$ étaient des compagnies textiles (S. Ratner, J. Soltow et R. Sylla, 1979, p. 189). Cette prédominance de l'industrie cotonnière s'exerçait encore en 1860 comme le montre le recensement de cette même année sur la base de la valeur ajoutée.

Entre-temps cependant les progrès technologiques réalisés aux Etats-Unis dans le domaine des industries métalliques<sup>21</sup> et du conditionnement<sup>22</sup> stimulaient le développement de la mécanique et du machinisme (*ibid.*, p. 196 et 197).

C'est le fort accroissement de la demande de matériel agricole dans les Etats du *old northwest territory* qui fut à l'origine de l'essaimage de l'industrie du Nord-Est au-delà des Appalaches dans des régions où des millions d'acres étaient mis en valeur avec un objectif de productivité maximum. La mécanisation obligatoire entraîna le développement fulgurant du machinisme agricole dont la moissonneuse-batteuse de McCormick devint le symbole (P. David, 1966, p. 187 et 188). Dès lors, à partir de 1850, se produisit une « sorte de rythme alternatif » entre l'expansion agricole extensive et l'industrialisation, toutes deux apportant une contribution importante au PIB et requérant d'importants investissements (W. W. Rostow, 1978, p. 385). On notera que la *rail roadisation* de l'Est dans les années 40 et du *middle west* dans les années 50<sup>23</sup> constituèrent la toile de fond de ce processus dont le résultat fut la diversification de la base industrielle à partir de 1870 et l'accession au stade de la maturité technologique à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

Dans les trois cas étudiés, le développement a reposé à l'origine sur l'expansion d'un secteur d'exportation assez puissant pour imprimer les changements structurels nécessaires à l'économie et permettre l'apparition d'un secteur industriel de plus en plus diversifié. Ce succès fut cependant dû — ainsi que nous allons le voir — à certaines caractéristiques spécifiques aux trois pays considérés. Ces spécificités tinrent à de nombreux facteurs géographiques, ethniques, politiques, économiques et sociaux.

21. Ainsi les manufactures d'armes à feu du Connecticut qui permirent les progrès ultérieurs dans le domaine de la standardisation.

22. Ainsi l'industrie des conserves de porc de Cincinnati.

23. Le rôle crucial des chemins de fer sur la croissance américaine a été récemment contesté par Fogel pour qui l'évidence empirique accumulée et les arguments utilisés ne font que démontrer l'existence d'une association seulement entre l'expansion du réseau ferré et celle de l'économie (Fogel, 1962, p. 185). Le débat né de cette critique n'entre pas dans le champ de cette étude, le lecteur intéressé pourra cependant se reporter à la réponse de P. A. David (1969).

D. *Les caractéristiques spécifiques propres aux trois cas analysés : les conditions du succès*

a / *Spécificités socio-ethno géopolitiques des « dominions »*

Comme le soulignent à juste titre W. Armstrong, et J. Bradbury, ni l'Australie, ni le Canada ne purent jamais être classés dans les catégories « polarisées » de centre et de périphérie dans le système capitaliste international, d'où le terme de *dominion capitalist societies* donné à ces deux pays (1983, p. 45). Antérieurement ces pays étaient définis (y compris les Etats-Unis au départ) suivant des critères divers : économiques, ethniques ou autres. Il y avait donc, ou les producteurs de produits à climat tempéré : laine, viande, lait et produits laitiers, céréales et bois ou encore les régions de peuplement récent, ou les pays à colonisation blanche<sup>24</sup>, etc. Ce dernier aspect est important — moins pour des raisons ethniques — que parce que la colonisation européenne en s'appropriant des terres a créé des structures sociales plus proches de celles des sociétés européennes que de celles relatives aux autres dépendances coloniales (Armstrong et Bradbury, 1983, p. 46). Si nous retenons ce critère, c'est qu'en plein accord avec les auteurs cités, nous estimons qu'il rend parfaitement compte de la nature du capitalisme de dominion. Des économies diversifiées, des niveaux de vie, de santé et d'éducation surpassant ceux de l'Europe au début de ce siècle, résultèrent avant tout des formes d'organisation sociale particulières à ces pays. Un autre trait est le fait que leur évolution a été fortement conditionnée par les circonstances externes, notamment les dominions. Mieux, ces pays jouèrent un rôle crucial à une certaine étape de l'internationalisation du capitalisme. Si le marché cotonnier eut — comme pour l'Egypte au même moment — un rôle clé dans la croissance américaine, les dominions bénéficièrent de la situation stratégique du Royaume-Uni. Comme le notent Armstrong et Bradbury, ce dernier se situait dans le dernier quart du XIX<sup>e</sup> siècle au centre d'un système mondial en pleine expansion, caractérisé par des flux croissants de marchandises, de capitaux et de main-d'œuvre. La Grande-Bretagne avait besoin de débouchés extérieurs pour ses produits manufacturés et ses excédents de capitaux, et de terres d'accueil pour son surcroît démographique. Enfin, l'accès aux sources d'approvisionnement en matières premières pour ses usines et d'alimentation bon marché pour ses travailleurs urbains était vital pour maintenir la compétitivité de ses industries (*ibid.*, p. 48).

Ceci explique pourquoi l'Australie, le Canada, furent des cibles essen-

24. Dont le résultat fut l'élimination ou la domination des populations locales faisant de ces pays des avant-postes de la société européenne transplantée.

tielles de la stratégie britannique de 1870 à 1914<sup>25</sup>; ils reçurent la part du lion en matière de produits manufacturés, de prêts financiers et en migrants combinés à la terre, et stimulés par l'organisation capitaliste. Ces facteurs permirent la genèse d'une dynamique de la croissance et du développement. Dans ce contexte, la production moderne à vaste échelle de produits primaires en vue de l'exportation fut la réponse locale à l'injection massive venue de l'extérieur, de ces doses de capital, de travail et de technologie. Rien d'étonnant dans ces conditions si l'impact extérieur fut décisif au point de jouer le rôle de moteur selon l'expression de Sir D. Robertson. Ce processus fut complété par l'apparition et la consolidation d'une classe gouvernante relativement autonome et suffisamment puissante pour agir substantiellement sur les forces externes.

Armstrong et Bradbury notent que l'on est en présence « d'une interaction entre éléments internes et externes qui produisent une chimie spécifique de changement social économique et politique dans l'évolution de chaque société » (*ibid.*, p. 49). Sur cette base, ces auteurs estiment pouvoir déceler les similitudes entre ces pays, similitudes qui marquent leur spécificité par rapport aux pays en développement. Dans tous les cas, la croissance économique est fortement concentrée autour d'une métropole urbaine (Buenos Aires) ou de deux (Montréal/Toronto, Sydney/Melbourne).

#### *b / Les conditions économiques*

L'incorporation des dominions au système capitaliste international nécessita des ajustements constants à un système dont la nature cyclique fut cause de pannes brutales dans le processus de développement. Aux phases d'accumulation rapides induites par l'expansion internationale des échanges de produits de base correspondirent d'importants effets d'entraînement, au niveau d'autres secteurs, dans les domaines de la production et de la consommation. A l'inverse, aux creux du cycle, et donc à la crise du secteur exportateur, correspondirent les crises économiques et sociales et les réponses politiques. Ces périodes débouchèrent le plus souvent sur la restructuration de l'économie et sur l'intervention croissante délibérée de l'état pour diversifier et promouvoir le secteur manufacturier. En ce sens l'industrialisation est une « mesure importante des changements sociaux affectant une société, un indicateur des variations inter- et intraclasses des rapports de pouvoir » (Armstrong et Bradbury, 1983, p. 59). Les pays ci-dessus constituèrent à cet égard un bon exemple de la capacité de certains groupes sociaux à s'approprier une part des bénéfices du secteur exportateur et à les investir dans diverses activités domestiques dont l'industrie manufacturière et donc à

25. A ces pays il convient d'ajouter l'Argentine et l'Uruguay.

maîtriser leur propre développement, à la différence d'autres pays en développement à cette époque. L'expansion industrielle et la maturité technologique auxquelles ils parvinrent témoignent d'une grande flexibilité de sociétés, flexibilité qui leur permit de s'ajuster régulièrement au « cadre capitaliste de rapports sociaux nécessaires à une croissance diversifiée (*ibid.*, p. 59).

On notera que ces pays — Etats-Unis inclus — n'avaient pas à vaincre les obstacles que constituaient ailleurs les modes de production précapitalistes, ils bénéficièrent d'une classe ouvrière née de la production artisanale et des centres urbains industriels européens qui s'adapta très vite aux besoins d'un secteur manufacturier en expansion. Enfin, l'existence d'une armature politique proche de celle de l'Europe permit la mise en œuvre d'une stratégie économique nationale de diversification. Il y eut donc émergence dans ces pays d'une classe locale en charge des affaires et en mesure de retenir une part significative du surplus dégagé. Ce dernier put ainsi être réinvesti dans la reproduction des produits de base, la diversification de l'industrie et la valorisation des réseaux ferrés. L'existence d'une classe ouvrière organisée sur le modèle européen, faisant contrepoids aux capitalistes, est capitale, car elle pesa sur la nature des politiques économiques et sociales mises en œuvre. Ainsi les salaires s'accrurent régulièrement, les conditions de travail s'améliorèrent et l'éducation se généralisa. Le résultat des luttes sociales avec une classe ouvrière organisée fut l'appropriation d'une part du surplus national par les travailleurs sans aucune commune comparaison avec la situation qui régnait alors dans les pays en développement<sup>26</sup>. Armstrong et Bradbury soulignent avec raison que de ces structures et luttes sociales naquirent des sociétés dont la dépendance envers les sociétés capitalistes du système international fut substantiellement modifiée. Vulnérables quant aux cycles et aux décisions d'investissement et de production des grandes économies capitalistes, ces sociétés furent mieux à même de faire historiquement prévaloir leurs intérêts que les pays en développement (1983, p. 47). Elles ne furent pas par ailleurs de simples « répliques » des centres capitalistes industriels comme le postulent trop souvent certaines théories récentes de l'échange inégal, dont celle de Samir Amin par exemple.

Enfin les groupes sociaux dominants ne formaient pas une classe homogène et c'est l'émergence « d'intérêts sectoriels » qui rend compte des changements qui affectèrent les dominions notamment pour leurs rapports

26. Sur la formation d'un marché du travail homogène en Argentine, voir l'étude de Hilda Sabato (1985) et celle de Cortès Condé pour la période postérieure à 1880 (1979) et pour l'Australie l'étude de Roehm (1971).

avec l'extérieur (*ibid.*, p. 55). De la lutte entre les intérêts liés à l'investissement étranger et au libre échange et ceux désireux de promouvoir une plus grande diversification naquit un des facteurs dynamiques de l'évolution des dominions. Il est intéressant de noter que les ouvriers ne furent pas toujours du côté du second courant. Ainsi en Argentine, les syndicats et le Parti radical étaient hostiles au protectionnisme dont la conséquence était le renchérissement des biens salariaux.

### E. *La staple theory en pratique ; les cas d'échec*

Si un certain nombre d'expériences historiques témoignent bien d'un impact positif déterminant des exportations sur le développement, d'autres notamment dans le Tiers Monde traditionnel, sont moins concluantes. Déjà dans son étude sur le commerce extérieur et la croissance économique en France et en Grande-Bretagne, C. Kindleberger soulignait le fait que si les exportations pouvaient stimuler la croissance, elles pouvaient aussi l'ajourner<sup>27</sup> (C. Kindleberger, 1961, p. 289 et s.). Il note aussi qu'un ralentissement du taux de croissance des exportations peut réduire le taux de croissance économique ou l'accroître. Ce ralentissement peut provenir de la « loi du commerce extérieur décroissant », selon laquelle, si le revenu d'un pays augmente au-delà d'un certain point, le commerce extérieur représente une proportion de plus en plus faible du revenu national, en raison de l'élasticité-revenu élevée de la demande de services qui sont moins *commercialisables* que les biens mobiles (K. W. Deutsch et A. Eckstein, 1961). Si la loi n'est pas établie compte tenu des critiques soulevées<sup>28</sup>, il est difficile d'imaginer une croissance exponentielle d'une composante de revenu entraînant elle-même une croissance exponentielle du revenu. Kindleberger souligne à cet égard que le schéma normal est celui de l'entrée en service d'un nombre suffisant d'industries nouvelles — pour la satisfaction ou de la demande locale ou encore de la demande externe — suivant la courbe de croissance normale de Gompertz<sup>29</sup>, la demande mondiale d'exportation n'est pas infiniment élastique aux prix existants comme d'ailleurs l'offre d'exportation. Kindleberger note encore que dans le cas britannique, la croissance n'aurait pu être réalisée par la seule expansion des exportations dans un système inchangé. Le résultat aurait été un volume irréaliste gigantesque d'exportations textiles, en termes tant de

27. L'observation, note-t-il, vaut également pour les importations et pour les tarifs.

28. Pour plus de détails voir J. D. Gould (1972, p. 228 et s.).

29. Cette courbe répond aux caractéristiques suivantes : croissance rapide en accélération dans la première phase, croissance à taux décroissant ensuite jusqu'à asymptote.

production que de consommation à l'étranger. Une demande accrue devra surgir ailleurs, du marché local par exemple, et les ressources lui être transférées (C. Kindleberger, 1961, p. 253 et s.). Dans le cas britannique Kindleberger souligne que le déclin des exportations dans le dernier quart du XIX<sup>e</sup> siècle s'expliquait par une « surexpansion » des exportations. Avec 75 % des exportations mondiales de textiles cotonniers, de rails, de feuilles d'étain, de charbon, etc., la Grande-Bretagne était condamnée à voir sa part de marché baisser (C. Kindleberger, 1964, p. 271). Parallèlement il apparut que des volumes de recettes d'exportation importantes ne suffisaient pas à assurer un développement intégré et soutenu et que de ce fait les plantations modernes et les industries extractives de pointe ne pouvaient être considérées comme des secteurs moteurs, mais comme des *investissements domestiques* des pays industrialisés (N. Girvan, 1972 et C. Diaz Alejandro, 1973). D'où le concept d'enclave : les facteurs de production étrangers — gestion capital et parfois main-d'œuvre — se combinent à un apport local limité, tel que des gisements minéraux ou un climat tropical, ou dans certains pays une main-d'œuvre commune. Les liaisons entre investissements, essentielles pour le développement car elles élargissent la demande des inputs (liaisons amont) ou abaissent le coût des outputs en tant qu'inputs pour l'autre industrie (liaisons vers l'aval), se produisent à l'étranger plutôt que dans l'économie locale (C. Kindleberger, 1961, p. 176). Sans grands contacts avec l'économie locale, l'investissement étranger occupe une enclave en liaison étroite avec le pays d'origine de l'investisseur.

#### *a / Le concept d'économie d'enclave*

Un grand nombre d'études ont été consacrées à l'économie d'enclave, l'une des grandes études classiques en la matière reste celle de Jonathan Levin à partir du guano péruvien (1960). Cette étude lui permit d'identifier un certain nombre de caractéristiques expliquant l'absence d'impact majeur du commerce international sur le développement.

Ainsi pour les « anciennes économies d'exportation », le schéma prédominant de développement fut pour Levin le suivant. Générées par les profits réalisés sur les marchés européens et américains, ces économies ne pouvaient être promues qu'avec l'aide des facteurs de production mobiles internationalement. En effet, l'économie de subsistance était dans l'incapacité de fournir les entrepreneurs, les capitaux et la main-d'œuvre qualifiée nécessaires au fonctionnement du système d'exportation. Les industries d'exportation de produits de base s'établirent donc sur les sites des facteurs les *moins mobiles* : minerais, climats, terres qui étaient les plus accessibles aux marchés internationaux. Implantées au sein même d'économies de subsistance, les industries d'exportation se caractérisèrent par l'existence de

deux catégories de facteurs. La première regroupa les facteurs étrangers transférant à l'extérieur leurs revenus et les importateurs de produits ostentatoires vivant bien au-dessus du niveau de vie moyen du pays hôte et important quasiment tous les biens; de cette répartition spécifique des gains d'exportations le résultat fut un « schéma fruste de développement économique » au marché domestique trop faible pour encourager la production locale d'autres choses que des biens de subsistance de masse. Des profits élevés dans le secteur d'exportation coexistent avec des investissements des plus réduits dans le reste de l'économie. Donc malgré des décennies, sinon des siècles, d'exportation de produits, ces économies restèrent stagnantes à un niveau moyen de revenu des plus précaires. Dans ce schéma de « croissance frustrée », il n'y eut pas d'expansion de l'économie monétaire locale où auraient pu s'investir les gains d'exportation. Les fluctuations de ces gains exercèrent peu d'effets sur le reste de l'économie mais se reflétèrent dans le volume des importations et des transferts, déterminant un mode d'ajustement quasi automatique de la balance des paiements à l'économie d'exportation (J. Levin, 1960, chap. IV).

L'analyse rapide d'un certain nombre d'expériences historiques permet de mieux éclairer ces observations.

#### *b / La frustration de l'industrialisation en Egypte*

Le développement économique de l'Egypte durant le siècle passé et la première moitié de celui-ci obéit aux particularités suivantes : tentative sans succès de passage d'une économie de subsistance à une économie « complexe » ou diversifiée au tout début de la période, puis transition — à la suite de cet échec — à une économie orientée vers l'exportation et ajournement ultérieur du passage de l'économie d'exportation à l'économie complexe (C. Issawi, 1961, p. 9 et s.).

Dans la première étape « Mohamed Ali tenta entre 1810 et 1840 environ de mettre en œuvre un programme *d'industrialisation forcée* ». Une protection importante fut accordée aux industries naissantes tandis que le capital destiné à l'investissement était prélevé sur les recettes du monopole étatique du commerce intérieur et extérieur, et notamment de la fiscalité. La main-d'œuvre non qualifiée fut enrôlée à bas salaires et les techniciens étrangers et ouvriers qualifiés attirés par de hauts salaires. Le marché pour ces industries nouvelles fut fourni par l'armée et la substitution d'importation. Parallèlement, une véritable révolution dans le régime foncier des terres intervenait tandis que d'importants travaux d'irrigation étaient menés augmentant les superficies cultivables. La culture du coton à fibre longue était en outre introduite sur une vaste échelle dès 1821 et les commercialisations développées (C. Issawi, 1961, p. 3 et s.). Cette politique

de croissance équilibrée sombra pour des raisons hors du champ de ce travail<sup>30</sup>.

Avec l'échec de la politique d'industrialisation de Mohamed Ali débuta la seconde étape, celle de l'intégration de l'Égypte au système économique mondial. Ainsi si l'on estime à 1,5 million de livres égyptiennes la valeur du commerce égyptien au début du règne de Mohamed Ali, celle-ci était de 3,5 millions de livres égyptiennes en 1838, à 5,1 millions en 1860 et à 60 millions en 1913 (C. Issawi, 1961), soit entre le début du XIX<sup>e</sup> siècle et 1913 un accroissement de près de 40 fois. La transformation de l'Égypte en jardin cotonnier reposa sur une expansion considérable des zones irriguées, 13 500 km de canaux creusés sous le Khédive Ismail (1863-1879), tandis que le plus grand barrage du monde était construit lors de la domination anglaise de 1892 à 1932 à Assouan. Parallèlement, la construction des chemins de fer débutait en 1853 et en 1913, le réseau ferré ne comprenait pas moins de 3 000 km de voie, faisant de l'Égypte un modèle en la matière. Le coton fut le principal bénéficiaire des investissements considérables réalisés dans les infrastructures tandis que les transports, le commerce et la finance se voyaient assigner la tâche d'évacuer les récoltes cotonnières. Les quantités de coton exporté passèrent de 0,36 million de quintaux en 1848 à 6,28 millions en 1913-1917. L'essentiel des recettes alla cependant à l'importation de biens de consommation au profit des bénéficiaires des accroissements du revenu. Ainsi Issawi note-t-il que les « augmentations importantes de production et d'exportation réalisées au cours du XIX<sup>e</sup> siècle furent en partie absorbées par les accroissements de population mais aussi par la forte augmentation du niveau de vie des classes moyennes et supérieures ». Une faible part seulement alla au gros de la population et peu fut réinvesti (C. Issawi, 1961).

Cette importante « accumulation primitive » selon le terme d'Alan Richards ne déboucha cependant pas sur le développement des autres secteurs de l'économie (A. Richard, 1977). Les données disponibles sur l'industrie par exemple montrent que les firmes établies se limitaient à la transformation des matières premières locales pour le marché local, à quelques exceptions près, dont les cigarettes, ou à la production de biens bénéficiant d'un coût du transport avantageux en raison de leur poids. La disparition en 1907 de l'Egyptian Cotton Mills en 1899 et la mise en sommeil en 1908 de l'Anglo-Egyptian Spinning and Weaving Company sonnèrent le

30. Elles sont nombreuses et tiennent entre autres au manque d'autonomie politique du pays et à l'accent excessif mis sur l'équipement d'une armée et d'une marine modernes (C. Issawi, 1961). Pour plus de détails sur la politique agricole de Mohamed Ali, voir l'ouvrage important de Helen Rivlin (1961) et plus généralement sur l'histoire du coton en Égypte, celui de Roger Owen (1969).



glas des espoirs de l'industrie textile égyptienne. Des problèmes similaires marquèrent le raffinage du sucre (Daira Saniya), tandis que l'industrie du ciment restait marginale n'assurant qu'une faible partie des besoins (Roger Owen, 1981, p. 237 à 239). Dans le domaine bancaire d'importants investissements furent réalisés en majeure partie grâce à des fonds extérieurs<sup>31</sup>, l'activité principale du secteur étant le financement du commerce et notamment des exportations de coton.

Il peut paraître étonnant que dans des conditions de départ très favorables : infrastructures de qualité, afflux considérables de capitaux étrangers, immigration sur une vaste échelle, système bancaire et financier développé, la croissance du secteur d'exportation n'ait pas généré les effets induits attendus, d'autant qu'au cours du XIX<sup>e</sup> siècle la qualité des ressources humaines locales s'était grandement améliorée et qu'un marché domestique relativement important s'était créé. De ce point de vue, les chances de développement étaient bien plus grandes en Egypte qu'au Canada ou en Australie confrontés à des problèmes de financement de réseaux de transport gigantesques notamment. C. Issawi a incriminé le rôle passif de l'Etat, ce dernier se bornant à la réalisation des infrastructures, et la non-apparition d'entrepreneurs locaux ou étrangers (C. Issawi, 1961, p. 366). La non-apparition d'entrepreneurs étrangers serait due, à l'époque d'Ismail, au climat de spéculation entourant le boom du coton au début des années 60, ultérieurement, l'attitude britannique hostile à l'industrialisation expliquerait cette carence. Quant à la rareté de l'offre de ressources d'entreprise locale, elle résulterait en Egypte comme en Turquie de l'abandon aux étrangers du commerce *largo sensu* : ces derniers contrôlaient non seulement le grand commerce et la finance mais aussi le commerce de détail. Toutes les professions libérales furent également laissées aux étrangers (médecins, pharmaciens entre autres). Les autochtones disposant de capitaux achetèrent des terres tandis que les gens formés intégrèrent le « civil service » et les services d'irrigation ou les chemins de fer, très peu allèrent dans l'industrie ou le commerce<sup>32</sup>. Alexander Scholch observe à cet égard qu'avec l'intégration de l'Egypte au marché mondial, une importante et influente bourgeoisie commerciale et financière émergea regroupant essentiellement des Européens, des Levantins et des membres de minorités locales qui firent d'Alexandrie la rivale du Caire. Face à ces « protégés », note-t-il, la classe

31. Crouchley relève le dynamisme du secteur hypothécaire dans l'accroissement du capital bancaire dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle (A. E. Crouchley, 1936).

32. L'existence d'avantages fiscaux et l'immunité juridique stipulés par les *Capitulations* en faveur des étrangers expliquerait partiellement cette situation selon Issawi (p. 8 et s.), mais l'explication ainsi qu'il le souligne lui-même est incomplète.

des marchands autochtones du Caire n'avait que bien peu de chances (A. Scholch, 1982, p. 179).

Parallèlement l'intégration de l'Égypte au marché mondial se traduit par la transformation des structures sociales égyptiennes et le glissement progressivement du pouvoir politique et économique des Turco-Circassiens aux Turco-Egyptiens<sup>33</sup> et notamment à la bourgeoisie locale (I. Abu Lughod, 1967, p. 329 et s.). Cependant le fait capital mis en évidence par Eric Davis est que l'intégration de l'Égypte au marché mondial *via* la pénétration du capital étranger ne créa pas de classes nouvelles mais déboucha plutôt sur la restructuration des rapports de classe existants. L'analyse des données fournies par les registres fonciers souligne cette complémentarité plutôt qu'une dichotomie entre tradition et modernité (E. Davis, 1983, p. 30).

L'industrialisation de l'Égypte ne reposa donc pas sur une nouvelle classe moyenne mais sur une classe qui au XIX<sup>e</sup> siècle représentait « la pierre angulaire de la société traditionnelle » (*ibid.*, p. 30). Au plan économique l'excessive concentration des efforts et des ressources sur la production et l'exportation de coton, l'existence d'un système de crédit orienté vers la seule satisfaction du grand commerce et des grands propriétaires, et de façon générale des intérêts étrangers, limitaient les possibilités de développement industriel (R. Owen, 1981, p. 239). De fait des contradictions se développèrent au sein de la société égyptienne à partir de 1882, tandis que mûrit l'idée d'une banque nationale financée et administrée par les Égyptiens eux-mêmes. C'est que la fin du siècle et de début du XX<sup>e</sup> siècle furent marqués par le grand débat national concernant le contrôle du capital étranger et notamment du capital usuraire coupable d'appauvrir les petits exploitants fermiers et auxquels ils achetaient la récolte de coton (E. Davis, 1983, p. 51). Ce débat s'aviva avec le crack financier de 1907 et les pertes importantes enregistrées en conséquence par les grands propriétaires financiers<sup>34</sup>. Désormais il était clair que les intérêts du capital étranger et ceux de la bourgeoisie agraire étaient devenus antagonistes et Ahmad Lutfi al Sayyid, rédacteur d'Al Jarida pouvait écrire le 18 mai 1908 que « les Égyptiens se trouvaient dominés par les forces extérieures et n'étaient plus maîtres en tant que peuple de leur destinée ». L'administration coloniale était accusée de ne rien faire pour contrôler les « spéculateurs étrangers » ou informer les investisseurs égyptiens des dangers qu'ils couraient à investir dans des institutions financières étrangères. Dans ces conditions notait Al Sayyid, seule la création d'une banque nationale pouvait

33. C'est précisément l'interaction entre les notables ruraux enrichis par le coton et la classe régnante des Turco-Circassiens qui produisit le stratum Turco-Egyptien (C. Davis, 1983, p. 40).

34. Voir à cet égard les articles d'Al Jarida entre 1907 et 1908.

aider la bourgeoisie égyptienne à éviter de dépendre du capital étranger. Les fondateurs de la Banque en 1920, Banque Misr, se recrutèrent parmi les grandes familles terriennes de la province d'Al Minya, lourdement endettées auprès des banques étrangères par exemple Talaat Harb théoricien de l'indépendance économique du pays (Marius Deeb, 1977, p. 69).

Dans son livre publié en 1913 Talaat Harb expliquait en détail les raisons justifiant l'existence d'une telle banque. Pour aider à promouvoir l'indépendance économique du pays, la banque se devait d'être totalement égyptienne (de par le capital), d'œuvrer en vue de stimuler toutes « les entreprises possibles, d'aider à la création de sociétés d'assurance, de transports, agricoles, industrielles, commerciales et financières » et de défendre les intérêts nationaux. Enfin Talaat Harb exhorta ses compatriotes à investir dans des banques de dépôt et à souscrire des parts dans les sociétés financières, industrielles et compagnies égyptiennes pour la plupart aux mains d'étrangers (M. Deeb, 1977, p. 70). Ce faisant, l'Égypte put jouer suivant le modèle de Christopher Chase Dunn, des conflits entre grandes puissances (notamment les rivalités entre l'Angleterre et les puissances de l'axe<sup>35</sup>). Si la Banque fut à l'origine de plusieurs dizaines de sociétés industrielles, elle échoua en raison des conditions socio-économiques et pratiques qui prévalurent en Égypte entre 1920 et 1941 et non pas en raison d'un blocage total exercé par l'impérialisme occidental à l'égard de l'industrialisation égyptienne<sup>36</sup>.

Ainsi en Égypte, le développement intensif d'une économie d'exportation conduisit à une rapide modernisation des secteurs d'exportation, des services et des infrastructures liées à l'évacuation et au financement du coton. Le reste de l'économie resta pour l'essentiel inaffecté par ces développements malgré les tentatives d'une petite partie de la bourgeoisie terrienne d'imposer un modèle de croissance moins dépendant, tournant le dos à la spéculation menée par le capital étranger, en liaison avec certains groupes autochtones liés au stratum turco-circassien notamment. C. Issawi a pu à propos de cette expérience parler de *lop-sided development* ou développement déséquilibré.

35. Ainsi le boycott britannique du coton égyptien dans les années 30 au tarif imposé par l'Égypte fut-il rendu inefficace par les achats japonais. Cet exemple souligne à l'évidence le caractère erroné de la première génération des théories de la dépendance basé sur les concepts de centre-périphérie en tant que structure *monolithique* (A. G. Frank et S. Amin par exemple). Plus récente la théorie des systèmes mondiaux met avec raison l'accent sur la compétition inter-centre (C. Chase Dunn, 1978).

36. Voir la démonstration à cet égard de Eric Davis (1983, chap. 6 et 8), les causes ne pouvant être traitées ici dans le cadre de cette étude.

c / *Développement sans croissance : le cas du Costa Rica*

Quasiment au même moment, cette fois-ci en Amérique centrale, le gouvernement Carillo créa au Costa Rica les conditions du développement d'une classe dominante ainsi que l'expansion de la production fondée sur la petite propriété (Rodriguez, 1979, p. 37). En 1832 intervint la première exportation de café, la production atteignant un demi-million de livres, ce montant passa en 1841 à 90 millions. Parallèlement les activités de transformation et les réseaux de commercialisation se développèrent rapidement (Churnside-Harrison, 1979), tandis que s'amorçait un processus de concentration des terres. Dans ce processus, les transformateurs du café jouèrent un rôle dominant étant donné leur position d'intermédiaire entre le marché britannique des capitaux et les exploitants. La diffusion des techniques dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle ne bénéficia pas à toutes les exploitations et les exploitants dans l'incapacité d'assurer la rationalisation de la production du café furent le plus souvent contraints de céder leurs lopins de terre. Cette situation fut aggravée par la nécessité où ils se trouvaient d'acquérir leur subsistance de base sur un marché instable. Le processus de concentration du capital agraire fut cependant limité par la nature même de l'économie costaricaine ; l'absence de réserves de main-d'œuvre et de capitaux firent ainsi obstacle au développement des *haciendas*. La petite propriété put donc subsister et assurer une part substantielle de la production de café. Les particularités d'organisation de la production trouvèrent leur reflet dans la constitution des classes sociales avec les progrès de la division du travail. Les péons dépossédés ne constituèrent jamais une part importante de la population et, outre l'impact stabilisateur de l'exploitation caféière sur le régime foncier, l'existence d'une frontière agricole leur laissait entrevoir un retour possible à la terre (E. Rodriguez, 1982, p. 224). De fait, la force de travail se trouvait en relative position de force face au capitalisme naissant. Le coup d'Etat militaire de 1870 permit à Guardia un meilleur contrôle des « oligarchies marchandes »<sup>37</sup> nées du café et notamment du boom des années antérieures et l'affectation d'une plus grande part des bénéfices du secteur d'exportation au financement du développement des infrastructures publiques. Le financement des chemins de fer par les capitaux britanniques marqua l'irruption de la Grande-Bretagne sur la scène costaricaine. La dissémination des revenus d'exportation au bénéfice de la majeure partie de la population permit la mise en place d'un régime démocratique fondé sur l'alliance du commerce urbain des petits et des grands producteurs de café et l'action régulatrice au plan social de l'Etat considéré lors de l'indépendance comme l'Etat le

37. Suivant le terme utilisé par Fernandez Guardia (1967, p. 117).

plus pauvre et le plus isolé de l'isthme. Costa Rica devint en Amérique centrale le pays le plus avancé avec entre autres des transports et un système d'éducation modèles (Soley-Guell, 1975, p. 60). Ennio Rodriguez a souligné que le schéma costaricain n'obéit en rien à la loi de l'accumulation capitaliste périphérique fondée sur la surexploitation du travail, pire, la rareté de main-d'œuvre fut une contrainte majeure à l'expansion du café (Rodriguez, 1982, p. 225 et 226). Ainsi les salaires augmentèrent-ils fortement entre 1840 et 1880; ainsi le journalier américain recevait-il, à la fin des années 50, la moitié de ce que recevait pour le même travail le Costaricain (Churnside-Harrisson, 1979, p. 600). Cette tendance devait s'inverser après 1890 avec les fluctuations internationales. La crise de 1930 affecta sévèrement un pays où l'industrialisation de substitution d'importation ne pouvait constituer une voie alternative compte tenu de l'inexistence de capacités oisives. La taille du marché était en effet limitée et l'industrie quasi inexistante. Cette situation devait conduire à l'abandon du profil libéral de l'Etat et à l'abandon d'une stratégie axée sur l'exportation des produits de base<sup>38</sup>. En un peu moins d'un siècle, le Costa Rica fut ainsi en mesure de créer une société où le niveau de bien-être (éducation, assurance, santé, etc.) était parmi le plus élevé du monde sur la base des revenus d'exportation. Mais ce développement eut lieu en l'absence de capacités locales de production autres que celles qui étaient liées au secteur d'exportation.

*d / Les limites d'un modèle exportateur agro-minier : le cas chilien*

Le développement économique chilien jusqu'en 1880 reposa largement sur l'activité agricole et principalement la culture du blé. Un certain nombre de programmes visant à développer les infrastructures nécessaires à l'expansion du secteur agricole furent mis en œuvre tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle : routes, voies ferrées, ports, lignes maritimes reliant le Chili aux marchés européens. Les exportations provenaient de grandes exploitations agricoles possédées par des Chiliens, le capital étranger se limitait à la partie commerciale et financière<sup>39</sup>. Deux événements avaient donné une impulsion cruciale à l'agriculture d'exportation chilienne : la découverte des mines d'or de Californie en 1848 qui fit du Chili un centre d'approvisionnement pour les navires passant le cap et la nécessité d'approvisionner le marché australien (Daniel Martner, 1923). Parallèlement, la production minière se développa avec la découverte des importantes mines d'argent de Chanarcillo et de leur entrée en service

38. Pour plus de détails sur l'expérience, voir E. Rodriguez, 1982.

39. Pour plus de détails sur cette période, voir Leiva, 1970 et Amunategui, 1932.

en 1832 et l'expansion de la production aurifère dans les années 30 et 40 (D. Vergara, 1970). Enfin en 1812 démarrait l'exploitation des premiers dépôts de nitrates qui devait s'accélérer fortement dans la seconde moitié du siècle avec la guerre du Pacifique dont le résultat fut de transférer au Chili les gisements de nitrate boliviens et péruviens (R. Fernandez, 1930). Si, comme l'a souligné Leiva, les nitrates étaient appropriés par les Chiliens-Péruviens (à hauteur de 67 % en 1876), en 1901, ces derniers avaient totalement disparu et l'industrie du nitrate était devenue étrangère à 100 %<sup>40</sup> (Leiva, 1970, p. 22), gonflant ainsi les transferts à l'étranger des profits : on estime alors à 60 % environ les recettes du nitrate pour la Grande-Bretagne (Cavarozzi et Petras, 1974, p. 503). Parallèlement, les exportations minières supplantèrent les exportations agricoles : dès 1881 les exportations minières représentaient 67 % de la valeur des exportations totales et les exportations de produits agricoles 15 %. Cette tendance devait s'accuser encore par la suite (Vergara, 1970, p. 21). Une enclave tout à la fois isolée géographiquement de la majorité de la population et appropriée par l'étranger remplaça au Chili l'agriculture, secteur économique alors le plus dynamique. Ce phénomène devait ultérieurement comporter des conséquences majeures. D'un côté naquit une classe ouvrière « trempée » dans les nitrates et qui devint l'avant-garde du prolétariat, de l'autre, l'appropriation par l'extérieur des ressources majeures du pays conféra un relatif degré d'autonomie à l'Etat vis-à-vis de l'oligarchie domestique. A partir de 1882, et jusqu'en 1930, l'essentiel des rapports entre le Chili et le système capitaliste mondial allait s'établir par le biais de l'industrie des nitrates contrôlée de l'extérieur<sup>41</sup>. Un système fondé sur la *mesa de tres patas*<sup>42</sup> vit alors le jour avec les grands propriétaires du Sud, les firmes d'importation et les producteurs de nitrate (C. Véliz, 1963). Ceci souligne le rôle marginal joué par les autres secteurs de l'économie chilienne et le faible impact exercé sur elle tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle par le secteur exportateur, ce qui ne signifie pas que l'industrie était inexistante : en fait, dès la fin de la guerre du Pacifique, se développèrent des industries alimentaires, de boissons ainsi que des ateliers de construction mécanique. Munoz parle même de construction

40. Si la dévolution d'une partie des nitrates aux intérêts étrangers et notamment britanniques est indiscutable, les opinions divergent sur la proportion exacte des titres cédés. Ainsi Jobet évoque une participation chilienne de 16 % et Jorge Gonzalez von Mares de la moitié du capital (Glade, 1969, p. 329 et 622).

41. Avec la demande de cuivre américaine, les investissements américains au Chili passèrent dans l'industrie du cuivre de 15 millions de dollars à 451 millions de dollars entre 1912 et 1928, marquant ainsi l'emprise étrangère sur le second volet minier du pays (Jobel, 1955, p. 209).

42. La Table à trois pieds.

de wagons et de locomotives (Munoz, 1968). Mais cette expansion industrielle eut peu d'impact car les produits fabriqués restèrent complémentaires des produits importés, comme l'illustre la création en 1883 de l'association chilienne des industriels (Sociedad de Fomento Fabril) par le groupement des exploitants agricoles. Cette création n'empêcha pas les « trois pieds » de continuer à importer leur habillement et leurs produits de luxe de Paris (C. Veliz, 1963, p. 238). Il semble cependant que ces industries furent en mesure de satisfaire les besoins de base des travailleurs urbains et du secteur des nitrates (Cavarozzi et Petras, 1974, p. 508). La caractéristique essentielle du secteur industriel fut alors sa très forte vulnérabilité aux fluctuations du marché international en l'absence d'une stratégie d'industrialisation véritable. Un certain nombre d'éléments spécifiques au Chili expliquent historiquement cette situation. Un de ceux-ci fut l'épisode de la Banque centrale. Soucieux de créer une banque centrale gouvernementale sur la base des revenus du nitrate, le gouvernement Balmaceda entra en conflit avec les intérêts oligarchiques associés aux banques privées. Le laxisme en matière d'émission de billets de ces banques favorisait les propriétaires terriens lourdement endettés (hypothèques) ainsi que les intérêts des exportateurs dont le revenu était libellé en monnaie étrangère et dont les coûts connaissaient un décalage par rapport aux augmentations de prix. L'octroi du monopole de l'émission à une banque centrale menaçait ces intérêts et permettait à l'Etat, grâce à l'épargne forcée résultant de l'expansion de l'offre de monnaie de la banque, de financer un grand programme de travaux publics et de stimuler le développement grâce à des prêts bon marché. Le conflit devint encore plus aigu lorsqu'il apparut que la mise en œuvre du programme — construction de routes, de chemins de fer, expansion de l'éducation — diminuait l'offre de main-d'œuvre agricole et poussait à la hausse des salaires, menaçant fortement les intérêts des propriétaires fonciers. Enfin l'idée du gouvernement que le Programme de travaux publics pouvait servir de levier à l'industrialisation du pays grâce aux commandes de l'Etat aux grandes unités de travail des métaux (ponts par exemple) était insupportable à ce que Glade a appelé la « haute bourgeoisie hybride chilienne ». L'inimitié définitive des intérêts étrangers envers le gouvernement et Balmaceda<sup>43</sup> (1886-1891) fut provoqué par la volonté de ce dernier de réguler la production et la vente des nitrates largement dominées par les intérêts étrangers. Le gouvernement Balmaceda fut déposé et avec lui sombra la première tentative nationaliste

43. Pour plus de détails sur cette grande figure historique controversée et sur sa politique, voir entre autres les ouvrages de H. Ramirez Necochera (1958) et celui de J. Miguel Yarrazovalterrain (1940).

d'industrialisation (W. P. Glade, 1969, p. 328, 329 et 330). Glade a fortement incriminé la responsabilité de la bourgeoisie chilienne d'alors dans l'échec du développement. Née au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, la bourgeoisie chilienne était avant tout une aristocratie de la richesse fondée sur le commerce, le secteur minier et la banque, qui partageait avec la vieille élite terrienne les positions sociales et politiques clés et dont les intérêts étaient par ailleurs étroitement mêlés. D'où le concept de haute bourgeoisie hybride regroupant les capitalistes urbains riches et les vieilles classes rurales supérieures dans une union familiale et économique qui dominait alors l'appareil financier et la machine d'Etat. Si cette bourgeoisie chilienne apparaissait plus moderne que ses correspondantes dans le reste de l'Amérique latine, la « ploutocratie » chilienne avait en matière de changements structurels sociaux une marge de manœuvre plus réduite. Son origine duale et les intérêts enchevêtrés qui en résultaient la rendirent à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle peu réceptive aux réformes. De ce point de vue le type de « stabilisation historique prématurée » de la structure sociale auquel cette fusion de classe donna naissance devint un carcan qui réduisit grandement la gamme des politiques offertes à l'Etat pour diversifier la production locale et moderniser en particulier le système agricole. Il faudra attendre 1924 pour que soit créé un ministère de l'Agriculture (W. P. Glade, 1969, p. 327).

*F. Conséquences pour la théorie traditionnelle de la croissance à partir des exportations de produits primaires*

Après quasiment un siècle de croissance extensive fondée sur l'exportation, la physionomie économique des trois pays étudiés avait à la veille de 1914 profondément changé; le secteur exportateur généra un certain nombre de faits positifs : accroissement de l'offre de capital et de qualifications, amélioration de l'organisation économique, création d'économies externes en faveur de certaines firmes locales. L'élargissement du marché local créa de nouvelles opportunités d'investissement et stimula la spécialisation et la division du travail. Les taxes à l'exportation permirent le financement des infrastructures collectives et d'un certain bien-être, du moins dans les centres urbains. Les réponses nationales à ces stimulants extérieurs furent dans les pays analysés limitées; en aucun cas l'expansion initiale du secteur exportateur fut suffisante pour induire un complexe de relations économiques qui aurait sous-tendu un développement national soutenu indépendamment de la dynamique de la croissance externe. Dans les trois cas le secteur externe est apparu plus comme le seul reflet



du progrès économique que comme le catalyseur de l'expansion généralisée. Partout les marchés locaux furent occultés par les marchés extérieurs qui s'ouvraient au coton, au café ou aux nitrates, bref, ce fut la demande externe qui modela et rythma le développement intérieur et non la demande interne. De ce point de vue, le développement déséquilibré *lopsided* qui caractérisa ces pays n'a rien de commun avec un modèle de développement où les ressources sont allouées de façon optimale dans le cadre d'un système de marché intégré sur la base avant tout d'une demande interne. Au contraire, la croissance — induite de façon exogène — par le secteur externe fut un phénomène *discontinû* imparfaitement intégré à la « totalité de l'existence économique nationale » (Glade, 1964, p. 249). Il n'y eut pas comme pour les succès analysés plus haut de systèmes économiques nationaux où les impulsions de croissance du secteur externe pouvaient être intégrées et promouvoir la diversification de l'appareil productif notamment *via* les innovations organisationnelles et l'amélioration des techniques de production. Quelles circonstances incriminer dans le confinement des forces d'expansion au secteur moderne? La réponse est fournie par l'analyse même de la nature d'enclave des secteurs d'exportation. Trois points peuvent être passés en revue : les caractéristiques technologiques et organisationnelles du secteur d'exportation lui-même, les structures de marché de l'économie-hôte de l'investissement étranger, les politiques gouvernementales de croissance sur la base des exportations.

a / *Les caractéristiques technologiques et organisationnelles de l'industrie d'exportation*

Si la petite industrie minière remonte à l'époque coloniale au Chili, l'évolution technologique rapide à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle favorisa l'adoption dans la branche de procédés technologiques complexes et hautement capitalistiques. Cette évolution se traduit par la substitution des intérêts étrangers aux intérêts nationaux dans l'industrie du cuivre. Ces intérêts étaient de loin les mieux placés pour l'obtention de capitaux bon marché, des techniques de pointe, des qualifications, et pour arracher les conditions les meilleures aux compagnies maritimes et aux utilisateurs des produits, les inputs de base pouvant alors être obtenus à meilleur marché à l'étranger; l'impact développemental du secteur d'exportation sur l'économie nationale devint des plus réduits (effets de liaison amont). De même, les effets de liaison aval restèrent limités en raison de la nature brute ou quasi brute des produits exportés. Nous avons vu que cela était manifeste en Egypte, au Costa Rica et au Chili. Le fait par ailleurs que les firmes étrangères (Chili) ou les exploitants agricoles (Costa Rica, Egypte) mobilisaient leurs financements à l'étranger ou auprès d'intermédiaires étrangers locaux eux-

mêmes liés aux institutions financières étrangères fit obstacle au développement des marchés monétaires et financiers locaux.

Dans le cas des activités minières d'exportation, la fonction de production de ces industries impliquait que la majeure partie du revenu aille aux facteurs étrangers : investisseurs, personnel hautement qualifié, compagnies maritimes et institutions financières, chemins de fer souvent contrôlés par l'extérieur, la règle étant par ailleurs le réinvestissement des profits locaux dans la même activité sur place ou dans le monde et rarement dans d'autres secteurs de l'économie.

Pour ce qui concerne les industries d'exportation de produits agricoles — à l'exception de l'élevage — le multiplicateur d'emploi fut supérieur à celui qui caractérisait les industries minières, mais la nature de l'emploi offert était telle qu'il contribua peu à l'amélioration des qualifications locales, condition nécessaire du développement. Le caractère rudimentaire du capital agricole dans des produits comme le café par exemple, rendit plus facile l'accès au secteur d'exportation d'entrepreneurs et d'investisseurs locaux. L'économie locale bénéficia alors d'une proportion plus grande des recettes d'exportation (Costa Rica par exemple), tandis que la fonction de production agricole stimula l'expansion des industries d'accessoires agricoles ou liées à la maintenance des équipements importés. Mais les effets de liaison amont restèrent limités et les effets de liaison aval des industries agricoles se limitèrent aux conserves de viande, à la fabrication des cigares et de rhum. Le caractère technologique et organisationnel des activités agricoles d'exportation différa suivant ces activités. L'échelle de production minimum pour le café était plus faible par exemple que pour le sucre. Ainsi la participation des facteurs locaux y était-elle plus forte par unité de produit. Les facteurs étrangers prévalurent dans les grandes plantations sucrières à forte intensité capitaliste de Cuba ou des Caraïbes. Dans les bananeraies, où prédominèrent les économies externes de production, les risques importants et la complexité des réseaux de commercialisation favorisèrent également la croissance des firmes étrangères et confèrent à ces firmes (Jonas, 1974, p. 89 et s.) les caractéristiques mêmes des firmes minières spécialisées.

#### *b / Les structures de marché dans les pays hôtes*

Dans les pays analysés, la situation au départ limitait la capacité d'absorption des inductions externes à la croissance par l'économie locale. Le manque ou l'inexistence, selon les cas, de marchés financiers ou de capitaux locaux, la rigidité dans d'autres cas des systèmes fonciers ou les carences en matière d'infrastructure constituèrent autant d'obstacles faisant échec au jeu des divers effets de liaison. On a vu dans le cas égyptien combien la bourgeoisie nationaliste naissante avait ressenti

l'absence d'institutions financières nationales et combien elle déplorait le fourvoiement de l'épargne locale dans les institutions étrangères. Cette carence de structures financières appropriées combinée à la forte préférence locale pour la liquidité et l'accès discriminatoire des entreprises locales aux fonds prêtables rendaient illusoire la participation des facteurs locaux à l'approvisionnement du secteur exportateur (effets de liaison amont) ou à la transformation de ses produits (effets de liaison aval). Cette participation s'avérait encore plus difficile dans le cas des industries minières compte tenu de l'importance des capitaux en jeu et pour ces mêmes raisons ci-dessus. Enfin la nature même du profil de demande interne — grandes disparités de revenu et faible pouvoir d'achat — empêchait que ne fut appropriée une part plus importante de la production agricole accrue.

Dans le cas de l'Égypte, la petite paysannerie<sup>44</sup> et les travailleurs agricoles restaient empêtrés dans les modes de vie traditionnels et les formes archaïques d'organisation sociale et donc isolés des forces poussant au changement culturel. Comme le note Glade à propos de la majeure partie de l'Amérique latine, l'isolement géographique, les barrières linguistiques et la pauvreté économique ne facilitèrent pas l'incorporation des secteurs non monétaires dans le système de commercialisation (W. P. Glade, 1969, p. 257).

Dans les pays à offre abondante de main-d'œuvre au salaire de subsistance — Costa Rica donc — le salaire dans le secteur d'exportation tendit à refléter les coûts d'opportunité de la main-d'œuvre employée. Aussi l'accroissement de l'emploi dans ce secteur ne contribua guère à élargir le marché interne. Dans le cas de la Bolivie par exemple, le revenu des mineurs restait extrêmement faible après des décennies d'exploitation des mines et l'impact de ce revenu sur l'économie, des plus faibles, les compagnies approvisionnant elles-mêmes les mineurs dans les « pulperias » en produits importés (C. Goodrich, 1955, p. 8). Dans beaucoup de cas, les régimes fonciers de type rentier (complexe latifundia-minifundia par exemple) restèrent de bons substituts à des politiques actives et innovatrices de gestion des terres<sup>45</sup>. Une bonne partie de l'accroissement du revenu domestique fut donc appropriée par un nombre relativement faible de personnes dont les propensions à la consommation et à l'épargne se traduisaient par l'importation de produits de luxe ou l'ouverture de comptes à l'étranger. La concentration de l'épargne domestique fit en outre obstacle au déve-

44. Pourtant intégrée dans un système d'agriculture commerciale.

45. En effet, le développement de la grande propriété (latifundisme) en Égypte par exemple à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle fit de la propriété la source croissante du revenu agricole, tandis que l'accroissement démographique face à une offre limitée de terres déprimait le salaire rural au bénéfice des employeurs et des rentes foncières.

loppement de marchés de titres actifs, tandis que l'absentéisme des propriétaires concentra l'épargne non transférée dans un petit nombre de noyaux urbains. Ainsi, tant le profil de demande que l'accès restreint aux ressources et au capital inhibèrent le développement local de la différenciation structurelle complexe qui résulte de la genèse d'unités stucturelles autonomes au sein de l'économie locale.

*c / Les politiques gouvernementales*

Devant les carences du marché, on aurait pu s'attendre à ce que l'Etat prenne la relève et capitalise les inductions externes de croissance. Si cela fut le cas dans l'Egypte de Mohamed Ali et de façon réduite sous le khédivé Ismail, cela était impensable à l'époque postérieure à 1882 sous l'occupation britannique. Au Chili, on vit ce qu'il en fut de l'expérience Balmaceda, au Costa Rica son rôle était limité à la création des économies externes essentielles (éducation, transports, ports, etc.). La controverse suscitée par la proposition du gouvernement Balmaceda d'affecter une partie des revenus des nitrates aux projets de développement — ce que fit le Koweït un siècle environ après — témoigne du peu de préparation des esprits à ce type de démarche, à cette époque. La médiocrité par ailleurs du personnel politique, à quelques exceptions près, l'immaturité de l'électorat, les déficiences des systèmes d'information, les privilèges bureaucratiques érigés en système ne facilitaient pas une meilleure prise de conscience. Les ressources pourtant existaient sous forme de taxes sur le secteur externe, de ventes de terres du domaine public, d'emprunts étrangers, de la dette flottante interne, etc. Mais ces « rentes » alimentèrent un cadre institutionnel où le concept de « gouvernement et de loi » n'était pas séparable des personnalités mêmes en charge des emplois publics (W. P. Glade, 1963, p. 260). De fait, la relative aisance d'accès aux fonds contribua grandement à la préservation, sinon à la consolidation de régimes autoritaires inspirés par des groupes minoritaires. L'accès aux marchés internationaux de capitaux — grâce souvent à des intermédiaires véreux, comme aujourd'hui l'accès à la rente pétrolière, permettait le maintien en place d'oligarchies musclées, voire des dictateurs. Très rarement, sinon jamais<sup>46</sup>, les revenus du secteur externe furent considérés comme une source de financement du développement : ils étaient considérés comme un élément routinier des recettes ordinaires de l'Etat. Dans ces conditions, des fonds considérables furent engloutis dans l'érection de bâtiments publics prétentieux, dans l'embellissement de capitales où résidaient les élites dirigeantes

46. A l'exception de l'épisode Balmaceda.

ou dans les armées<sup>47</sup>. L'« empléomanie », suivant le concept développé par Francisco Garcia Calderon, ne fut que le reflet de cette abondance de « rentes » et du jeu de la loi de Parkinson dont le résultat fut l'inflation bureaucratique (F. G. Calderon, 1918, p. 381). Jorge Bassadre attira l'attention par exemple sur la prolifération des emplois publics durant le boom du guano (J. Bassadre, 1931, p. 117).

Fait important, et qui rejoint les observations faites sur les économies pétrolières notamment par nous<sup>48</sup>, tout montre que dans l'opinion, au XIX<sup>e</sup> siècle, l'Etat avait d'abord pour rôle de créer les emplois nouveaux pour satisfaire l'appétit national de sinécures. Ainsi F. C. Calderon écrit-il à propos de l'Amérique latine : « Dans la vie économique des pays latino-américains, l'Etat est une sorte de providence bienfaisante qui crée et préserve la fortune des individus, augmente la pauvreté collective par l'impôt, encourage les entreprises inutiles, entretient les employés civils et militaires et gaspille les fonds empruntés à l'étranger (...). Le gouvernement est le trésor public, il fait vivre tous les citoyens directement ou indirectement, est à l'origine des profits étrangers *via* l'exploitation des richesses nationales » (F. C. Calderon, 1918, p. 382, cité par W. P. Glade, 1969, p. 261 et 262). On a vu que ce gaspillage des fonds publics était également une des grandes critiques adressées à l'Etat égyptien par Talaat Harb et ses amis ; si l'on ajoute à cela le fait que le produit des emprunts extérieurs alla le plus souvent au refinancement des emprunts antérieurs<sup>49</sup>, au financement des dépenses budgétaires courantes, ou encore au paiement d'importantes commissions levées par les institutions financières et bancaires européennes, on comprend que l'impact de l'action de l'Etat sur le développement ait été si limité.

Enfin le peu d'attention accordé à la valorisation des ressources humaines fit que les pays ignorèrent leur potentiel de ressources internes, sauf lorsque les sociétés étrangères les révélèrent. Dans les pays où la population autochtone était importante, peu d'efforts furent déployés pour résoudre les multiples problèmes posés par le dualisme culturel ou pour diffuser plus largement les valeurs d'une culture économiquement progressiste ou en intégrant ces groupes culturels dans la vie économique, sociale et politique du secteur moderne<sup>50</sup>.

47. Les fastes qui marquèrent l'inauguration du canal de Suez sont présents dans tous les esprits.

48. A. Sid Ahmed (1983).

49. La moitié des emprunts publics latino-américains levés de 1869 à 1873 était en défaut en 1876. L'Égypte était en banqueroute en 1878.

50. L'appropriation du pouvoir par les groupes créoles au Guatemala, dans les pays andins ou par la caste turco-albanaise en Égypte eut pour résultat la mise à l'écart des populations indiennes dans le premier cas et des populations arabes dans le second.

La création d'écoles d'ingénieurs, de centres de recherche ne concerna réellement que le Brésil et l'Equateur en 1867, qui n'avait que 285 étudiants à l'Université de Quito et la bibliothèque 11 000 volumes anciens en tout et pour tout (J. Orton, 1870, p. 68 et s.).

### *Conclusion de la première partie*

En résumé, les difficultés de transport, la rareté des routes<sup>51</sup>, les données linguistiques, le caractère rudimentaire du service postal, l'analphabétisme, l'absence d'informations statistiques, la faiblesse des médias, l'isolement culturel et le caractère prébendier de l'Etat se conjuguèrent pour limiter l'impact du commerce extérieur sur le développement.

En regroupant maintenant les enseignements tant positifs que négatifs des expériences analysées, il est possible de compléter ou d'amender selon le cas le modèle théorique de la croissance à partir des exportations de produits de base. Les analyses concrètes présentées à partir des expériences historiques de pays industrialisés (France, Grande-Bretagne pour l'analyse de C. Kindleberger) ou des Etats-Unis (analyse de North notamment) ou des anciens Dominions et enfin d'un échantillon du reste des pays en développement, ont permis de mieux appréhender le fonctionnement des modèles de croissance à partir de l'exportation au cours des diverses étapes de leur développement. Elles soulignent l'étendue et la complexité des enjeux impliqués dans la relation commerce-développement. L'appropriation du secteur d'exportation (domestique ou étranger), les dotations en ressources naturelles, les avantages localisationnels, les conditions du marché mondial, l'offre de capitaux et d'entreprises, la nature de la fonction de production du secteur exportateur, le type d'industrialisation mis en œuvre, le profil de la demande globale, le type de classes sociales existant, l'existence ou non de formes précapitalistes de production, l'hétérogénéité culturelle, etc., tous ces facteurs conditionnent à divers titres le fonctionnement de ce type de modèles de croissance.

L'analyse des succès comme des échecs souligne le rôle décisif de certaines combinaisons de facteurs dans divers pays ou dans le même pays en différentes périodes. Au Canada ou en Australie la combinaison de certains facteurs économiques, historiques, sociaux et politiques déjà analysés provoqua des changements structurels profonds dans l'économie locale en réponse à l'expansion du secteur d'exportation. A l'inverse, l'expansion du secteur d'exportation dans un échantillon d'économies à produits exportés différents, n'exerça pas d'impact décisif sur les économies considérées.

51. Sauf dans le cas de l'Egypte.

Même en Argentine, dont les similitudes furent grandes jusqu'en 1929 avec les Dominions, l'industrialisation resta en panne en raison de l'existence d'un certain nombre d'éléments négatifs. Si, comme le souligne Diaz Carlos Alejandro (1970, p. 30 et s.), les effets de liaison aval jouèrent pleinement (conserves de viande, minoteries, traitement de la laine), les effets amont manifestés en Australie ne furent pas au rendez-vous. On peut incriminer pour cela formidable concentration foncière qui affecta les Pampas à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, donnant naissance aux gigantesques *estancias*. La forte propension à l'importation de produits manufacturés de la part des *estancieros* limita les possibilités d'expansion des industries métallurgiques et du machinisme. Ainsi, alors qu'en Australie une nouvelle classe de petits producteurs ruraux (blé, produits laitiers, arboriculteurs) encourageait ce type d'industrie, la structure sociale argentine y faisait échec. Si l'on excepte quelques colonies du Nord et quelques exploitations laitières de la Pampa, l'Argentine échoua à promouvoir un stratum de producteurs familiaux ruraux moyens. Pris en tenaille entre les marchands et les transformateurs de Buenos Aires, d'une part, et les propriétaires fonciers, les fermiers<sup>52</sup>, par ailleurs les grands producteurs de blé du pays, ne constituèrent pas un groupe solide et viable dans un contexte de concentration foncière et de hausse des cours des terres, et après 1912 le *clash* se fit avec les propriétaires fonciers (Corradi, 1974, p. 333). Le monopole économique, social et politique exercé par l'oligarchie agro-pastorale traditionnelle argentine n'eut pas son parallèle en Australie (J. R. Scobie, 1971, p. 30). Quant aux effets de liaison au niveau de la demande du consommateur, l'association historique, à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, de la petite et moyenne industrie urbaine avec les migrants, tant propriétaires que travailleurs, sonna le glas de ces industries. En effet, les immigrants restaient un élément allogène dans la société argentine. Aussi la réticence de ces petits capitalistes, combinée au peu d'intérêt marqué par les propriétaires fonciers et les industriels pour autre chose que la transformation des produits primaires, eut-elle raison de la diversification industrielle (W. Armstrong, 1983, p. 65).

On voit donc que l'exportation de produits primaires ou légèrement transformés ne suffit pas à assurer *per se* la transformation de l'économie domestique. Des économies peuvent rester retardées et dépendantes de l'exportation d'un produit, tandis que d'autres parviennent à promouvoir une économie industrialisée et à assurer une expansion soutenue. La possibilité existe également qu'une spécialisation donnée affecte négativement

52. La forte demande mondiale des terres et l'afflux d'immigrants donnèrent naissance au système de métayage auparavant inconnu en Argentine. Les immigrants devinrent le noyau de ces fermiers (Jefferson, 1926).

les termes de l'échange et qu'une « croissance appauvrissante »<sup>53</sup> puisse avoir lieu. Si cependant ceci est évité par un glissement opportun vers d'autres produits et une pleine exploitation des effets de liaison, l'économie se diversifie au point où le concept de *staple society* devient sans fondement (Watkins, 1963, p. 153).

Une des grandes faiblesses de la *staple theory* initiale est son faible pouvoir explicatif de la transformation éventuelle de la *staple economy* en société industrielle pleinement diversifiée ou si l'on préfère sa faible conceptualisation de la transition de la *staple growth* au développement industriel diversifié. Le cas des Etats-Unis et à l'autre extrême du gros des pays en développement suggère que l'analyse dans les seuls termes des « effets de liaison » est insuffisante à rendre compte tant de l'industrialisation que de son échec. On ne peut en effet se contenter d'affirmer que si les conditions initiales sont satisfaites, une croissance soutenue peut intervenir en raison de l'expansion du secteur d'exportation et de la dynamisation conséquente de l'économie dans son ensemble.

Faut-il incriminer dans les nombreux cas d'échec un système mondial capitaliste dont la caractéristique essentielle serait de drainer le surplus de la périphérie vers le centre? Pour Marini par exemple, la dépendance est la relation de subordination entre Etats-Nations formellement indépendants. Cette relation reproduit ou stimule les changements dans les rapports de production dans les sociétés dominées afin d'assurer la continuation de la dépendance (Marini, 1977, p. 183). Les pays d'Amérique latine ont été intégrés dans le marché mondial comme producteurs de produits primaires et contribuent donc à la production bon marché des produits manufacturés au centre. Le centre industriel peut résister à une baisse des prix des produits industriels exportés relativement aux prix des produits primaires (Marini, 1977, p. 34-38). Un transfert de surplus résulte ainsi pour Marini de cet échange inégal. La réponse du capital périphérique à ce drainage du centre n'est pas d'accroître la productivité, mais d'accroître le surplus prélevé sur le travail (surexploitation). Avec l'expansion des exportations se produit une séparation des sphères de consommation et de production. La circulation des produits primaires intervient au centre et n'est en rien liée aux possibilités de consommation de la classe ouvrière. Le processus d'industrialisation ne devient significatif en tant que lieu d'accumulation que durant la crise et les deux conflits mondiaux, mais même à cette époque les conditions de la surexploitation régnaient. L'expansion continue à travers l'accroissement de la consommation des couches moyennes et de la productivité du travail afin de

53. *Immiserizing growth* (Bhagwati, 1958).



réduire le coût des produits industriels, cet accroissement du revenu des classes moyennes se fait aux dépens des travailleurs et renforce donc la séparation des deux segments de demande (Marini, 1977, p. 56-101). Les économies dépendantes les plus avancées tentèrent d'éviter le conflit entre surexploitation et demande solvable en s'appropriant les hautes sphères des marchés des autres économies dépendantes (Marini, 1972). Pour Marini, seul le désengagement par rapport à l'économie capitaliste et aux rapports de production qu'il implique, peut mettre fin à l'échange inégal et permettre le plein emploi et la promotion du travail. On voit donc que si pour la *staple theory* la capacité d'entreprise et les effets de répartition du revenu sont largement déterminés par les caractéristiques sociales et techniques de la fonction de production, pour Marini la détermination est plus complexe (E. Rodriguez, 1982, p. 221). En effet, les rapports de production définissent la nature de l'extraction du surplus et dans une certaine mesure les conditions de reproduction des mécanismes par lesquels le surplus est extrait. Mais ce processus de reproduction situe l'analyse au niveau de la totalité ; les structures politiques résultant des changements de la composition de classes de la société deviennent indispensables à sa survie et le processus de formation de classe est centralement lié aux développements matériels.

On a vu que, dans le cas au moins du Costa Rica, la loi de la surexploitation n'avait pu jouer notamment en raison de l'offre limitée de main-d'œuvre. Difficile de parler de dichotomie de la demande globale également, les travailleurs ayant joué un grand rôle dans l'élargissement du marché de produits manufacturés local (E. Rodriguez, 1982, p. 233). On ne peut affirmer avec Marini que l'expansion du marché interne ne peut s'effectuer qu'aux dépens des travailleurs *via* la concentration du revenu au profit des couches moyennes.

Les approches dépendantistes ne peuvent donc constituer une alternative viable à la théorie de la croissance à partir de l'exportation des produits primaires. Au-delà des spécificités de fonctions de production, il y a lieu d'intégrer tous les complexes de facteurs liés aux structures de marché et aux politiques gouvernementales. La seule prise en considération des phénomènes techniques d'effets de liaison ne peut à elle seule rendre compte des résultats des phénomènes de croissance induits. Si les « impulsions » des noyaux industrialisés ont joué un rôle important dans le modelage des structures du sous-développement *via* l'intégration des pays en développement dans le marché mondial, on ne peut nier qu'il fut possible à un certain nombre d'entre eux de mettre en œuvre des stratégies d'industrialisation autonomes (l'Égypte avec la banque Misr ou l'Inde du début du siècle). La grande controverse sur les origines du développement éco-

nomique au XIX<sup>e</sup> siècle en Amérique latine entre D. C. M. Platt d'une part, et Stanley et Barbara H. Stern (1980) d'autre part a eu au moins pour mérite de mettre en évidence le rôle crucial que les facteurs institutionnels et les barrières jouent dans la détermination du changement économique et social (Stern, 1970, p. 136). Street a dans le cas de l'Argentine mis en lumière le rôle négatif joué par l'*estanciero* argentin, produit de la culture créole, dans la mise en œuvre d'un développement dépendant, et Street de conclure que ce n'est pas faute de ressources financières que les investissements industriels restèrent le fait des étrangers (J. H. Street, 1982, p. 551).

Avec les réajustements des prix du pétrole en 1973-1974 et 1979-1980, les pays producteurs de pétrole ont engrangé en un peu plus d'une décennie plusieurs milliards de milliards de dollars, somme tellement fantastique qu'elle relaie le Plan Marshall au musée de l'histoire. Pour l'essentiel, ces sommes sont réputées avoir été investies dans la préparation de l'après-pétrole. L'analyse des effets des politiques de développement menées dans les économies pétrolières permet d'éclairer d'un jour nouveau la relation entre croissance des exportations et développement et de façon générale l'économie politique de la valorisation des ressources naturelles. Cet exemple est d'autant plus remarquable — faut-il le souligner — que cette appropriation massive de la rente pétrolière a résulté d'une modification majeure de rapports de force dans l'économie mondiale et que l'on ne peut donc dans le cas présent incriminer la dépendance ou le système capitaliste mondial dans d'éventuels échecs. On ne répétera jamais assez que les réajustements des prix pétroliers ont été l'occasion d'un transfert massif à nul autre pareil<sup>54</sup>, de revenus du centre vers la périphérie et qu'en outre ce transfert eut lieu en raison d'un monopole érigé sur un stock de ressources naturelles, don gratuit de la nature. Si exploitation il y eut, ce fut celle des travailleurs du centre par la périphérie pétrolière qui connut une expansion de bien-être prodigieuse en quelques années. L'échange inégal bénéficiant aux pauvres d'hier, c'est à un développement rapide que devait donc être vouée la périphérie pétrolière, d'autant qu'aucun service de dette n'était censé mettre à genoux un pays quelconque comme cela fut le cas pour l'Égypte, l'Empire ottoman ou l'Argentine du XIX<sup>e</sup> siècle. C'est à ce bilan des économies pétrolières au-delà des expériences historiques du XIX<sup>e</sup> siècle que nous allons maintenant nous livrer.

54. Ceci est tellement vrai que la théorie économique courante ne trouva pour analyser sur ce phénomène comme référence que la vieille controverse Keynes-Ohlin sur les réparations allemandes, et de l'article de 1942 de Lyod Metzler.

## II. — RENTE PÉTROLIÈRE ET CROISSANCE

L'analyse d'un certain nombre d'expériences historiques d'économies pétrolières révèle que le secteur pétrolier joua à l'instar des cas étudiés plus haut le rôle d'économies d'enclave. Ce fut le cas en Iran, au Venezuela, en Irak ou dans certains pays du Golfe. Les caractéristiques particulières de l'industrie pétrolière — hauts risques d'exploration, nature complexe et hautement capitalistique de la branche d'où le rôle crucial des économies d'échelle et diversité des produits et des services — excluaient dès le départ une quelconque participation à quelque niveau que ce fût avec les partenaires de l'économie hôte. Dès lors ces derniers furent totalement exclus, comme en témoigne le système particulier des concessions (B. Shawadran, 1985, p. 13 et s.). Les conséquences au plan de l'économie nationale furent du même type que celles qui avaient été enregistrées dans les économies minières (Pérou, Chili) ou dans les économies de plantation (Cuba, Guatemala, etc.)<sup>55</sup>.

A. *Le concept de rente pétrolière*

Tant que dura le régime traditionnel des concessions, essentiellement avant 1950, il fut difficile de qualifier d'économie rentière les économies pétrolières. Avec la nationalisation des pétroles iraniens et du canal de Suez, la révision du système de concession eut pour résultat d'augmenter la part de la rente pétrolière allant aux Etats hôtes. D'où un dilemme de plus en plus sérieux posé à ces derniers à partir de 1950 : que faire des recettes pétrolières ? les investir ou les épargner ? Les investir : il apparut rapidement que cela créait un certain nombre de problèmes d'ordre *structurel* au sein des économies considérées. Les importations sont « bon marché » et donc favorisées et, puisque les biens physiques constituent le gros de ces dernières, les services — publics ou privés — doivent être localement fournis, d'où l'expansion obligatoire du secteur des services. Le risque est alors grand que, avec l'épuisement des réserves, les pays pétroliers se retrouvent avec une économie réduite au seul secteur des services sans permettre la formation technologique et les changements organisationnels nécessaires à une croissance autosoutenue. La courbe de transformation entre le secteur pétrolier et les secteurs non pétroliers étant

55. Une idée de l'ampleur de cette rente est fournie par les exemples de coûts suivants en prix 1983 : Moyen-Orient 2 \$ environ, golfe du Mexique 4 \$, mer du Nord de 8 à 15 \$, Arctique et Alaska de 15 à 25 \$, mer de Beaufort et Navarin de 50 à 60 \$ et enfin zone de la mer de Chuckchi 100 \$ (Sadare, 1986, p. 13).

presque angulaire, l'accroissement de la production pétrolière n'augmente le bien-être général que si le pétrole est échangé contre les biens non pétroliers. L'expansion du secteur pétrolier n'étant pas infinie, tôt ou tard l'expansion du secteur non pétrolier devient cruciale. Pour concrétiser les économies externes liées à l'industrialisation, des subventions directes aux industries génératrices d'emploi s'avèrent nécessaires. C'est à M. Mahdavy que l'on doit le concept d'Etat rentier. Ce dernier est défini comme le pays recevant sur une base régulière des montants substantiels de rente externe. Les rentes externes sont les redevances payées par des étrangers, des entreprises ou des gouvernements à des individus, entreprises ou gouvernements d'un pays donné (H. Mahdavy, 1970, p. 428). Ainsi les droits de passage du canal de Suez ou de transit des pipe-lines sont à cet égard des rentes. Les recettes pétrolières des Etats peuvent ainsi être assimilées à des rentes externes. Pour certains, cependant, ces redevances sont la compensation pure et simple de l'épuisement de certaines ressources épuisables. Certains pays exportateurs du Moyen-Orient bénéficient de rentes monopolistiques et différentielles résultant de la productivité plus élevée de leurs gisements. Bref, quelle que soit l'optique choisie, les recettes pétrolières sont pour le moins étrangères à la production locale. Pendant longtemps, le faible apport de l'économie locale au secteur pétrolier faisait des revenus pétroliers un don gratuit de la nature ou un don étranger. La valeur cumulée des exportations pétrolières entre 1965 et 1985 donne une idée de l'ampleur de la rente : entre 1965 et 1973, la valeur cumulée de ces exportations fut de 131,1 milliards de dollars, entre 1974 et 1985, de 2 019,5 milliards de dollars. Pour l'ensemble de la période 1965-1985, la valeur cumulée des exportations pétrolières des pays membres de l'OPEP fut de 2 150,64 milliards de dollars<sup>56</sup>. En pratique la rente réelle fut plus faible pour diverses raisons et notamment l'impossibilité où l'on se trouvait de comparer des valeurs à l'exportation des périodes antérieures et postérieures à 1973, le régime de participation des compagnies à l'exportation locale ayant radicalement changé après 1973. Mais, même entaché de vices méthodologiques, le chiffre global est impressionnant d'autant qu'il est pour l'essentiel exact. Un autre chiffre permettant d'apprécier le rôle crucial de la rente dans ces économies est le pourcentage des exportations pétrolières dans les exportations totales : 77,3 % en 1965, 88 % en 1973, 93,2 % en 1981 et 85,5 % en 1985<sup>57</sup>.

56. OPEC, 1985, tableau 5.

57. Id., 1985, tableau 7.

### B. *Les caractéristiques de l'économie rentière pétrolière*

Il est possible, à partir de là, d'esquisser le profil macroéconomique d'une économie rentière pétrolière :

#### a / *L'étatisme fortuit*

Par ces apports, le secteur pétrolier permit aux gouvernements des pays concernés de lancer de gigantesques programmes de dépenses publiques sans recourir à l'impôt et sans déséquilibres de paiements ou inflation. La progression des recettes pétrolières étant plus rapide que celle du PIB des économies locales, le secteur public connut un développement rapide. L'Etat devint ainsi un facteur majeur sinon dominant de l'économie, mettant ainsi en pratique la prescription qui veut qu'un apport massif de capitaux soit la condition suffisante du développement (S. Schatz, 1968, p. 39). Ce faisant, était posé un problème souvent ignoré, celui<sup>58</sup> de la capacité d'absorption locale. Le fait que la propriété et le droit d'exploitation des gisements reviennent à l'Etat est déterminant, en outre, tant pour le type que pour l'étendue même d'intervention de l'Etat dans l'économie et la réponse de celle-ci aux initiatives gouvernementales. Lorsque la propriété et la gestion des ressources pétrolières sont aux mains du privé, les décisions — choix technologiques, niveau de production, ventes, objectifs de profit, distribution de dividendes, réinvestissements, etc. — sont le fait de ce dernier en fonction des préférences des consommateurs (ou des producteurs). Ces décisions diffusées et décentralisées exercent un impact « impersonnel » sur une multitude de fournisseurs, de travailleurs, d'usagers et normalement induisent toute une série d'effets de liaison amont et aval dans l'économie. Lorsque, à l'inverse, l'Etat est le seul propriétaire-producteur, le processus de décision est centralisé au niveau de la bureaucratie et les préférences des planificateurs se substituent à celles des consommateurs indépendants (ou producteurs privés). Cette substitution de la rationalité macro-économique de l'Etat à celle micro du secteur privé conduit à d'importants changements, tant dans le caractère que dans la composition du PIB ainsi que dans le tempo et les orientations du développement économique (J. Amuzegar, 1983, p. 11).

Les changements sont aussi importants au plan sociopolitique : un gouvernement qui renforce ses services sans aggraver la fiscalité acquiert une indépendance à l'égard de la population jamais égalée ailleurs. Mais l'inexistence d'une administration fiscale dans le cas où l'Etat est né avec

58. Voir Adler, 1965.

la rente, ou son atrophie<sup>59</sup> avec l'irruption de la manne pétrolière, peut considérablement limiter son efficacité dans tout domaine où les facteurs organisationnels sont déterminants. En termes politiques, la capacité du pouvoir à neutraliser les oppositions, à susciter des groupes de pression qui leur sont favorables, est à la mesure de la rente. Rien d'étonnant dans ces conditions si Arthur K. Smith a classé l'Arabie saoudite au dernier rang des 110 nations qu'il a analysées en ce qui concerne des variables politiques comme la liberté de presse, le statut constitutionnel, les régimes d'opposition, la vie associative, etc. En conclusion d'une étude sur l'Arabie saoudite, J.-P. Entélis écrit par exemple : « Ni les valeurs sociales, ni les structures économiques n'ont été créées en Arabie saoudite pour favoriser le développement d'un esprit de compétition ou d'éthos démocratique, qui auraient pu l'un ou l'autre rendre possible une société ouverte. En réalité, malgré les gains matériels et la croissance économique rapide, un développement intégré au plan social, économique et politique n'est pas en vue et est loin de l'être devant le traditionalisme endurci et le fondamentalisme qui rencontrent un soutien apparent dans le progrès matériel continu » (J.-P. Entélis, 1967, p. 107). Si cependant la marge de manœuvre des Etats rentiers est importante, comparée à celle des autres pays en développement, leur pouvoir est, par la même occasion, hautement vulnérable puisque la réduction — sans parler de l'arrêt — des rentes affecte fondamentalement les finances publiques. Il apparaît donc que l'Etat rentier peut constituer un obstacle majeur au développement dans la mesure où il peut faire obstacle à l'émergence des couches sociales favorables et à une intégration sociétale moderne. Akhavi<sup>60</sup>, pour l'Egypte, et Ashraf<sup>61</sup>, pour l'Iran, ont montré combien la modernisation dans ce contexte a perpétué le sous-développement à travers le maintien du « patrimonialisme » et la subordination de toutes les classes sociales au pouvoir absolu de l'Etat. Cet autoritarisme a fait notamment échec, note Akhavi, au développement d'une administration moderne et rationnelle, à l'émergence d'institutions politiques responsables et stables et à de nouveaux rapports sociaux nécessaires à une meilleure intégration sociale. Dans le cas de l'Arabie saoudite, J.-P. Entélis note qu'en tant que décideur absolu et manager du complexe « militaro-industriel » toujours en expansion, le souverain patrimonialiste empêche les forces sociales de se cristalliser en institutions indépendantes suffisamment fortes pour contrebalancer et contrôler le patrimonialisme centralisé. Bref, le gouvernement patrimonial bloque le développement de forces sociales

59. Ce problème de l'« atrophie » du système fiscal et ses conséquences a été souligné par Firouz Vakil dans le cas de l'Iran (1977).

60. Shahrrough Akhavi (1975).

61. Ahmad Ashraf (1971).

indépendantes et inhibe la volonté d'action politique indépendante (...) Les afflux massifs et continus de capitaux en provenance de l'industrie pétrolière accroissent les pouvoirs coercitifs qualitatifs et quantitatifs du régime patrimonialiste à un point au-delà duquel les forces contestatrices ne possèdent plus aucun pouvoir militaire ou paramilitaire minimum (J.-P. Entélis, 1976, p. 105). On voit donc que la rente peut, dans certaines circonstances, se révéler un facteur décisif d'immobilisme politique et de réduction à la manière d'une peau de chagrin de l'espace de la société civile (A. Sid Ahmed, 1984, p. 24).

*b / La capacité d'absorption*

Pour répondre à la question centrale que constitue le sort immédiat de capitaux considérables et leur rôle possible dans le développement, il convient tout d'abord de préciser le sens de ce dernier concept. Alors que la croissance résulte de l'augmentation réelle du produit brut, le développement est de nature structurelle et revêt divers aspects intangibles, c'est la combinaison d'une industrialisation socialement souhaitable, d'un degré satisfaisant d'efficacité dans la gestion de schémas de distribution équitables des revenus et d'une industrialisation sectorielle équilibrée (T. el Jehaimi, 1981, p. 11)<sup>62</sup>.

Or, dans les économies pétrolières, le développement bute « structurellement » sur les difficultés suivantes :

La première difficulté tient au facteur temps : concevoir, programmer, réaliser et conduire à maturité des projets exigent du temps. Aucune masse monétaire — si importante soit-elle — ne peut transformer le développement en un processus intemporel. D'où l'inanité des formules du genre : « Il faut court-circuiter le temps » (A. Sid Ahmed, 1983), l'élément temps peut être, certes, réduit mais jamais éliminé. Or, lors des premières étapes du développement, la maturation des projets industriels et infrastructurels nécessite des temps de maturation de cinq à dix ans : ceci en raison de l'absence de traditions industrielles et d'industries et d'infrastructures minimales. L'analyse structurelle des économies arabes pétrolières révèle qu'en 1973, l'industrie était quasi inexistante. Nulle part la valeur ajoutée du secteur manufacturier dans le PIB ne dépassait les 10 % et la main-d'œuvre employée dans ce secteur ne représentait que 5 % environ de l'emploi total. Quant aux exportations de produits manufacturés, elles ne dépassaient pas un pour cent des exportations totales (A. Sid Ahmed, 1975, p. 301 et s.).

62. Etant bien entendu que le développement implique également des indicateurs non économiques tels que l'enseignement, la conscience politique, la démocratie et autres éléments non quantifiables.

Quant au marché local formé par la région arabe, c'est à peine si dans sa totalité il avoisinait celui du petit Portugal<sup>63</sup>. Si les projets physiques exigent pour leur maturation une période relativement longue, que dire de l'investissement humain? Là le facteur temps est de quinze à vingt ans, on voit là que la dimension temps est primordiale dans les économies pétrolières<sup>64</sup>, tributaires de ressources qui, étant épuisables, ne peuvent indéfiniment garantir le financement du développement. Si, comme le souligne à juste titre Taher el Jehaimi, tout développement réel est au départ financé de l'extérieur, ce qui est ici en question, c'est le rapport existant entre la période de temps nécessaire pour mettre en œuvre une série de projets viables et la longévité de la ressource naturelle censée financer pratiquement tous les projets au cours de l'étape initiale (T. el Jehaimi, 1981, p. 12). En effet dès que le capital s'accumule plus rapidement, que l'économie domestique peut efficacement l'absorber, la croissance économique en vient à buter sur la contrainte capacité d'absorption, définie en termes de besoins qualitatifs et quantitatifs en main-d'œuvre locale et en facilités infrastructurales notamment.

Une autre caractéristique spécifique des économies pétrolières est leur grande dépendance par rapport à un seul produit : les hydrocarbures et surtout la nature épuisable du produit. Un baril de pétrole exporté ne fera l'objet que d'une seule transaction, tandis que la vente d'une balle de coton ou d'un sac d'arachide constitue une opération annuelle et régulière. La nature épuisable des ressources pétrolières affecte tant le choix de la stratégie de développement retenu que le mode de participation dans le processus international d'ajustement. Au plan local, toute réduction permanente du stock de capital (désinvestissement national *via* la vente d'un baril de pétrole) doit être ainsi compensée par une forme autre d'utilité sociale.

Enfin, le rôle crucial joué dans l'économie mondiale par les hydrocarbures et la concentration des réserves aux mains d'une poignée de pays *inter-alia*<sup>65</sup> permet aux Etats pétroliers, à la différence de la situation des autres pays en développement d'obtenir des consommateurs une part importante de la rente.

Comment transformer ensuite la ressource naturelle majeure en base productive et en force de travail qualifiée permettant la genèse d'une économie viable et diversifiée? La réponse implique une première décision quant à la consommation et à l'épargne. Une fois déterminée, par ailleurs le

63. La situation n'était guère différente pour la majeure partie des économies non arabes de l'OPEP en général.

64. Le même raisonnement peut être fait pour les économies minières.

65. Pour une discussion détaillée de ce point, voir Z. Mikdashy (1986, p. 69 et 70).



volume de pétrole qui sera échangé en contrepartie des biens de consommation courants et des services, trois alternatives quant à l'investissement se présentent : le pétrole peut être conservé sous terre, c'est là une forme d'auto-investissement, les recettes pétrolières peuvent être affectées à la formation domestique de capital dans l'attente de flux de biens et de services plus importants dans le futur, les recettes pétrolières non affectées à la consommation courante ou localement investies peuvent être placées en actifs extérieurs.

Les niveaux de consommation publique et privée, celui de l'investissement et les priorités sectorielles appropriées différeront selon les pays en raison des différences de ressources et la capacité d'absorption (J. Amuzegar, 1983, p. 12). Les stratégies de développement arrêtées dans les économies pétrolières répondent aux caractéristiques spécifiques des pays concernés, politiques, socio-économiques et institutionnelles. Sur un plan plus restreint, une économie exportatrice de pétrole maximise le bien-être national lorsque les taux de profit dans chacun des usages de ses réserves pétrolières s'égalisent. Ainsi, selon le principe fondamental de l'économie des ressources épuisables, la valeur d'un baril de pétrole (c'est-à-dire la valeur escomptée présente moins les coûts d'extraction) doit croître à un taux égal au taux d'intérêt des actifs concurrents (H. Hotelling, 1931). De l'observation de ce principe découle un certain nombre de conséquences pratiques. Ainsi dans la mesure où les pays exportateurs anticipent un accroissement futur du prix mondial net de brut (prix nominal moins coût d'extraction) supérieur ou inférieur au taux d'intérêt, ils conserveront ou non le pétrole sous terre. Peut-on alors définir un taux optimal d'extraction du brut?

### *c / Taux optimal d'extraction du brut et conservation*

Deux options stratégiques de base peuvent être repérées dans la littérature traitant de l'économie des ressources épuisables dans le domaine de la production. La première a pour point de départ le principe fondamental d'Hotelling déjà évoqué plus haut et qui répond à une des spécificités majeures de ce type d'économie et des économies minières en général, celui de la conservation des ressources. L'application du principe conduit à une réduction régulière de la production<sup>66</sup> totale dans le temps. Cette option, appliquée en 1981, ainsi que le note Amir Sepahban, aurait conduit à un relèvement important du niveau des prix du brut et à une réduction non moins massive de la production des pays de l'OPEP<sup>67</sup>. La

66. En postulant bien sûr une courbe de demande avec pente descendante.

67. L'hypothèse est faite par l'auteur que l'OPEP peut jouer le rôle de monopole et maximiser non plus le prix mais sa recette marginale (A. Sepahban, 1982, p. 106).

seconde option a pour base le *General Equilibrium trade model* de l'UNITAR et répond particulièrement aux autres objectifs spécifiques des pays de l'OPEP au-delà de celui de la conservation, la formation rapide et diversifiée du capital domestique, la création de nouvelles sources de revenus substituables à terme à celle des hydrocarbures, l'amélioration des termes de l'échange avec les pays du Nord tout en maintenant un taux de croissance économique raisonnable dans les pays consommateurs (A. Sepahban, 1982, p. 101). Ceci conduit à la maximisation des revenus requis pour l'importation de biens capitaux, donc en faveur de la formation de capital en vue de la nécessaire diversification des sources de revenu pour l'après-pétrole. Le modèle UNITAR reprend ainsi le gros de la littérature sur le développement économique des pays en développement en liaison avec le commerce international et les échanges d'hydrocarbures (et autres produits de base) en contrepartie des biens d'investissement fabriqués par les pays industrialisés en vue de déterminer les effets d'un accroissement des prix du pétrole OPEP ou de toute autre matière première, sur les économies des pays industrialisés et leur capacité à répondre aux besoins d'investissements des économies pétrolières<sup>68</sup>. Il apparaît au terme des travaux que des solutions non conflictuelles aux problèmes de la stratégie de fixation des prix et du niveau de la production peuvent être trouvées lorsque le volume maximum d'importations de biens capitaux en provenance du Nord en échange du brut du Sud peut être obtenu au même intervalle de prix maximisant par ailleurs le taux de profit du capital et le produit industriel des pays du Nord (A. Sepahban, 1982, p. 110)<sup>69</sup>.

Le taux optimal d'extraction et le niveau des prix pétroliers sont en dernier ressort mesurés par le degré de développement économique réalisé à travers la transformation des revenus pétroliers investis en richesse productive (formation de capital et développement social). On ne peut donc séparer le problème des niveaux de production et des prix de celui du développement : l'épuisement<sup>70</sup> ne peut commencer avant que l'économie ait atteint le stade de croissance autosoutenue (Al Chalabi et Al Janabi, 1979, p. 245). L'interaction entre les prix, le développement et la production (épuisement) constitue dans ce contexte le point même des politiques de

68. Ce travail a été réalisé en liaison avec les économistes de la Compagnie nationale des Pétroles iraniens, sur la base des travaux de G. Chichilnisky et Cole (1978 et 1981), et de Dasgupta, East et Heal (1978).

69. Le modèle permet en outre de déterminer le prix optimal du brut en termes de concept structurel de base et donc le niveau de production, et de là d'évaluer la part optimale de brut (énergie) dans le prix total final des biens de consommation ou des biens capitaux produits par le Nord (A. Sepahban, 1982, p. 122).

70. Celui-ci débute lorsque les réserves mises à jour ne compensent plus le rythme de la production.

développement dans les économies pétrolières en particulier et minières en général. On notera cependant la difficulté qu'il y a à appliquer le théorème d'Hotelling à tous les pays producteurs combinés en raison des découvertes pétrolières régulières. Dans le domaine des politiques de production, les intérêts de certains pays peuvent entrer en conflit avec ceux d'autres pays. Ainsi les producteurs établis peuvent vouloir la stabilisation des taux de production et les nouveaux producteurs vouloir l'accélérer<sup>71</sup> sans parler des différences de réserves et de population (capacité d'absorption) qui dictent des politiques de production fort différentes suivant les pays<sup>72</sup>.

Ces grandes caractéristiques des économies pétrolières précisées, il est possible dans ses grandes lignes de démontrer quel est le mécanisme de fonctionnement de l'économie pétrolière.

### *C. Macroéconomie de l'Etat pétrolier : conséquences pour la croissance*

Soit une économie sectorielle, un secteur d'enclave et l'économie locale, les entrées de capitaux extérieurs augmentent, le taux de croissance du pays s'en trouve renforcé. En effet, en l'absence d'apports de capitaux le taux de croissance du secteur de l'économie domestique (R) est déterminé par la proportion du revenu épargnée (S) et du coefficient marginal de capital (c) soit  $R = Sc$ . Les apports de capitaux en provenance du secteur d'enclave (F) ont pour résultat d'accroître le taux de croissance du secteur domestique à hauteur de Fc de sorte que  $R = Sc + Fc$ . La nature exacte de la relation entre F, S et c est complexe, l'afflux de capitaux dans le secteur domestique peut, en premier lieu, modifier le rapport capital/travail dans ce secteur et favoriser les projets hautement capitalistiques à longues périodes de gestation. Le coefficient de capital tend alors à croître et le taux de croissance à baisser. Pour ce qui concerne l'effet sur S des accroissements de F, on peut supposer qu'une partie du surcroît de capitaux allant à l'économie locale sera ou partiellement consommée ou partiellement épargnée : S sera donc plus faible notamment si la consommation ostentatoire est encouragée. Le propre de la rente c'est de permettre tout à la fois les augmentations parallèles de la consommation et de l'investissement. Les revenus pétroliers se substituant partiellement à l'épargne locale, on peut postuler l'existence d'une relation inverse entre F

71. Ce qui s'est passé avec les nouveaux producteurs comme le Mexique, l'Égypte ou la Malaisie.

72. Ainsi les pays du Golfe fort peu peuplés et les pays de forte population comme le Nigeria.

et  $S$ . Ceci est crucial car, sauf si le taux d'épargne marginal excède le taux d'épargne moyen, un pays donné ne pourra jamais devenir indépendant à l'égard des flux de capitaux du secteur d'enclave sans réduction substantielle de ses objectifs de croissance (Ali Fekrat, 1979, p. 81). Une condition nécessaire mais non suffisante de la réduction de cette dépendance envers les apports de capitaux est  $S' > q'/e > S'l$ , où  $q'$  est l'objectif du taux de croissance. Bref une économie pétrolière dépendante des apports de capitaux du secteur d'enclave pour sa croissance peut ne jamais parvenir à une croissance autosoutenue (A. Fekrat, 1979, p. 81).

L'apport de capitaux dans le secteur domestique suppose, comme on l'a vu, que ce dernier dispose d'une capacité d'absorption suffisante pour utiliser de façon efficace ces capitaux. Au plan opérationnel, cette capacité d'absorption est déterminée par l'offre du facteur coopérant le plus rare, ce qui, dans les économies pétrolières, est l'offre de qualifications. En effet, les revenus pétroliers ont provisoirement transformé un certain nombre d'économies pétrolières en économies à surplus de capital et offre insuffisante de main-d'œuvre qualifiée ou en économie à offre abondante de capitaux et de main-d'œuvre non qualifiée. L'importation massive de main-d'œuvre qualifiée, et qui débouche sur une participation à grande échelle des étrangers à l'économie, fait obstacle à l'émergence d'une classe locale d'entrepreneurs, rompt la cohésion nationale et retarde l'avènement d'une idéologie du développement<sup>73</sup>.

L'abondance transitoire de capitaux et d'énergie ne doit pas faire illusion car, dans les deux cas, ce sont là des ressources épuisables et donc temporaires. Ainsi l'économie pétrolière ne peut-elle choisir une stratégie fondée sur les prémisses que l'offre de capital et l'offre d'énergie sont abondantes, ce qui débouche sur le choix de techniques capitalistiques et des choix de production privilégiant tant le facteur énergie que la matière première énergie. Il est donc essentiel d'économiser le capital et l'énergie<sup>74</sup> et de maximiser le rendement à long terme des ressources les plus rares.

Il est alors possible d'affiner avec Ali Fekrat le modèle de croissance initial du secteur domestique. Le coefficient de capital ( $c$ ) peut être défini comme le produit de la productivité du travail ( $p$ ) et le coefficient travail/capital ( $i$ ) qui prévalent à la lumière des raretés de long terme. On a donc  $c = pi$  et  $R = S \cdot p/i$ . Si  $l$  est le taux d'accroissement de la force de travail, les conditions d'une croissance stable du secteur

73. Ce point a été notamment mis en évidence par Keith Griffin (1969, p. 132).

74. Ceci est particulièrement vrai dans les économies du Golfe où l'absence d'hydrographie rend aléatoire l'offre d'énergie de demain une fois les hydrocarbures épuisés.

domestique peuvent être ainsi définies. Ces conditions stipulent que la croissance équilibrée de long terme exige que :

- les accroissements de la force de travail s'accompagnent du capital nécessaire en rapport avec le coefficient capital/travail approprié aux techniques de production en vigueur dictées par le savoir-faire technologique par exemple et les raretés relatives de capital et de travail à long terme ;
- l'investissement net, donc requis, doit être égal à l'épargne nette en plein emploi, ce qui revient à dire que le surcroît de capital à court terme ne doit pas être injecté dans le secteur domestique<sup>75</sup>.

Dans le domaine de la balance des paiements, les conditions d'équilibre à long terme impliquent l'équilibre des paiements soit  $(S + F) - I = X - M$ . Mais, puisque  $X$  inclut aussi  $F$ , cette condition paraît se ramener à celle qui caractérise les autres économies en développement pour ce qui est de l'équilibre externe. Cependant cet équilibre se réalise à un niveau de revenu (et d'investissement) bien supérieur et ne peut donc être maintenu que si l'épargne domestique et les exportations augmentent suffisamment pour compenser progressivement les recettes pétrolières en déclin. Sinon le revenu baisse et l'équilibre se réalise à un taux de change supérieur (A. Fekrat, 1979, p. 83).

Un autre aspect du fonctionnement du modèle vient des *distorsions* provoquées par les recettes pétrolières sur le taux de change, distorsions qui favorisent les importations et découragent les exportations, et donc la croissance. Corden a montré dans sa théorie du *squeeze on tradeables* que, dans le cas de la Grande-Bretagne, la hausse des recettes pétrolières avait induit une « appréciation substantielle » de la livre sterling, appréciation suffisante pour provoquer un déficit du compte courant du secteur non pétrolier égal au surplus net pétrolier. Le produit et l'emploi dans le secteur des biens commercialisés (*tradeables*) baissent. Ainsi l'appréciation du sterling a-t-elle eu, pour la Grande-Bretagne, la conséquence de renforcer les effets de la contraction monétaire induite elle, par le gel des salaires (W. M. Corden, 1981, p. 37). Tout ceci car, lorsque les recettes pétrolières sont dépensées et que le niveau de l'emploi est maintenu, le prix des biens commercialisés baisse (suite à l'appréciation) et celui des biens non commercialisés augmente (en raison des dépenses élevées). C'est là l'origine du *tradeable squeeze* de Corden ou compression des biens commercialisés. Ce phénomène a été explicité pour les pays pétroliers en développement par Shalid Alam qui montre que, si les recettes pétrolières sont affectées

75. Robert Looney (1977, appendice D, p. 171).

aux dépenses publiques, des prédictions d'évolution sont possibles compte tenu des observations suivantes :

- les prix relatifs des biens non commercialisés augmentent — *ceteris paribus* — avec le volume de dépenses publiques affecté aux biens non commercialisés;
- les prix relatifs des biens non commercialisés baisseront — *ceteris paribus* — avec l'importation de travail qualifié;
- le revenu par tête réel tend à croître avec l'accroissement des dépenses publiques financées par les recettes pétrolières. Cet accroissement résulte de l'accroissement des importations de biens commercialisés dans un cas, et de l'importation toujours de ces biens et des qualifications dans l'autre, la hausse du salaire réel financée par l'accroissement de productivité en situation normale est financée dans l'économie pétrolière par les dépenses publiques (Shalid Alam, 1982, p. 205)<sup>76</sup>.

Sur cette base l'évolution de l'économie pétrolière, dans l'hypothèse de la progression des recettes pétrolières, peut être caractérisée comme suit :

- en raison de la faible capacité d'emploi du secteur pétrolier, le revenu se concentre dans le secteur des biens non commercialisés en faveur des titulaires des facteurs. A l'inverse le revenu réel des titulaires de facteurs dans le secteur des biens commercialisés tend, lui, à baisser. En outre, du fait que le secteur non pétrolier est *price taker* pour ses importations, mais aussi en raison de l'amélioration du bien-être et des services sociaux (retraite anticipée avec leur salaire, gratuité de l'enseignement à tous les niveaux), le prix d'offre du travail augmente et l'offre de main-d'œuvre se contracte. La généralisation de l'enseignement et le renforcement de sa durée réduisent l'accroissement de l'offre de main-d'œuvre;
- les ressources tendent à se déplacer du secteur des biens commercialisés au secteur des biens non commercialisés. Il en résulte un déclin des secteurs productifs comme ceux de l'agriculture, de l'élevage, de l'artisanat, de la pêche, etc. Mais, du fait de l'immobilité à court terme des facteurs et aussi de la hausse du prix d'offre du travail, l'expansion du produit des biens non commercialisés sera faible et l'accroissement antérieur des prix relatifs de ces biens maintenu en conséquence, l'importation de main-d'œuvre qualifiée inverse ou ralentit l'accrois-

76. Pour aboutir à ces conclusions Shalid Alam part du modèle de Hagen (1972) mais désagrège le secteur, non pétrolier en deux sous-secteurs : le sous-secteur de production des biens commercialisés et le sous-secteur des biens non commercialisés.

sement des prix relatifs des biens non commercialisés. Les investissements dans le secteur des biens commercialisés — public ou privé — ne sont pas viables car les accroissements de productivité dans ce secteur restent en deçà des coûts salariaux induits par les accroissements de revenu. Shalid Alam note que seuls les investissements dans la pétrochimie constituèrent une exception importante, car la même cause à l'origine de la hausse des salaires augmente également la productivité dans la pétrochimie (Shalid Alam, 1982, p. 210).

On voit donc que l'expansion soutenue des dépenses publiques résultant de l'accroissement des recettes pétrolières tend à créer une économie répondant aux caractéristiques suivantes : 1° Existence d'un secteur de services disproportionnellement important où la main-d'œuvre expatriée tend à jouer un grand rôle; 2° Un secteur étriqué de production dont les industries pétrochimiques et annexes constituent le noyau important; 3° Un faible secteur agricole.

L'agrégat le plus significatif de l'économie pétrolière n'est pas le produit national mais l'*emploi total*, le problème essentiel étant non pas un revenu adéquat, mais le chômage structurel et chronique (D. Seers, 1964, p. 237).

La variable cruciale est donc le niveau de l'emploi et les raisons du paradoxe qui font que le chômage voisine avec les salaires élevés. Les variations de l'emploi dans une économie pétrolière dépendent des exportations mais également des taux de salaire. Il y aurait dans l'économie pétrolière, selon Seers, un « fonds de salaire » sur lequel buterait l'emploi<sup>77</sup>. On comprend que la réduction des dépenses publiques ou la hausse des salaires réels réduisent ce fonds et donc le volume de l'emploi. Trois autres influences s'exercent en outre sur le niveau de l'emploi : les taxes sur les exportations, les profits des industries domestiques et la propension à l'importation. Les réductions fiscales sur les exportations, l'accroissement des profits ou de la propension à l'importation aggraveront le chômage, ces influences sont mineures non pas en valeur, mais en raison de leur relative constance. Avec le boom pétrolier, les résistances à la hausse des salaires faiblissent et, avec « l'effet de démonstration » des salaires du secteur pétrolier, les salaires du reste de l'économie suivent. Donc la hausse des recettes, loin d'accroître le niveau absolu de l'emploi, bénéficie d'abord aux salaires en place. Parallèlement l'exode rural s'amplifiant, le chômage déguisé devient chômage ouvert. Au bout d'un certain temps, le taux de salaire domestique devient élevé par rapport « aux

77. Pour la démonstration, voir l'appendice mathématique en annexe de l'article de Dudley Seers (1964, p. 235 et s.),

normes internationales » et spécialement par rapport à l'efficacité même de la force de travail. Le problème de l'emploi est en outre aggravé par la nature bon marché des importations et l'incapacité à exporter en raison des coûts croissants. La dévaluation est inefficace pour corriger ces coûts, les prix des exportations sont totalement étrangers aux coûts locaux de production et le marché pétrolier imparfait. En outre de puissants intérêts s'opposent à la dévaluation : importateurs, commerçants, et les titulaires d'emplois, les industrialistes qui pourraient peser sont trop faibles en raison notamment du caractère étriqué du secteur manufacturier. Cet équilibre spécifique des forces dans l'économie pétrolière favorisant à l'inverse l'adoption de mesures telles que : le contrôle des changes, le contingentement des exportations et les tarifs. Dans une économie pétrolière les facteurs qui ailleurs débouchent sur la crise de la balance des paiements y provoquent le chômage (accroissement des salaires ou carences de l'industrie). Ainsi, selon Seers, dans une économie pétrolière il y a des tensions « déguisées » de balance des paiements, mais ouvertes (D. Seers, 1964, p. 236).

Que baissent les revenus pétroliers, effondrement de la demande, épuisement des réserves, etc., et toutes ces tensions se liguent : les réserves de change fondent, les capitaux fuient, l'équilibre politique change, le conflit d'intérêt entre les syndicats, les agriculteurs, les industriels, les importateurs et les chômeurs, mis entre parenthèses lors du boom, ressurgissent tandis que s'aggravent les tensions. On peut à cet égard affirmer avec D. Seers que l'économie pétrolière présente « un caractère explosif potentiel » (1964, p. 236).

#### D. De l' « internalisation » du processus de croissance dans une économie rentière

Supposons que l'économie domestique progresse à la suite du transfert de capitaux du secteur externe au départ ou par leur accroissement; si la croissance est due principalement à l'accumulation du capital, la demande du secteur domestique de produits de l'enclave s'accroît<sup>78</sup>. L'ampleur de ce surcroît de demande et son impact sur le secteur externe dépendront de la taille de l'économie domestique, de sa dotation initiale en ressources et autres facteurs de production ainsi que du produit réel et potentiel de l'enclave. Si l'économie locale est relativement importante et le secteur d'enclave relativement faible, l'effet de substitution de demande interne

78. Demande de fuel, d'essence ou de gaz dans le cas des économies pétrolières ou des matières premières hydrocarbures.



à la demande externe stimulera la génération de capital de l'enclave au bénéfice de l'économie locale. Il est possible ici, selon la classification de Johnson<sup>79</sup> reprise par A. Fekrat, de généraliser l'argument en termes formels suivant divers types : pro-intégration, biais anti-revenu, anti-intégration, biais pro-revenu, suivant qu'ils augmentent la demande de produits de l'enclave plus ou moins proportionnellement à l'accroissement du produit.

La croissance de l'économie locale induite par l'accumulation du capital est de type pro-intégration, biais anti-revenu et peut donc comporter un sérieux effet adverse sur le maintien de flux de capitaux substantiels à long terme en provenance du secteur externe. Si la croissance du secteur domestique est internalisée à un taux suffisamment rapide compatible avec la contrainte temps imposée par l'offre de capitaux de l'enclave, il n'y a pas de problème ; si en revanche le processus de croissance n'est pas internalisé ou l'est à un taux en deçà de celui qui est compatible avec la contrainte temps, des changements majeurs dans les priorités et les politiques devront être apportés à supposer que l'environnement sociopolitique soit favorable et que les effets pervers liés aux flux de capitaux soient neutralisés. Plus intéressante est l'hypothèse où la croissance du secteur local résulte du progrès technique. Si en effet le progrès technique altère la fonction de production du secteur domestique de façon à épargner le produit de l'enclave, l'effet croissance sera anti-intégration, pro-revenu biaisé en ce sens qu'une part moindre du produit du secteur d'enclave sera prélevée. Il y aura donc moindre croissance de l'absorption locale des produits exportables et donc renforcement de la capacité d'exportation, c'est là la situation idéale car, lorsque la croissance résulte du progrès technique, les chances de son internalisation sont grandes d'autant que la croissance est alors soutenue par un ensemble de facteurs socio-politico-culturels favorables et notamment une capacité locale en recherche-développement. De plus le maintien du potentiel d'exportables à terme desserre la contrainte temps. Le point essentiel dans tout ceci n'est pas la croissance apparente du secteur domestique durant la phase extensive d'interaction des deux secteurs, mais l'internalisation ou non à un rythme suffisamment rapide pour permettre au dynamisme de croissance de s'autoperpétuer. Un élément essentiel à cette perpétuation de la croissance du secteur domestique est la création ou non de son propre capital et progrès technique. Le danger est que la majeure partie du processus de croissance soit la seule résultante de la conversion d'un « capital financier » en

79. H. G. Johnson, 1961, p. 76. Il s'agit de la classification des effets de croissance sur l'économie locale.

« capital physique » avec une production locale dont la viabilité n'est assurée que par d'importants tarifs douaniers protecteurs, et qu'on découvre parallèlement que la consommation a atteint des sommets tandis que s'accroissent l'exode des cerveaux et les fuites de capitaux. L'incertitude croissante renforce les soucis de gains à très court terme aux dépens de l'investissement productif de long terme. C'est le règne alors des « sponsors », des intermédiaires de tout poil et de l'esprit de combine au détriment de l'effort et de la créativité. La généralisation d'un certain bien-être ne doit pas cependant masquer l'aggravation des disparités de revenus et les tensions sociales qu'avive l'inflation. Cette situation peut alors être assimilée à celle « d'un développement sans croissance » : l'amélioration importante du bien-être économique et social (éducation, santé, habitat, subventions à la consommation, etc.) confère toute l'apparence du développement, mais sans la croissance, c'est-à-dire l'existence d'une réelle base productive (A. Sid Ahmed, 1983). Ainsi Mahdavy notait déjà en 1970 que le danger auquel est confronté l'Etat rentier est que les dépenses publiques gouvernementales créent une impression de prospérité et de croissance, la masse de la population peut rester à l'état retardé et les facteurs les plus importants de la croissance à long terme recevoir peu ou aucune attention. De plus l'écart avec les autres pays en développement peut se creuser dans le temps. Alors que dans la majeure partie des pays en développement, ce type de régression relative conduit normalement à tirer la sonnette d'alarme et à certaines explosions en vue du changement du *statu quo*, le bien-être croissant et la prospérité (d'une partie au moins de la population) acquis à la suite des dépenses publiques et des importations importantes occultent l'urgence du changement et de la croissance ressentis ailleurs. Les inégalités frappantes de revenu et de richesse peuvent créer des frictions, mais pas autant que dans les autres pays en développement, puisque la source de ces inégalités ne réside pas dans l'exploitation directe des gens mais dans celle des ressources naturelles. En conséquence, le retard économique et technologique de l'Etat rentier peut facilement coïncider avec un type plus grave de sous-développement : la stagnation sociopolitique et l'inertie (H. Mahdavy, 1970, p. 437).

Voyons maintenant quel fut le développement concret des économies pétrolières ces dernières décennies.

#### E. *Politiques et expériences individuelles de développement dans les économies pétrolières*

L'accroissement considérable des revenus pétroliers à partir de 1973-1974 affecta le comportement des divers agrégats : épargne, investissement,

dépenses publiques, importations et croissance. L'accroissement de l'épargne conduisit entre autres à l'accroissement des dépenses publiques, de la consommation et de l'investissement, de la relaxation des contraintes externes et les termes de l'échange favorables facilitèrent une forte progression des importations. La valeur des importations passa ainsi de 6,6 milliards de dollars en 1965 à 162,8 milliards de dollars en 1982 et à 110 milliards de dollars en 1985 (OPEP, 1985, p. 9). Pour apprécier ces changements structurels voyons ce que furent les objectifs de départ.

Des pays du Golfe au Mexique, au Nigeria et en Equateur, pour ne citer que ces exemples, ont fleuri les plans visant à « semer » le pétrole<sup>80</sup>, on peut estimer à 1 500 milliards de dollars les sommes investies dans les économies pétrolières du Tiers Monde depuis 1973<sup>81</sup> dans des projets de développement *largo-sensu*. Tous les domaines ont été concernés : éducation, santé, infrastructures, électricité, hydraulique, agriculture, industrie, etc. Ainsi l'Arabie saoudite achève-t-elle l'un des plus importants réseaux autoroutiers du monde et a-t-elle pu payer elle-même la chaussée routière reliant Bahrain à la péninsule Arabique. L'Algérie a quasi entièrement électrifié ses campagnes, et l'Irak construit des milliers de kilomètres de chemin de fer. Des complexes pétrochimiques géants ont été édifiés au Mexique, au Venezuela, en Iran et en Arabie saoudite. Des universités sans égales ailleurs ont vu le jour au Qatar, au Koweït et en Arabie saoudite qui s'enorgueillit même d'avoir à l'hôpital de Riadh un service unique au monde, semble-t-il, de médecine spatiale. Des centaines de milliers de cadres et de techniciens ont été formés à grands frais dans les pays industrialisés ou sur place et des moyens de télécommunications gigantesques mis en place comme le système Arabsat. Partout quasiment l'accent a été notamment mis sur l'industrie de raffinage et sur la pétrochimie, suivant le principe de l'avantage comparatif. Dans un article publié en 1977 le ministre saoudien de l'Industrie et de l'Electricité définissait comme suit les objectifs de la stratégie d'industrialisation du pays : « Je voudrais souligner que notre intention est seulement de développer les industries où nous avons le plus de chances de disposer d'avantages comparatifs à long terme. Plus spécifiquement les efforts de développement dans ce secteur seront axés essentiellement sur : a) Les industries à base d'hydrocarbures pour lesquelles le Royaume dispose d'abondantes matières premières de base, notamment le pétrole et le gaz; et b) La substitution d'importation de quelques biens essentiels pour lesquels le marché domestique est suffisamment large pour justifier le fonctionnement économique

80. Pour les détails de tous ces plans voir notre ouvrage, 1983, p. 290 et s.

81. Nous incluons ici le Mexique, Trinidad et Tobago, Brunel, Oman, l'Egypte et la Tunisie.

des industries concernées (Algasaibi, 1977, p. 28). De fait, plus de 12 milliards de dollars avaient été investis, début 1985, dans la production pétrochimique pour la seule Arabie Saoudite (A. Al Jarbou, 1985, p. 193). Ces options furent également celles de toutes les économies pétrolières du Mexique à la Tunisie en passant par les autres pays du Golfe<sup>82</sup>.

Ainsi l'industrie des hydrocarbures devait, dans l'esprit de ses promoteurs, dans les divers pays constituer le fer de lance de l'industrialisation, la filière privilégiée à partir de laquelle allaient être diffusés d'innombrables effets induits dans le reste de l'industrie et de l'économie. L'exportation des produits transformés à forte valeur ajoutée devrait permettre l'appropriation d'une rente supplémentaire (valeur ajoutée de la transformation), jusqu'ici retenue par l'industrie chimique occidentale. Ainsi serait mis en pratique le droit légitime de chaque peuple de valoriser ses propres produits et par là même — affirmait-on — de compenser la tendance jugée inexorable à la détérioration des termes de l'échange des produits de base.

Ces objectifs affichés, peut-on aujourd'hui affirmer que les économies pétrolières se sont rapprochées de « l'après-pétrole »? Hier enclaves, les économies pétrolières sont-elles sur la voie de la diversification industrielle et de la création d'économies à formation de capital et de technologies endogènes? En un mot, s'est-on rapproché du point d'autoperpétuation de la croissance?

#### F. *Inefficacité, vulnérabilité, distorsions et extraversion du processus de croissance*

##### a | *Inefficacité du processus de croissance*

Le transfert considérable de revenu du centre vers la périphérie pétrolière et son affectation substantielle à l'investissement aurait dû se traduire par des performances inégalées de croissance, même tenant compte des limites évoquées de capacité interne d'absorption. Or l'analyse de ces performances sur la période 1965-1983 montre que le taux de croissance annuel moyen du PNB par tête au cours de cette période des économies pétrolières à « revenu intermédiaire » (le gros de ces dernières) a été de 3,3 % et de 3,8 % pour les exportateurs de pétrole à revenu élevé, contre 3,4 % pour les pays à revenu intermédiaire et 3,2 % pour des pays comme la Chine et l'Inde. Ainsi, avec des moyens bien plus importants, les pays pétroliers<sup>83</sup> ont fait moins bien que la Jordanie (6,9 %), que le Yémen

82. Pour plus de détails voir Z. A. Nafi, 1983, chap. V, E. el Mallakh, 1981, chap. 2.

83. Rappelons que sont considérées la quasi-totalité des économies pétrolières du Tiers Monde et non pas simplement celles de l'OPEP. Les données pour les économies non pétrolières sont extraites du rapport cité 1985 de la Banque mondiale.

**Pays exportateurs de pétrole à revenu intermédiaire<sup>1</sup> et à revenu élevé<sup>2</sup>**

Agrégats Taux de croissance moyens annuels sauf exceptions précisées	Exportateurs de pétrole à revenu intermédiaire		Exportateurs de pétrole à revenu élevé	
	1965-1975	1975-1985	1965-1975	1975-1985
<b>PIB</b>	7,2	4,0	9,0	5,2
Agriculture	3,5	4,8		6,7
<i>Industrie</i>	10,0	5,2		0,8
dont manufacture	9,1	6,4		
Services	7,1	5,9		12,3
Investissement intérieur brut	9,4	6,0	9,4 (*)	27,1 (*)
Consommation du secteur public	8,8	6,4		21 (*)
Consommation du secteur privé	6,3	5,8	8,8 (*)	
Exportations	5,8	— 5,1	11,4	— 5,8
Importations	5,9	7,6	10,1	18,7
<i>Service de la dette</i>				
— En % du PNB	1,8 (1970)	5,4 (1983)		
— En % des exportations de biens et services	10,7 (1970)	21,1 (1983)		
Encours de la dette publique extérieure	13,4 (1970)	34,1 (1983)		
<i>Structure de l'emploi : % de la population travaillant dans :</i>				
— l'Agriculture	61	48 (1981)	58	46 (1981)
— l'Industrie	15	21 (1981)	15	19 (1981)
— Services	25	32 (1981)	27	35 (1981)
Dépenses publiques (en % du PNB)	17,5 (1972)	30,4 (1982)	36,6 (1972)	31,1 (1982)
<i>Population urbaine</i>				
— En % de la population totale	30	41	37	68
— Taux annuel moyen d'accroissement	4,4	4,4	8,9	7,9
<i>Répartition du PIB</i>				
— Agriculture	22	16	5	2
— Industrie	28	39	65	65
dont manufacture	15	16	5	6
— Services	50	45	30	33
Taux annuel moyen d'inflation (%)	4,4	19,6	6,1	13,5
PNB/Tête (croissance annuelle moyenne)		3,3		3,8
Population (en 1983)		542,6		17,9
Importations de céréales (en milliers de tonnes)	18,022 (1974)	43,580	1,379 (1974)	5,220
<i>Structure des échanges (en %)</i>				
A) <i>Exportations</i>				
— Combustibles, minéraux et métaux	60	79 (1982)	98	96 (1982)
— Autres produits primaires	34	12 (1982)	1	(1982)
— Textiles et habillement	2	1		
— Machines et matériel de transport	1	3	1	1
Autres biens manufacturés	3	4		2
B) <i>Importations</i>				
— Produits alimentaires	16	15	24	13
— Combustibles	6	10		10
— Autres produits primaires	6	4		2
Machines et matériel transport	33	39	32	42
Autres biens manufacturés	39	32	40	41
— Epargne intérieure brute	19	22	53	39
— Taxes intérieures sur biens et services (en % des recettes ordinaires totales)	19,8 (1972)	13,1 (1982)	19,7 (*) (1972)	0,6 (1982)

N.B. — (\*) Regroupe les pays pétroliers suivants : Indonésie, Egypte, Nigeria, Cameroun, Congo, Tunisie, Equateur, Angola, Mexique, Algérie, Venezuela, Trinité-et-Tobago, Iran, Irak et la Malaisie.

(\*) Regroupe les pays pétroliers suivants : Oman, Libye, Arabie Saoudite, Koweït et Emirats arabes unis.

(\*) A défaut de chiffres pour l'échantillon (I) chiffre pour le Koweït.

(\*) Chiffres pour la seule Arabie Saoudite.

Source : Banque mondiale, *Rapport sur le développement dans le monde*, 1985, divers tableaux.

(5,7 %), que le Lesotho (6,3 %) ou que la Thaïlande (4,3 %) et ont fait tout juste mieux que le Maroc (2,9 %), que la Turquie (3 %) ou que le Panama (2,9 %). Observe-t-on au moins une tendance ascendante à la hausse des taux de croissance avec l'augmentation des recettes pétrolières ? L'analyse de l'évolution du PIB pour la même période montre une décélération en fin de période pour les pays pétroliers tant à revenu intermédiaire (7,2 % de 1965 à 1973 et de 4,9 % de 1973 à 1983) qu'à revenu élevé (9 % et 5,2 % respectivement). Ceci est d'autant plus paradoxal que le coefficient d'investissement s'est fortement accru à partir de 1973, représentant dans certains cas jusqu'à 50 % (Investissement/PNB). De fait, le taux d'accroissement moyen annuel de l'investissement a été supérieur à celui du PIB, 9,4 % et 6 % respectivement pour les économies pétrolières à revenu moyen (EPRM) contre 7,2 % et 4,9 % et 9,4 % et 27,1 % pour l'Arabie Saoudite représentative des économies pétrolières à revenu élevé (EPRE). La longueur de la période incriminée interdit que ce décalage soit purement et simplement imputé à la longue période de gestation des investissements de base (tableau 1). La baisse de la part de l'épargne brute dans le PIB notamment dans les EPRE est significative même si elle est en partie imputable à la détérioration brutale des termes de l'échange à partir de la fin de l'année 1981. Elle montre en tout cas, et ceci est également vrai pour les EMPRM, qu'au terme des deux décennies examinées l'épargne domestique provenant de l'industrialisation et des efforts en vue de promouvoir la diversification de l'économie locale n'a pu se substituer à l'épargne tirée des hydrocarbures. Ces quelques chiffres grossiers, mais qui reflètent des tendances indiscutables, soulignent à l'évidence la faible efficacité du processus de développement des deux dernières décennies dans les économies pétrolières. Cette tendance globale masque, il est vrai, des situations diverses : médiocres performances du Venezuela, du Koweït et de la Libye, mais bonnes performances de l'Égypte, de la Malaisie et des Emirats arabes unis<sup>84</sup>.

*b / Une vulnérabilité externe croissante et stagnation de l'industrie manufacturée*

L'accélération brutale des importations dans la seconde partie de la période et le décalage croissant avec les exportations (tableau 1) témoignent des difficultés éprouvées par les économies locales à satisfaire les demandes de consommation privée et publique, notamment dans les EPRE. De fait, cette incapacité du système productif local à faire face à la demande *largo sensu* et notamment à la demande de biens intermédiaires

84. Voir chiffres : Banque Mondiale, rapport 1985, p. 192 et 194.

et de biens capitaux se reflète dans la structure des importations (71 % et 83 % respectivement pour les EPRM et les EMRE) et dans la structure des exportations. Au terme des deux décennies observées, le niveau négligeable des exportations de produits manufacturés est patent (tableau 1). Rien d'étonnant dans ces conditions si la part du secteur manufacturier (industrie hors hydrocarbures et autres ressources minières) n'a guère varié en vingt ans : 15 % et 16 % pour les EPRM et 5 % et 6 % respectivement pour les EPRE. Quant à l'agriculture, sa contribution au PIB a été fortement baissée : 22 % à 16 % et 5 % à 2 % pour les deux types d'économies, les services maintiennent leur prépondérance (EPRM) ou la renforcent (EPRE) ainsi que dans le domaine de l'emploi (tableau 1). Les médiocres performances de l'agriculture se traduisent par un quasi-triplement des importations de céréales au terme de la période, faisant des économies pétrolières, avec près de 50 millions de tonnes, le premier marché de la planète (tableau 1). Les progrès rapides de l'urbanisation et la quasi-disparition des populations rurales dans les EPRE (près de 70 % de population urbaine) renforcent également cette tendance, on notera enfin la progression très rapide de l'endettement extérieur des EP (économies pétrolières) quel que soit le type de mesure utilisé : encours, en pourcentage du PNB ou coefficient de service de la dette. Le dernier phénomène observable est la substitution progressive de la fiscalité sur les hydrocarbures à celle ordinaire. Un *proxy* de ce phénomène est fourni par l'évolution des taxes intérieures sur biens et services : les chiffres parlent d'eux-mêmes (tableau 1) et témoignent d'une atrophie de la fiscalité traditionnelle. Les taux d'inflation élevés, notamment dans la seconde période, tout en reflétant le fort accroissement de l'offre de monnaie consécutive à la hausse des recettes pétrolières, témoignent également des limites des capacités d'absorption locale et notamment des fortes tensions exercées par la demande de ressources rares comme les qualifications mais surtout les services. L'inflation prend en compte les réappréciations intervenues dans nombre de devises nationales, à l'exception du Mexique et de l'Indonésie notamment.

*c / L'extraversion et les obstacles externes à la remontée de la filière chimique*

Au plan industriel, quel rôle jouèrent les investissements considérables effectués dans l'industrie des hydrocarbures, notamment depuis 1973 ? De 2,6 millions de barils/jour en 1965 la capacité de raffinage des pays membres de l'OPEP a été portée à 6,6 millions de barils/jour en 1985. La part de l'OPEP dans la capacité mondiale de raffinage est ainsi passée de 8 % à 9 % (OPEC, 1985, p. 19), si l'on ajoute à cette capacité OPEP celle des autres économies pétrolières, on obtient une capacité d'environ 8,7 millions de barils/jour, soit 11,5 % de la capacité mondiale de raffinage

Mais ces chiffres pour être significatifs doivent être replacés dans le contexte de la production et des exportations mondiales. Ainsi, en 1965, la part des pays OPEP dans la production mondiale de brut était de 47,4 %, en 1985 elle était de 29,1 %. Pour ce qui est des exportations, la part des pays de l'OPEP dans les exportations mondiales de brut est passée de 88,6 % en 1965 à 53,1 % en 1985. Cet accroissement de la capacité de raffinage de l'OPEP s'est traduit par une augmentation des quantités de produits raffinés exportés : 1,6 million de barils/jour en 1965, 1,8 en 1974 et 2,5 en 1985. La part de l'OPEP dans le commerce mondial des produits raffinés est ainsi passée de 31,3 % en 1965 à 25,2 % en 1985. Dans le domaine des grandes bases pétrochimiques, par exemple, la production de la région moyen-orientale et de l'Afrique du Nord a fortement progressé alors qu'elle était quasi inexistante début 1970. Ainsi, la production d'éthylène est-elle passée de 30 000 t en 1970 à 2,6 millions de tonnes en 1985 et devrait atteindre 4 millions de tonnes en 1990 pour une production mondiale de 56,4 millions de tonnes, la production de propylène est-elle passée de 20 000 t en 1970 à 660 000 en 1985 et devrait atteindre 1,1 million de tonnes en 1990 pour une production mondiale de 34,4 millions. La production de méthanol est passée d'une production nulle en 1970 à une production de 2 millions de tonnes en 1985 et devrait atteindre 3,1 millions de tonnes en 1990, la production mondiale étant alors de 29,1 millions. Dans le domaine du PVC la production est passée de 30 000 t en 1970 à 340 000 t en 1985 et devrait atteindre 1,12 million en 1990 pour une production mondiale de 19,4 millions de tonnes. Dans le domaine enfin du polyéthylène basse densité, la production est passée de 30 000 t en 1970 à 1 million de tonnes en 1985 et devrait atteindre 1,68 million de tonnes en 1990 pour une production mondiale de 20,5 millions de tonnes (UNIDO (a) 1985).

Pour le Mexique, les productions d'éthylène, de propylène, de méthanol, de PVC et de polyéthylène étaient en 1984 respectivement de 932 000 t (1,8 million en 1990), de 404 000 (908 en 1990), de 171 000 (1,8 million en 1990), de 277 000 t (449 000 en 1990) et de 339 000 t en 1984 (579 000 en 1990) (UNIDO, 1985 (b), p. 37).

Le fait saillant de ces développements est le « cantonnement » systématique des économies pétrolières dans la production des produits de la première génération pétrochimique (produits de base mûrs), produits à forte composante hydrocarbure et énergie. Les projections établies par l'ONUDI montrent que le schéma restera valable à l'horizon 2000 ; en effet l'étude conclut à une faible persistance des économies pétrolières et des pays en développement en général, à l'horizon 2000, dans le domaine des produits finals de la pétrochimie (deuxième et troisième génération), produits où prédominent la recherche développement et l'investissement



technologique (UNIDO, 1983). Les divers réajustements des prix du pétrole et des hydrocarbures en général ont entraîné un retour de l'industrie du raffinage et de la pétrochimie vers les zones de production en raison de l'effet combiné de la hausse des coûts de matière première de base et du déclin des coûts unitaires (A. Sid Ahmed, 1986, p. 690 et s.). Un exemple de ce redéploiement est fourni par la transformation de régions exportatrices en régions importatrices de certaines bases pétrochimiques comme l'éthylène dans le cas du Japon et des Etats-Unis ou encore l'ammoniaque pour l'Allemagne fédérale (M. Fayad et H. Motamem, 1986, chap. IV). Tout se passe comme si les grands mondiaux de la chimie avaient opté pour une stratégie confinant les nouveaux producteurs au seul stade de la première transformation. Le choix est tout à fait net dans le cas du Japon, comme l'ont récemment montré D. W. Butterfield, A. A. Kubursi et D. Welland et qui concluent comme suit : « L'image de long terme qui émerge (des développements précédents) est celle où les producteurs japonais abandonnent tant le marché local que le marché d'exportation pour les produits pétrochimiques mûrs et les moins complexes au plan technologique aux producteurs des pays en développement, et s'orientent vers les nouveaux domaines de la production pétrochimique où le Japon possède un avantage comparatif, à savoir les activités aval dans les produits nécessitant une technologie de production complexe et des compétences commerciales de haute volée que ne possèdent pas pour l'heure les nouveaux producteurs des pays en développement » (1984, p. 309). Les auteurs ajoutent que c'est le « front de la *bioengineering* qui retient l'attention des Japonais, front d'où, avertissent-ils, peut venir le danger mortel pour les productions traditionnelles des économies pétrolières avant que n'aient été amorties les installations réalisées. Pour cette raison on ne peut donc avancer que les transformations structurelles ci-dessus marqueraient l'amorce d'un changement radical de la division internationale du travail dans l'industrie chimique mondiale. La tentation est grande d'affirmer que l'industrie chimique mondiale serait entrée dans une phase de maturité, comme cela a été le cas pour le textile ou la sidérurgie (J. Kurth, 1979). Cette approche trouve son origine dans les théories dites de « modèles de cycles » dont l'objet est d'expliquer le commerce international d'un certain nombre de produits manufacturés. Ainsi les échanges de produits synthétiques seraient déterminés selon H. G. Hufbauer par l'écart technologique existant entre les pays leaders et les autres, avantages appelés ensuite à disparaître (Hufbauer, 1965). Les exportations de l'industrie électronique américaine obéiraient au concept du cycle de produit (S. Hirsch, 1967), tandis que pour R. Vernon, c'est l'ensemble des biens de consommation durables qui obéiraient à cette logique du cycle (R. Vernon, 1974). La décélération

des taux de croissance et l'érosion des profits de la branche chimique depuis le début des années 70, parallèlement à l'accroissement des capacités oisives, témoigneraient de l'entrée de la branche dans la phase de maturité. Or il a été souligné que l'industrie chimique se différencie des autres branches (textiles, sidérurgie, automobiles) sous au moins trois aspects : grande diversité des produits, concentration et concurrence, faible visibilité politique (Th. Llegen, 1983).

Historiquement, la chimie n'a jamais été un secteur moteur comme le textile ou l'acier ; son développement a toujours été le produit de l'innovation mise en œuvre en faveur des autres industries, d'où ce qualificatif donné à l'industrie chimique « d'industrie de l'industrie ». De fait, la chimie a joué un grand rôle dans l'amélioration des produits des autres branches, dans la découverte de substituts supérieurs et dans l'amélioration des techniques de production. L'industrie chimique fournit des entrants essentiels d'industrie comme les textiles (colorants et teintures, fibres synthétiques), la construction (peintures et résines), l'automobile (caoutchouc synthétique et plastiques d'ingénierie) et la pharmacie. Les liaisons étroites de la chimie avec tous les secteurs de l'économie ont été à l'origine de la très grande diversité de produits que compte la branche, diversité qui ne se trouve nulle part ailleurs<sup>85</sup>. Les géants de la branche (Hoechst, Basf, Ici et Rhône-Poulenc commercialisent des milliers de produits. Après guerre, cette diversification s'est accompagnée d'une intégration verticale dans les produits chimiques à base pétrolière. Cette grande diversité des produits confère aux géants plus de flexibilité dans l'adaptation aux conditions du marché que dans le cas des textiles et de l'automobile ou même de l'acier.

L'industrie chimique a été tout au long de son histoire hautement concentrée et concurrentielle. Ces deux aspects — normalement antinomiques — font sa force. La densité capitaliste très élevée de la branche appelle l'oligopole et, au-delà, les accords de prix de marché (A. Kahn, 1956). L'IG Farben ou l'Ici en sont une illustration<sup>86</sup>. Si les pratiques de cartellisation paraissent s'être réduites, la concentration en revanche a continué ces dernières années. Si les prix des pétrochimiques de base ont baissé dans les années 50 et 60 du fait de la concurrence, les pratiques collectives ont de nouveau fait leur apparition dans les années 70-80, avec le ralentissement de la demande, de pair avec l'appel aux pouvoirs publics à la rationalisation de l'industrie.

85. Il existerait plus de deux millions de composés chimiques, on estime à plus d'un millier le nombre de composés nouveaux parus chaque année depuis 1985.

86. Pour plus de détails voir : Haber, 1974.

A. Kahn a montré que la compétition dans l'industrie chimique a été historiquement garantie et qu'elle le reste, non pas par le nombre des firmes présentes sur le marché, mais par le rôle central de l'innovation dans cette branche. L'extrême diversité des produits et le faible investissement de base nécessaire au départ pour la production de certains éléments chimiques expliquent par ailleurs la coexistence sur le marché de groupes géants et d'une multitude de petites entreprises (10 000 aux Etats-Unis et près de 3 000 en France environ).

La recherche de l'innovation est l'essence même de la branche dont la vocation est la synthèse permanente de nombreux produits. Th. Llegen estime à 300 en moyenne le nombre de nouveaux produits chimiques commercialisés chaque année aux Etats-Unis. La recherche est la garantie future de compétitivité. Enfin, la collaboration étroite entre la recherche fondamentale et l'industrie est ici plus qu'ailleurs un élément essentiel du développement de la chimie. Haber a ainsi montré que l'échec de la Grande-Bretagne et de la France au XIX<sup>e</sup> siècle dans ce domaine explique leur retard par rapport à l'Allemagne.

Cette importance de l'innovation et du progrès technique dans la chimie explique le recours aux enseignements du cycle de produit pour expliquer l'évolution des produits. Mais le potentiel d'innovation important dans cette industrie hautement diversifiée réduit paradoxalement le pouvoir explicatif de cette théorie pour ce qui concerne l'évolution propre à cette industrie. L'amélioration des produits existants, le potentiel considérable de développement de produits nouveaux permettent en effet aux firmes chimiques de pallier les effets de maturité d'un secteur donné<sup>87</sup>.

Ces dernières années, le secteur le plus dynamique de la chimie fut la pétrochimie, les produits pétrochimiques constituent l'épine dorsale d'une large gamme de secteurs nouveaux liés à l'innovation, fibres synthétiques, plastiques, produits agro-chimiques et chimie fine à haute valeur ajoutée. Le rôle croissant des matériaux pétrochimiques permet d'envisager de nouveaux développements dans cette industrie.

Le rôle central de l'innovation dans la chimie est donc à l'origine même de l'évolution cyclique de divers secteurs mais aussi de la très grande flexibilité générant les secteurs nouveaux. Les plastiques de pointe utilisés dans l'industrie spatiale n'ont rien de commun avec ceux aujourd'hui

87. Voir historiquement les monopoles de l'Angleterre au XIX<sup>e</sup> siècle dans la chimie non organique liée aux textiles (acide sulfurique, etc.), de l'Allemagne dans la chimie organique (colorants) au début du XX<sup>e</sup> siècle ou des engrais (synthèse de l'ammoniaque avec le procédé Haber-Bosch) et enfin à celui des caoutchoucs synthétiques par les Etats-Unis après 1945. Tous ces monopoles furent progressivement érodés avec la diffusion à l'étranger de ces technologies.

fabriqués dans les économies pétrolières du Sud. Un certain nombre d'éléments se conjuguent ainsi pour faire de l'industrie chimique, et partant de l'industrie pétrochimique, une industrie à part, différente des autres. Ces éléments militent contre l'application de la logique du cycle du produit à l'industrie prise globalement et contre la maturité inévitable et le déclin sectoriel qui en découleraient. Dans ce contexte, la crise des années 70 et du début des années 1980 apparaît plus comme une longue période de réajustement précipité, dans l'industrie pétrochimique, déjà en filigrane avec la fin du premier boom pétrochimique, que comme l'amorce du secteur de la suprématie occidentale dans une branche en pleine mutation.

Dans ce contexte, les sensibles relocalisations des industries du raffinage et de la pétrochimie refléteraient le redéploiement de l'industrie chimique occidentale et japonaise vers les segments de haute technologie du processus de production et l'abandon aux pays en développement du segment à matière première et énergie intensifs et à forte immobilisation en capital. S'il est donc illusoire d'attendre des firmes multinationales chimiques un redéploiement, sauf limité au premier stade de la production, qui déboucherait sur une remontée totale de la filière pétrochimique et la chimie fine ensuite dans les EP, peut-on espérer le même résultat des politiques domestiques de développement ?

#### *G. L'industrie des hydrocarbures et l'économie domestique : effets induits*

##### *a / Limites de l'impact sur l'industrie manufacturière*

Dans leur étude sur l'impact des exportations pétrolières sur les économies arabes en vue de tester la *staple theory* de la croissance, Metwally et Tamaschke confirment que (1980, p. 505 et s.) le seul changement structurel important dans les économies arabes dans le domaine de la structure du PIB fut le déclin du secteur agricole et le renforcement de la part du secteur minier. Bref, les changements enregistrés n'affectèrent que le secteur primaire. Seulement, ce schéma s'oppose à celui qu'ont enregistré les anciens pays industrialisés où l'on observe un glissement du secteur primaire vers le secteur secondaire. Il suggère que les économies pétrolières continuent à dépendre, de façon croissante de leur seul actif, le pétrole, sans indices sérieux de diversification.

Les contributions sectorielles à l'emploi révèlent un changement fondamental : la réduction de la force de travail dans le secteur agricole accompagnée de son accroissement dans les services. Là encore, ceci ne correspond pas à l'expérience passée des pays industrialisés et rien n'indique que cette expansion de la force de travail dans le secteur des services

résulte d'un accroissement de productivité dans le secteur non primaire.

A partir d'un échantillon regroupant les six pays suivants : Algérie, Iran, Irak, Koweït, Libye, Arabie Saoudite, Tamaschke et Metwally montrent que les opportunités d'investissement générées par les exportations pétrolières ne furent pas réellement exploitées. Mieux, au niveau sectoriel, l'observation reste valable, seul l'Iran présente une relation positive entre les variations des exportations et les secteurs de transports et communications. Il apparaît donc que le secteur manufacturier n'a en rien répondu aux variations des exportations pétrolières — la relation serait même inversée. Dans le cas de l'Irak et de l'Iran, une bonne part du produit manufacturier évolue indépendamment de l'expansion des exportations, Ceci indique que ce secteur est avant tout concerné par la production de substituts à l'importation pour lesquels une demande existe. Metwally et Tamaschke estiment en outre que la hausse des recettes pétrolières n'a pas été mise à profit pour stimuler le secteur manufacturier. Bref, selon eux, les pays considérés rencontrent peut-être des problèmes en tentant de maximiser le taux de croissance de ce qui peut être considéré comme la seule alternative à la dépendance à l'égard du pétrole (1980, p. 513).

Cette absence d'effets induits est particulièrement prononcée dans le cas de pays comme le Koweït et la Libye, pays peu peuplés et à marché local réduit. Dans les cas irakien et saoudien, les effets induits se limitent aux « effets multiplicateurs de court terme ». Cette conclusion est confirmée par Maurice Girgis dans son étude récente sur « le modèle de croissance et la structure du secteur manufacturier qui souligne que peu de changement structurel a caractérisé l'économie koweïtienne entre 1967 et 1976 »<sup>88</sup> (1984, p. 55). Les industries liées aux hydrocarbures et à la construction dominant encore toutes les activités industrielles et l'emploi dans le secteur industriel représente 8 % de l'emploi total, dont une majeure partie d'expatriés. Ainsi, selon Erfan Shafey, « en dehors de son effet de liaison fiscal impressionnant et puissant au niveau du budget, le secteur pétrolier a été jusqu'ici dans l'incapacité de générer les effets de diffusion substantiels dans le reste de l'économie. Pour E. Shafey, ceci s'explique : 1 / Par la

88. Cette observation découle des calculs effectués à partir de l'équation suivante :

$$\cos \theta = \frac{x + B_1 + x_2}{\sqrt{x_{2/1} + x_{3/2} \dots + x_{2/n}}} + \frac{x_n B_n}{\sqrt{B_{2/1} + B_{2/2} \dots + B_{2/n}}}$$

où chaque élément du secteur A ( $a_1 \dots, a_n$ ) représente les parts relatives des 7 grands secteurs de l'économie dans le PIB en 1967 et le vecteur B ( $B_1 \dots, B_n$ ) pour 1976. Si les deux vecteurs sont orthogonaux,  $\cos \theta = 0$  ; si identiques  $\cos \theta = 0,99$ . Les résultats indiquent qu'entre 1967 et 1976,  $\cos \theta = 0,90$ , la structure de l'économie en 1976 était presque identique à celle de 1967 (M. Girgis, 1984, p. 55).

nature hautement capitalistique et à qualifications intensives de la technologie qui détermine une combinaison factorielle en partie étrangère à la dotation locale en facteurs; 2 / En second lieu, ceci résulte de la faiblesse de la capacité industrielle installée jusqu'ici et susceptible de valoriser les ressources en hydrocarbures (E. Shafey, 1984, p. 23 et 24).

*b / Limites de la capacité d'absorption*

Dans d'autres cas, les limites de la capacité d'absorption sont incriminées. Ainsi, en Irak, Al Ameen conclut-il à « l'échec partiel » de la stratégie de développement économique sous-jacente aux plans 1970-1974 et 1976-1980 fondée sur la diversification industrielle, l'autosuffisance agricole, le développement infrastructurel, etc. Pour lui cet échec partiel résulte des contraintes imposées au processus de développement par un certain nombre de facteurs, y compris ceux limitant la capacité d'absorption de l'économie irakienne » (Al Ameen, 1981, p. 264), et non pas d'une pénurie de capitaux. Parmi les facteurs évoqués et qui affectent la capacité d'absorption, Al Ameen cite l'organisation de l'agriculture, organisation perverse qui décourage la culture du sol, la faible productivité des entreprises industrielles publiques due entre autres à une politique salariale inappropriée, au faible niveau et à la faible spécialisation des techniciens et des cadres, l'archaïsme de l'administration publique et ses lenteurs. Analysant l'expérience irakienne de développement entre 1950 et 1975, Edith Penrose souligne l'écart permanent entre la capacité à planifier et la capacité de réalisation (E. Penrose, 1978, p. 479). Si la compétence des planificateurs irakiens ne lui paraît pas contestable, bien au contraire, Penrose note que « rien de concret ne fut fait pour traiter les problèmes réellement importants : comment mettre en œuvre un plan donné, compte tenu des pénuries réelles de vrais gestionnaires, de personnel d'encadrement, d'agents de maîtrise et de personnel qualifié, comment surmonter les barrières sociale, organisationnelles et autres barrières institutionnelles faisant obstacle aux accroissements rapides de productivité, et comment mobiliser l'engagement enthousiaste des gens. Ces carences restèrent » (E. Penrose, 1978, p. 475). Les plans eux-mêmes n'eurent jamais d'autres bases que l'offre attendue de devises et nullement le rythme auquel les ressources réelles disponibles peuvent être organisées efficacement dans la production. Nulle part ailleurs : Algérie, Nigeria, Arabie Saoudite, Venezuela, etc., les programmes d'investissement ne reposèrent sur une prévision raisonnable de l'offre à court terme de ressources réelles — y compris celle des ressources disponibles locales complémentaires des importations de biens, etc., en vue de l'implantation et du fonctionnement efficace de la production. L'accent majeur mis en Irak sur « l'achat du

développement » grâce aux revenus pétroliers, donc à l'importation, entraîna le développement d'un secteur quasi privé irakien dit d'intermédiaire contractant (E. Penrose, 1978, p. 480). L'ignorance des capacités réelles locales (maîtrise et ressources) n'aboutit qu'à surchauffer l'économie et à accélérer l'inflation et l'exode rural sans parler du gonflement de l'endettement externe au titre de l'investissement. C'est là une situation où l'investissement additionnel est handicapé par l'offre limitée de facteurs « coopératifs » et où donc le taux marginal de rendement du capital approche zéro comme B. Horvat l'a montré. (C Horvat, 1959, p. 748). S. Cochrane et J.-J. Struthers ont récemment estimé que cette situation avait également prévalu au Nigeria tout au long des années 70 en raison des goulots d'étranglement infrastructurels, de la rareté des qualifications, etc. Ils en veulent pour preuve notamment : 1 / la réduction de l'efficacité marginale du capital (ICOR) que reflète un ICOR de 3,5 contre 2 pour les pays industrialisés en 1975-1977 (S. Cochrane et J.-J. Struthers, 1983, p. 312); 2 / le déficit de la balance des paiements hors hydrocarbures en raison du déclin des exportations non agricoles notamment et la propension accrue à consommer les biens de type occidentaux. Ainsi de 1970 à 1978, les exportations du secteur non agricole en pourcentage du PNB baissèrent de 6,6 % à 1,6 % alors que les importations de ce secteur en pourcentage du PNB passaient de 12,5 à 26 % (Central Bank of Nigeria, 1980).

### c / Le « Dutch disease » généralisé

L'agriculture a particulièrement souffert de l'expansion du secteur pétrolier. Alors qu'après la seconde guerre mondiale elle était un des exportateurs clés du cacao, d'arachides et d'huile de palme, et un exportateur bien placé de peaux, coton et caoutchouc, cette situation s'est inversée avec l'effondrement du secteur agricole dont la contribution au PIB est tombée de 60 % en 1960 à 6 % en 1983 (Central Bank). Le Nigeria est aujourd'hui un des grands importateurs d'aliments. Pourquoi ce déclin ? On est là en présence du cas typique décrit par Corden (1982) d'un *squeeze* sur les produits *tradeables* découlant de l'appréciation de la monnaie nationale, en raison de la hausse des recettes pétrolières. On a vu que dans ce cas-là le secteur productif est vite étranglé au profit des services<sup>89</sup>, c'est également la situation déjà évoquée du *Dutch disease*. On sait que la découverte de gaz aux Pays-Bas et des exportations massives qui en résultèrent, conduisirent à la « désindustrialisation » et au « chômage

89. L'appréciation du maira n'a pas résulté d'une modification nominale de la valeur du maira par rapport au dollar, mais d'un différentiel du simple au double des prix au consommateur nigérian et américain de 1971 à 1981.

croissant » : la contribution de ces exportations à l'accélération de la croissance du produit fut des plus limitées (M. Ellman in Terry Barker et Vladimir Brailovsky, 1981). Ellman note que l'effet direct du gaz sur l'économie néerlandaise et notamment sur « le niveau d'activité, l'emploi et les profits a été faible si l'on excepte l'expertise et le savoir-faire acquis dans l'exploration et le développement *offshore* que Shell exporte ». L'effet « fiscal » a été par contre considérable et a permis un bien-être général généreux, compte tenu des normes internationales (M. Ellman, 1977, p. 283). Ellman s'élève contre la tendance à exagérer les effets positifs du gaz sur l'économie néerlandaise et ce pour trois raisons. Si les Pays-Bas n'avaient pas eu autant d'énergie, ils en auraient utilisé moins. Les surcroûts de recettes pétrolières n'ont fait qu'alimenter les flux d'importations. Le niveau des coûts domestiques<sup>90</sup> (mesurés aux prix mondiaux), et dont le gaz est à l'origine, a considérablement handicapé le niveau des exportations de produits manufacturés. Ces coûts élevés, note Ellman, traduisent en outre l'affectation d'une part importante des recettes gazières à la consommation, à la hausse des revenus, des pensions, retraites, etc. Parallèlement les profits baissaient dans l'industrie manufacturière, tandis que les phases de récession affectaient lourdement les entreprises dans la mesure où dans une économie aussi ouverte que celle des Pays-Bas la hausse des coûts unitaires ne peut être compensée. Inexistant enfin, avant l'exploitation massive du gaz, le chômage est devenu en quelques années la plaie des Pays-Bas. En effet, selon Ellman, l'impact du gaz naturel sur les coûts et la structure de l'économie des Pays-Bas peut être assimilé à celui résultant de l'étalon-or avec des parités élevées. Des changements structurels rapides sont imposés à l'économie, les industries à facteur travail intensif « plongeant » au profit des industries à facteur capital intensif<sup>91</sup>. Un exode massif du travail du secteur productif vers le secteur des services est intervenu, notamment dans la fonction publique et les services non commerciaux. Cette baisse importante de l'emploi industriel alors qu'augmentait le produit industriel a entraîné par contre une hausse de la productivité dans les années 70. Le niveau élevé de la demande domestique a contré le déclin industriel et a renforcé la compétitivité néerlandaise sur les marchés mondiaux (S. G. Hall et F. Atkinson, 1983, p. 112).

Le *Dutch disease* peut aussi selon P. J. Forsyth et J. A. Key être le

90. Ces coûts élevés résultent tout à la fois de la réappréciation constante du florin, du coût du système de Sécurité sociale et des hausses salariales.

91. L'explication traditionnelle du chômage aux Pays-Bas fait quant à elle appel en *vintage capital model* de Solow. Avec la hausse des prix, les vieilles *strates* (vintage du stock de capital) ne génèrent plus de quasi-rentes positives. Si l'emploi affecté à ces strates est supérieur à l'emploi nouveau affecté aux additions nouvelles de capital, le chômage croît (modèle dit de Den Hartog et Ijan).



*Great Britain disease*. Utilisant la méthode mise au point par R. G. Gregory pour l'Australie (1976), ces auteurs comparent la structure de la Grande-Bretagne de 1976 (économie non pétrolière) à celle d'une économie affectée structurellement par le pétrole de la mer du Nord. L'économie pour ce faire est divisée en cinq secteurs : production primaire, manufacturière, construction, distribution et services et administration publique, dont on détermine pour 1976 (année de base où il est postulé qu'il n'y avait pas de ressources pétrolières) les niveaux de production d'importation, d'exportation et de consommation. Le chiffre de la production primaire est alors accru de 10 milliards de livres pour simuler l'introduction du pétrole. Les autres secteurs de l'économie sont ajustés à cette variation. On observe ainsi que si la consommation augmente d'un montant égal à la valeur de la production pétrolière, les variations de structure du produit sont très inégales : fort accroissement de la production primaire, accroissement plus faible dans la construction, la distribution et les services, l'administration publique et un réel déclin du secteur manufacturier. Ainsi l'accroissement du produit pétrolier renforce la consommation et la production mais ne permet aucune croissance de l'économie sauf celle qui résulte directement du secteur pétrolier. La faible rentabilité du secteur manufacturier britannique amène les auteurs à recommander l'investissement des revenus pétroliers à l'étranger (Forsyth et Kay, 1981).

Cette réduction du secteur non pétrolier consécutive à l'accroissement des recettes pétrolières est considérée à cet égard par Cochrane et Struthers comme la cause du chômage croissant au Nigeria, déjà fortement répandu dans le secteur urbain. A la limite, notent les auteurs, l'accroissement important de la production pétrolière se traduirait par une réduction substantielle de la capacité d'emploi de l'économie au point que le travail pourrait se transformer en « bien libre » de valeur commerciale nulle comme le soulignait Kaldor (1981).

Le *Dutch disease* est-il une maladie affectant les seuls pays industrialisés ou encore les petites économies pétrolières du Sud peu peuplées ? La réponse est non comme en témoignent notamment les expériences récentes de l'Indonésie et du Mexique.

Ainsi Van Wijnbergen notait-il récemment que si les économies pétrolières du Sud étaient confrontées aux énormes problèmes liés à l'expansion de leur base d'exportation et à la solution des problèmes sociaux après la fin du boom pétrolier, les pays développés : Pays-Bas (gaz), Grande-Bretagne (pétrole), Australie (produits miniers), luttèrent pour surmonter les effets adverses des booms liés à l'exploitation de leurs ressources sur leurs secteurs de biens commercialisés, et notamment le secteur manufacturier (Van Wijnbergen, 1981, p. 41).

Dans le cas du Sud, M. Roemer estime qu'on ne peut parler de « désindustrialisation », elle ne voit pas en effet le jour car elle est mort-née au départ, mais de « désagriculturalisation » (1983, p. 11). L'Indonésie, le Nigeria et le Mexique sont selon lui les cas typiques en ce domaine. Thee Kian Wie a cependant montré que l'effet sur l'agriculture indonésienne est bien plus discutabile que dans le cas du Nigeria où la production agricole s'est effondrée, ce qui ne fut pas le cas en Indonésie (Thee Kian Wie, 1986, p. 29). Par contre l'impact négatif du boom pétrolier sur le secteur manufacturier indonésien *via* la réappréciation de la roupie est établi par Corden (1981 et 1984) et Warr (1985). Thee Kian Wie estime quant à lui que les deux dévaluations de la roupie (1978 et 1983) réduisirent grandement l'impact de la désindustrialisation.

Que se passe-t-il maintenant dans une économie pétrolière « tardive » à structure industrielle importante, mais non intégrée en raison de l'inexistence de biens capitaux<sup>92</sup>. Deux conséquences importantes en découlent pour le processus de croissance. Tout d'abord les effets multiplicateurs de l'investissement sont exportés sous forme d'importations accrues de biens capitaux, bref l'investissement dans ces conditions accroît la capacité productive mais ne crée pas de demande effective additionnelle pour la production domestique à une échelle équivalente. En second lieu, les effets multiplicateurs indirects sont appelés à apparaître toutes les fois que la création de capacité productive survient dans les industries de substitution d'importations. La création d'une demande effective de biens domestiques par l'investissement dépend de sa structure selon les industries (Casar et Ros, 1983, p. 253). Puisque l'investissement au Mexique n'exerce que des effets limités sur les profits et le niveau d'activité domestique et que les exportations de pétrole ne sont en rien un substitut à l'absence de ces effets, le processus de croissance tend à dépendre étroitement de la structure de l'investissement et des effets multiplicateurs indirects des industries de substitution d'importation. Ce modèle a l'avantage de mettre en évidence tout à la fois le rôle des fuites<sup>93</sup> (importations) de la contrainte externe au Mexique notamment lors de l'inversion du boom pétrolier, mais sa grande faiblesse est d'ignorer les effets pervers de la rente pétrolière sur l'économie mexicaine, effets pervers que R. Looney a qualifiés de « syndrome » pétrolier mexicain et qu'il définit comme suit : croissance rapide mais déséquilibre induit par le secteur pétrolier et accompagné de nombreux

92. Cette faiblesse majeure de la structure industrielle mexicaine ressort très clairement de l'analyse de la substitution d'importation au Mexique et de ses perspectives menée par Antonio Aspra (1977). Cette situation est toutes proportions gardées, celle de l'Algérie. Voir notre article concernant le pétrole et le développement : « Le cas algérien ».

93. En raison de l'inexistence d'un secteur conséquent de biens capitaux.

goulots, accélération de l'inflation générée par l'excès de liquidités face à une offre insuffisante, investissements de type capitalistique importants, renforcement du rôle de l'Etat notamment dans le secteur des infrastructures et expansion du bien-être et du système de subventions, surévaluation du taux de change conduisant à la stagnation des exportations non pétrolières (R. Looney, 1985, p. 368).

Les hydrocarbures ont-ils handicapé ou facilité l'expansion du secteur manufacturier et notamment les biens capitaux? *A priori*, on peut là également parler d'un *Dutch disease* et comme dans le cas de l'Irak de politiques totalement ignorantes de la capacité réelle d'absorption de l'économie mexicaine. Ainsi Julio Lopez, très mesuré dans son bilan de l'économie mexicaine note quand même les points négatifs suivants :

- accentuation de la concentration du revenu et des ressources productives;
- renforcement du rôle stratégique du capital étranger tant dans son montant que dans sa localisation, notamment dans les secteurs névralgiques;
- l'accroissement du coefficient de capital résultant de l'allongement de la période de maturité des investissements en raison de la non-maîtrise des projets ;
- et pour terminer, rappelle qu'il est essentiel mais difficile de déterminer si « l'intense processus d'accumulation enregistré ces dernières années a conduit à une base économique plus solide et à un secteur industriel plus intégré qui contribueraient à fortifier et à renforcer la capacité matérielle d'accumulation dans un sens plus endogène » (J. Lopez, 1983, p. 458).

D'autres exemples dans le même sens peuvent être cités : Ainsi l'étude sur le *Dutch disease* au Cameroun de N. Benjamin, S. Devaradjan et J. Weiser (1986) ou encore le cas vénézuélien (Trujillo, 1978, Bitar et Troncaso 1982).

Si donc dans certains cas, l'exploitation des ressources en hydrocarbures conduit à la « désindustrialisation » ou encore à la « désagriculturalisation » ou fait selon le cas obstacle à son apparition même, que peut-on escompter par ailleurs des politiques visant à maximiser la valeur ajoutée interne du secteur ?

#### H. *Les hydrocarbures peuvent-ils constituer l'axe majeur d'industrialisation?*

##### a | *Le raffinage : un processus d'immiserising growth ou croissance appauvrissante*

Le point en cause ici est relatif aux interactions existant entre le marché du pétrole brut et celui des produits raffinés. Il apparaît en effet, au vu de l'évolution récente des deux marchés, que les politiques

commerciales et d'expansion menées en matière de produits raffinés par les pays producteurs sont cruciales non seulement en raison de leur impact sur le marché des produits mais surtout en raison de leurs effets directs et indirects sur le marché du pétrole brut. Cet aspect est aggravé par le fait que le marché du pétrole raffiné est plus sensible aux politiques d'exportation des producteurs que celui du brut. Ce problème est important avec l'irruption récente — et qui se développe — des exportations de produits raffinés de la région moyen-orientale. D'ores et déjà un conflit d'intérêt oppose les pays exportateurs, pour l'essentiel, de pétrole brut et ceux dont les produits raffinés constituent le poste essentiel de leurs exportations. Or il est primordial pour les nouveaux producteurs de produits raffinés d'écouler leurs produits pour s'assurer d'un taux à rentabilité minimum. Ils disposent pour ce faire des deux possibilités : réduire les coûts de leurs produits en subventionnant le pétrole livré à leurs raffineries, lier les ventes de pétrole brut à celles des produits raffinés. En l'absence de prix rémunérateurs, l'accroissement des ventes de produits raffinés peut ne pas déboucher sur le volume des recettes des pays exportateurs pris globalement.

Dans l'hypothèse pessimiste, on peut imaginer avec Razavi et Feisharaki, le scénario suivant : les produits finis en provenance des nouvelles raffineries envahissent le marché mondial à des prix de dumping, alors que les pays producteurs maintiennent leur volume d'exportations de pétrole brut, ce qui altère la structure des prix du pétrole brut. Les raffineurs dont les ventes ont été handicapées par l'accroissement des ventes des produits des pays producteurs (OPEP par exemple), réduisent leur demande de brut aggravant la tendance à la dépression des prix du pétrole brut. Le résultat final est donc la réduction drastique des prix de marché tout à la fois des prix de produits raffinés et du pétrole brut et au-delà de la réduction des revenus des Etats producteurs. Razavi et Feisharaki montrent par exemple qu'un accroissement d'exportation d'un million de barils/jour de produits raffinés exercera un impact direct plus fort sur les prix qu'un accroissement similaire d'exportations de pétrole brut. En effet, un million de barils/jour constitue une part bien plus considérable du commerce international de produits que de celui du pétrole brut. Toutes choses égales d'ailleurs, chaque million de barils/jour de produits OPEP — par exemple — réduira les prix des produits de 2,20 dollars de barils/jour à court terme et de 4,80 dollars à long terme<sup>94</sup>. Ceci aurait pour conséquence une réduction de 4,90 dollars par baril des prix du pétrole brut (due à la baisse des prix des produits raffinés). Ce mécanisme a pleinement joué au cours de l'année 1986 et l'une des raisons invoquées

94. Fereidun Fesharaki et David T. Isaak, 1983.

par M. Zaki Yamani pour justifier son pessimisme quant au maintien du prix de référence du brut à 18 dollars, est justement le poids croissant des produits raffinés. La situation est d'autant plus inquiétante que plusieurs millions de barils supplémentaires sont attendus des économies pétrolières du Sud d'ici 1990. Comme il est difficile d'imaginer que ces productions se substituent totalement à celles qui résultent des sources traditionnelles, le prix réel du brut devrait donc — toutes choses égales par ailleurs — baisser. La réduction des exportations de pétrole brut pour des raisons diverses serait alors la seule mesure susceptible d'enrayer cette tendance à la baisse : dans le scénario « agressif » de Razavi et de Feisharaki qui suppose l'utilisation à hauteur de 80 % des capacités de raffinage des pays de l'OPEP, une forte baisse des prix des produits bruts et des produits raffinés a lieu. Les recettes pétrolières des pays membres de l'OPEP baissent considérablement et tous sont perdants. Les risques de conflit — ce qui est le cas aujourd'hui — au sein de l'OPEP et de façon plus large entre exportateurs pétroliers du Nord et du Sud grandissent. A la dichotomie traditionnelle au sein de l'OPEP entre pays à faible et à forte capacité s'ajoute alors la dualité prix des produits raffinés-prix du brut ; l'appréciation des avantages retirés par les économies pétrolières de la transformation aval du brut nécessite la prise en compte de cette transformation sur le marché de brut. Cet effet peut être assimilé à celui, bien connu, « d'immiserizing growth » ou de croissance appauvrissante (J. Bhagwati, 1958).

*b / L'avantage comparatif des économies pétrolières  
dans le domaine de pétrochimie : mythe et réalité*

L'existence d'importantes réserves de gaz naturel et de gaz associées à la production du brut confère aux économies pétrolières un avantage « naturel »<sup>95</sup> dans la production pétrochimique. Cet avantage est d'autant plus important que les prix des hydrocarbures sont élevés et que la composante matière première représente un élément important de l'investissement. D'où l'essor de la pétrochimie dans les économies pétrolières après 1973. Cet avantage est cependant — au moins partiellement — contrebalancé par les coûts considérables en capital représentés par la construction d'infrastructures dans les régions sous-développées. L'avantage « naturel »

95. Le ministre saoudien de l'Industrie a ainsi pu affirmer que l'Europe et le Japon doivent reconnaître qu'ils ne possèdent plus désormais d'avantages comparatifs dans les domaines du capital, des ressources, de l'énergie ou de la technologie et qu'il est plus rentable de transférer la technologie sous forme d'équipement et d'expertise sur les sites où l'énergie et les matières premières (hydrocarbures) sont bon marché (cité McHale, 1982, p. 106).

n'est pas en outre toujours évident quand on sait que le Japon, sans énergie et sans matières premières, a pu édifier l'industrie de l'acier à coût le plus faible du monde.

Un autre élément souvent ignoré est que les économies pétrolières du Sud ne sont pas les seules à disposer de cet avantage comparatif « naturel ». D'importantes économies industrielles du Nord possèdent également cet avantage (Royaume-Uni, Norvège, Pays-Bas, Canada, Russie et Etats-Unis) dans la mesure où elles disposent de ressources en hydrocarbures importantes et de forts potentiels énergétiques. De plus, ces économies ont un accès privilégié aux marchés de capitaux et des technologies et contrôlent les grands marchés en majorité captifs.

Une autre difficulté réside dans la notion même de coût et partant d'avantage comparatif : dans tous les pays en effet, le facteur coût et l'accès au marché sont souvent influencés par des considérations politiques domestiques. Dans les pays du Golfe par exemple, le coût réel de production est très élevé quand tous les coûts réels sont considérés : la gamme des subventions publiques y est très large : fournitures de gaz aux unités à des prix inférieurs aux coûts, infrastructures subventionnées, taux d'intérêts bonifiés pour les emprunts de capitaux, etc. Ainsi Hale estimait-il dans ces conditions en Arabie saoudite à 1,50 \$ en 1982 le coût réel du mille pieds cubes de gaz naturel pour un net back nul du gaz au puits (Hale, 1982, p. 106). Enfin l'avantage naturel s'il existe réellement doit être en permanence sauvegardé. Pour cela, il importe que :

- les coûts fixes moyens élevés associés au capital n'érodent pas l'avantage comparatif dû aux coûts variables moyens plus faibles résultant d'un coût plus réduit en matière de base;
- les produits retenus soient les moins vulnérables à l'obsolescence technologique alors que les pays industrialisés capitalisent sur le progrès technique pour compenser l'effet charge matière. Ceci suppose que si les pays en voie de développement doivent d'abord s'attaquer aux produits arrivés à maturité, ils doivent également développer considérablement la recherche. A cet égard, l'association avec les transnationales peut se révéler insuffisante compte tenu des réticences qu'éprouvent ces firmes à transférer leurs technologies ;
- les prix des hydrocarbures se maintiennent *grosso modo* dans la ligne des prix de 1980.

Cette troisième condition n'est plus respectée avec l'effondrement à cette date des prix des hydrocarbures, c'est dire que les EP du Sud ont perdu l'avantage comparatif de base acquis à partir de 1973-1974. Parallèlement, le rythme rapide de l'innovation technologique dans l'industrie chimique

mondiale érode la compétitivité internationale des industries pétrochimiques en l'absence de capacités de recherches et d'innovations décisives dans ces économies.

Le protectionnisme<sup>96</sup> étroit exercé par ailleurs dans certains pays industrialisés réduit encore plus la compétitivité des nouvelles industries pétrochimiques du Sud menacée par l'effondrement de l'avantage matière. Le risque est grand dans ces conditions de voir les Etats tenter de maximiser la recette globale en bradant les tonnes marginales. Si cela était le cas, on serait encore en présence d'un phénomène d'*immiserising growth*.

Ainsi donc, les difficultés propres à l'industrie des hydrocarbures se conjuguent-elles, à celles que l'on rencontre dans la préparation de l'après-pétrole et se cumulent, assombrissant même les perspectives d'une industrie censée être le fer de lance de l'industrialisation. Se perpétueraient ainsi dans les EP les situations d'économies d'enclave où les produits raffinés et les bases pétrochimiques se substitueraient progressivement aux produits bruts dans des conditions encore moins favorables pour les exportateurs du Sud.

Au-delà des effets pervers de la rente : gaspillage, inflation, surévaluation de la monnaie, renforcement des inégalités sociales, immobilisme du pouvoir, bureaucratiation de l'économie, la nature même de l'industrie des hydrocarbures explique les problèmes rencontrés. Alors que beaucoup d'industries : automobiles, bâtiment, chantiers navals, armements, etc., font appel aux facteurs locaux (terre, main-d'œuvre et capitaux) à travers toutes sortes de petites industries et stimulent par là même une vaste gamme d'activités productives et d'entreprises, l'industrie pétrolière offre peu de possibilités d'effets de liaison amont et aval. Malgré des progrès considérables réalisés dans la transformation locale des hydrocarbures au profit de la demande intérieure et des exportations, l'industrie des hydrocarbures est restée une enclave isolée et technologiquement avancée induisant peu d'effet de germination sur les autres secteurs économiques. La pétrochimie censée remédier à cette situation, se heurte au monopole technologique et de recherche-développement des grands de la chimie et à la quasi-inexistence des structures de recherche dans les EP du Sud. Cette similitude profonde des situations et des problèmes rencontrés par les EP a pu faire dire à J. Amouzegar que « il existe au plan économique » une dynamique puissante qui a clairement défié les différences politiques, culturelles et géographiques ». Ainsi note-t-il : « A mesure que chaque morceau de progrès ouvrait une nouvelle boîte de Pandore de nouveaux problèmes, les responsables des EP faisaient face aux défis similaires avec

96. Sur les problèmes divers d'accès au marché voir : Louis Turner et James Bedoré (1979), A. Ferroukhi et M. V. Samii (1982) et UNIDO (1985 a et 1985 b).

les mêmes réponses. La nouvelle richesse pétrolière paraît avoir imposé son modèle propre à tous les exportateurs de pétrole » (J. Amuzegar, 1982, p. 833). Pour Amuzegar, cela signifie qu'en réalité l'économie pétrolière possède sa propre dynamique interne d'autant, ajoute-t-il, que les forces « intégrationnistes » et « négatives » en œuvre se sont retrouvées au Mexique, en Norvège et en Grande-Bretagne (1982, p. 933). Sa conclusion mérite d'être rapportée : « Donc tous pays en développement ou développés, petits ou grands, riches ou pauvres, du Nord ou du Sud, paraissent s'être heurtés à la même collision interne entre les nécessités de la rationalité économique (investissements productifs dictés par les calculs bénéfice-coût) et les exigences de la justice sociale (l'état de bien-être rendu possible par l'argent facile) en cherchant à combiner ces objectifs antagonistes, une certaine justice a été promue aux dépens de l'efficacité : l'expansion du bien-être dans d'importantes couches sociales a incontestablement réduit les ressources disponibles pour une réelle croissance économique. Une certaine efficacité a aussi été obtenue en sacrifiant les vieilles méthodes économiques et les solidarités : les valeurs traditionnelles, les exportations non pétrolières et l'autosuffisance ont été menacées. A tout prendre la « manne pétrolière n'a pas été synonyme de félicité suprême pour tout un chacun » (1982, p. 834).

*Conclusion générale* : La théorie de la croissance à partir des exportations de produits primaires réexaminées.

On constate au terme de cette étude que la relation entre commerce international et croissance est pour le moins complexe. L'existence en soi d'importantes recettes d'exportation en provenance de produits primaires n'induit pas *ipso facto* le développement du reste de l'économie et notamment l'expansion de l'industrie. Les diverses expériences historiques du XIX<sup>e</sup> siècle et du XX<sup>e</sup> siècle présentées soulignent que la propagation des effets de croissance du secteur externe dans le reste de l'économie dépend d'un complexe très vaste de facteurs où se mêlent le politique, la culture, l'histoire et l'économie. Si la nature de la fonction de production technique du produit primaire est, sans conteste, cruciale dans la détermination des effets de liaison possibles, le rôle du développement historique ne saurait être sous-estimé. Il reste qu'au-delà du cadre historique, le type de technologie mis en œuvre dans le secteur externe accentue ou réduit selon le cas ce qui a été appelé l'*openness* de l'économie d'enclave (R. Weisskoff et B. Wolff, 1977, p. 608). Le secteur des hydrocarbures représente le prototype suprême de l'extrême *openness* de l'enclave comme il a été souligné. Peut-on alors incriminer les politiques coloniales métropolitaines, dans la régression des effets de liaison stimulant le développe-



ment? L'analyse d'un certain nombre d'expériences montre que la réponse est forcément nuancée. Le système colonial britannique fut impuissant à enrayer, l'eût-il réellement voulu, le développement capitaliste de l'Inde et de l'Égypte à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup> siècle. Que dire du développement enregistré par l'Australie, si l'industrialisation résulte de l'offre de capitaux et d'une demande solvable? Le Costa Rica au début du siècle et les économies pétrolières plus proches de nous devraient être aujourd'hui pleinement industrialisés, ce qui n'est pas le cas. Certains théoriciens comme Levin ont tenté d'expliquer les raisons de la non-intériorisation des effets de croissance du secteur externe. Ces raisons sont valables et renforcent la crédibilité de la théorie de la croissance à partir des produits primaires en gommant le côté naïf, sinon mécaniciste de la théorie. Devant ces carences la mise en place de programmes d'industrialisation sur la base du degré de transactions intersectorielles observé dans les pays industrialisés et des recherches empiriques de Chenery et Watanabe par exemple fut considérée comme la seule façon d'en finir avec le cycle associé à la séquence exportations de produits primaires et faibles effets induits. Ceci fut particulièrement le cas dans les économies pétrolières un moment convaincues de la possibilité d'acquérir le développement par l'importation. Or l'expérience de l'industrie des hydrocarbures notamment souligne qu'un secteur considéré dans un pays industrialisé comme moteur peut se révéler stérile en matière d'effets induits une fois transplanté dans une économie du Sud au mépris de son pedigree technologique. Les secteurs réputés moteurs sur la base de leurs effets induits historiquement objectifs peuvent perdre ce rôle si les effets induits escomptés sont neutralisés par l'extrême ouverture du secteur d'enclave et l'impénétrabilité de l'environnement politique. C'est la situation décrite pour les EP; le secteur externe (enclave) y a connu un développement fulgurant et l'environnement politique a été l'un des obstacles majeurs au développement comme cela a été souligné, notamment pour l'Arabie saoudite. Les « nouveaux secteurs industriels » deviennent des versions modernes du type pur d'enclave de la fin du XIX<sup>e</sup> et du début du XX<sup>e</sup> siècle. Dans le cas de la pétrochimie, la volonté légitime de capturer les effets induits de croissance débouche sur l'essaimage pur et simple des divers segments des grands de la chimie et du pétrole dans divers pays à l'échelle mondiale. De nombreux exemples peuvent être cités : ainsi le géant chimique allemand Hostsche ferme ses usines d'ammoniaque près de Francfort pour absorber la production koweïtienne.

Les effets de liaison potentiels doivent être également mis en balance avec tous les effets pervers découlant de l'insuffisante capacité d'absorption. Le surinvestissement renforce les goulots d'étranglement interne au niveau

des ressources rares et génère d'importantes tensions inflationnistes. Là encore, les effets induits potentiels sont neutralisés par toute une série de surcoûts découlant de la mise en œuvre de politiques mégalomaniques ignorant les capacités réelles d'absorption, l'exemple cité de l'Irak dans cette étude est significatif.

Un autre élément neutralisant — quand il n'inverse pas les effets de liaison, est fourni par le *Dutch disease*. La réappréciation des devises nationales impose une *squeeze* selon le terme de W. M. Corden sur le secteur productif local. Suivent alors des phénomènes de « désindustrialisation » et de « désagriculture » qui renforcent les *leakages* ou fuites à l'extérieur du système en stimulant l'importation. Un autre exemple de fuite est fourni par l'endettement externe résultant du boom de l'investissement et de la consommation qui constitue par son service une ponction importante sur l'épargne domestique.

Un autre élément à considérer est la part du revenu (ou profits) affectée à l'expansion de l'enclave elle-même et celle affectée au secteur productif de l'économie domestique : lorsque le gros de l'investissement concerne l'économie d'enclave et que par ailleurs la fonction de production technique est des plus complexes, l'impact sur l'économie domestique sera des plus limités notamment par le jeu des effets de liaison amont ; l'effet de liaison sur le consommateur final pourra être très important — notamment en situation d'état providence, mais il n'aboutira qu'à réduire à terme l'excédent des exportables en raison de l'accélération de l'absorption interne. La conséquence, au moins à moyen terme, sera d'aggraver la tendance au renforcement de la vulnérabilité externe provoqué par le gonflement des importations. Cette situation est celle de beaucoup de pays exportateurs de pétrole, aujourd'hui la progression rapide de la demande interne de produits pétroliers met en danger la capacité d'exportation de la majeure partie d'entre eux. Par ailleurs l'affectation d'investissements considérables au secteur externe (liquéfaction du gaz par exemple) et aux secteurs d'hydrocarbures ou à ceux qui lui sont liés (tubes par exemple), censés préparer « l'après-pétrole » ne stimule guère l'expansion des industries domestiques orientées vers la formation domestique de capital (biens intermédiaires et surtout biens capitaux). Les difficultés éprouvées par le Mexique, par exemple, à substituer aux importations de biens capitaux la production locale de ces biens est significative. Tout se passe comme si les investissements du secteur externe n'avaient pour seul objectif que la reproduction et l'expansion du secteur perpétuant par là même le caractère dichotomique de l'économie d'enclave selon le type pur défini par Boecke.

Pire, les phénomènes observés d'*immiserising growth* dans les industries

du raffinage et de la pétrochimie amènent à penser que ces « nouveaux secteurs primaires » pourraient se révéler moins efficaces que les secteurs primaires traditionnels (pétrole brut ici). Si cette tendance se confirmait, cela signifierait que les dizaines de milliards de dollars investis dans les industries d'hydrocarbures l'auraient été au seul bénéfice des géants mondiaux de la chimie attentifs à tirer parti de cette nouvelle situation par le redéploiement observé dans la branche chimie. A ces coûts pour les EP s'ajoutent tous les autres coûts indirects liés au dépassement de la capacité d'absorption locale et au *Dutch disease* déjà évoqué et qui découlent du volume considérable d'investissements dans le secteur externe. Enfin *last but not least*, il convient d'ajouter à ce bilan les pertes dues aux coûts d'opportunité des ressources surtout humaines et de maîtrise des projets qui auraient pu être investies au profit de l'économie locale : agriculture, hydraulique, industrie manufacturière, etc. De fait à travers son impact économique (marché des facteurs, taux de change, inflation, distribution du revenu) et son impact sociopolitique (avènement de groupes dominants affairistes liés à la distribution de la rente et projetés au plan du pouvoir politique), l'enclave — déjà puissante — peut se révéler bien plus omniprésente que l'analyse des relations input-output pourrait le laisser supposer.

Ainsi donc, et ce point nous paraît capital pour la théorie de la croissance à partir des exportations de produits primaires, l'expérience des EP montre que les effets de liaison (*linkages*) théoriquement capturables sur la base d'expériences historiques et d'études comparatives industrielles peuvent être totalement neutralisés par les fuites (*leakages*) résultant des inputs importés ou des exportations croissantes de biens intermédiaires. Ainsi les exportations d'ammoniaque, de méthanol ou d'urée dans les EP sont dans les conditions actuelles de ces économies, des fuites puisque les « effets de liaison » attendus de ces produits sont exportés avec les produits eux-mêmes. La transformation de ces fuites en effets de croissance induits dépend de facteurs liés aux stratégies des grands de la chimie mais aussi de la nature des politiques mises en œuvre dans les EP et notamment de leur capacité à créer les conditions d'une « internalisation » des effets de croissance du secteur externe. Très souvent cependant la capture des effets de liaison se heurtera aux conditions politiques à l'origine même de l'hypertrophie du secteur externe. À cet égard et également sous les autres aspects, nos conclusions rejoignent tout à fait celles auxquelles étaient parvenus R. Weisskoff et E. Wolff dans leur étude sur les fuites et les effets induits de croissance à partir du cas portoricain (1977).

L'expérience des EP permet ainsi de mieux relativiser les travaux de l'école des *staples* en prenant en compte les cas d'échec, tels qu'ils sont mis en

relief aussi bien par C. Kindleberger (théorie des surexportations) que par J. Levin. Elle permet également — pensons-nous — de mieux comprendre rétrospectivement les raisons du succès d'expériences comme celle de l'Australie par exemple.

janvier, 1987.

#### BIBLIOGRAPHIE

- Abdel Fadi M., The oil rentier state. The macro behaviour, in Luciani (édit.), *Nation, state integration in the Arab world*, Croom-Helm, 1986.
- F. Al. Chalabi et A. Al. Janabi, Optimum production and pricing policies, *The journal of energy and development*, vol. IV, printemps 1979, n° 2, p. 229-259.
- J. H. Adler, *Absorptive capacity : the concept and its determinants*, Washington DC, The Brookings Institution, 1965.
- C. F. Diaz Alejandro, *Essays on the economic history of the Argentine Republic*, Yale University Press, 1970.
- M. A. Adelman et M. B. Zimmerman, Prices and profits in petrochemicals : an analysis of investment by less developed countries, *Journal of industrial economics*, 22, juin 1974, p. 245-251.
- Ghazi Algosaihi, The strategy of industrialization in Saudi Arabia, *The journal of energy and development*, vol. II, n° 2, p. 218-224, 1977.
- J. A. Allan, *Libya : the experience of oil*, Londres, 1981.
- A. Galal Amin, *The modernization of poverty : a study in the political economy of growth in nine Arab countries 1945-1970*, Brill, Leiden, 1974.
- J. A. Allan, Management of agricultural resources in coastal Libya, *The Maghreb review*, septembre-décembre 1980, vol 5, n° 5 et 6, p 104-114.
- S. Amin, *L'accumulation à l'échelle mondiale*, Dakar, IFAN, 1970.
- S. Amin, *Le développement inégal — essai sur les formations sociales du capitalisme périphérique*, Les Editions de Minuit, 1973.
- Shalid Alam, The basic macroeconomics of oil economies, *The Journal of development studies*, vol 18, n° 2, janvier 1982, p 205-217.
- S. Amin, *L'impérialisme et le développement inégal*, Les Editions de Minuit, 1976.
- J. Amuzegar, *Oil exporter's economic development in an interdependent world*.
- J. Amuzegar, Oil wealth : a very mixed blessing, *Foreign affairs*, printemps 1982, p. 814-835.
- D. Amunategui et Solar, *Historia social de Chile*, Santiago, Ed. Nascimento, 1932
- S. Akhavi, Egypt : neo-patrimonial elite, in *Political elites and political development in the Middle East*, Cambridge, Mass, Ed. F. Tachan, 1975, p. 69-114.
- R. Antoun et I. Herik (ed.), *Rural politics and social-change in the Middle East*, Bloomington, Indiana, University Press, 1972.
- W. R. Armstrong, Land class, colonialism : the origins of dominion capitalism, in W. E. Willmont (ed.), *New Zealand and the world : essays in honour of Wolfgang Rosenberg*, Christchurch, University of Canterbury, 1980, p. 28-44.

- W. R. Armstrong, The industrialization of staples producers : Australia, Canada and Argentina in the nineteenth century, *Occasional paper*, 8, Sydney, Planning research Centre, Sydney University, 1981.
- W. R. Armstrong et Bradbury, Industrialization and class structure in Australia, Canada and Argentina in the nineteenth century, 1870-1980, in E. L. Wheelwright et K. Buckley (eds.), *The political economy of Australian capitalism*, vol. 5, Sydney, ANZ Press, 1983.
- A. Ashraf, *Iran : imperialism, class and modernization from above*, Ph. D. Dissert, New school for social research, 1971.
- E. Y. Asfour, Prospect and problems of economic development of Saudi Arabia, Kuwait and the Gulf principalities, in *Economic development and population growth in the Middle East*, édité par C. A. Cooper et S. S. Alexander Elsevier, 1972, p. 368-396.
- H. Askari et J. G. Cummings, *Middle East economies in the 1970s : a comparative approach*, New York, Praeger, Special studies, 1976.
- A. Aspra, Import substitution in Mexico : past and present, *World development*, vol. J, n<sup>os</sup> 1, 2, janvier 1977, p. 111-125.
- R. E. Baldwin, *Economic development and export growth : a study of Northern Rhodesia, 1920-1960*, Los Angeles, University of California Press, 1960.
- R. Baldwin E., Patterns of development in newly settled regions, *Manchester school of economic and social studies*, 24, 1956, p. 161-179.
- Gabriel Baer, *Studies in the social history of modern Egypt*, Chicago, The University of Chicago Press, 1969.
- Jorge Bassadre, *Perú : problema y posibilidad*, Lima, F. et E. Rosay, 1931.
- Gabriel Baer, *A history of landownership in modern Egypt.*, Oxford University Press, 1962.
- B. Balassa, Export incentives and export performance in developing countries : a comparative analysis, *Weltwirtschaftliches Archiv.*, 114, n<sup>o</sup> 1, p. 24-38.
- B. C. V., *La economía Venezolana en los últimos treinta y cinco años*, Caracas, 1979.
- G. L. Beckford, The economics of agricultural resource use and development in plantation economies, *Social and economic studies*, 1969, vol. 18, p. 321-347.
- A. A. Beshai, *Export performance — economic development in Sudan, 1900-1967*, The Middle East Centre, St. Antony's College, Oxford, Ithaca Press, 1976.
- K. Berrill, International trade and the rate of economic growth, *Economic history review*, 2nd ser. XII, 1960, p. 351-359.
- L. Best et K. Levitt, *Externally propelled industrialization and growth in the Caribbean*, Montreal McGill Center for developing area studies, 4 vol., miméo, 1968.
- J. Bhagwati, Immiserizing growth : a geometrical note, *Review of economic studies*, 25, n<sup>o</sup> 6, 1958.
- Abel Beltran, Del Rio, The Mexican oil syndrome : early symptoms, preventive efforts and prognosis, *The Quarterly review of economics and business*, été 1981, p. 115-130.
- N. Benjamin et S. Devarajan, Oil revenues and the Cameroonian economy in Schatzberg (ed.), *The political economy of Cameroun*, Praeger, 1985.

- Nancy C. Benjamin, Shantayanan Devarajan et R. J. Weiner, Oil revenues and the « Dutch disease » in a developing country : Cameroun, *OPEC review*, été 1986, p. 143-161.
- J. Berque, *Egypte : impérialisme et révolution*, New York, Praeger, 1972.
- G. Bertram, Economic growth in Canadian industry : 1870-1915 : the staple model and the take-off hypothesis, *Canadian journal of economics and political science*, XXIX, mai 1963, p. 159-184.
- E. A. Boehm, *Twentieth century economic development in Australia*, Victoria, Longman, 1971.
- J. S. Birks et S. E. Letts, Dying oases in Arabia, *Tijdschrift voor economische en sociale geografie*, LXVIII, 3, 1977, p. 145-151.
- H. Brewster, *Economic dependence*, University of London, Institute of Commonwealth studies, mai 1971, miméo.
- H. Brewster, The growth of employment under export-biased underdevelopment : Trinidad, *Social and economic studies*, vol. 21, n° 2, juin 1972.
- A. Bocco, Ecuador, politica economica y estilos de desarrollo en la fase de auge petrolero, *Desarrollo economico*, vol. 22, n° 88, janvier-mars 1983, p. 485-510.
- A. Bocco, Ecuador : economic policy and development promotion during the petroleum boom, *Northsouth*, VII, 1984, p. 43-66.
- Robert Brooke Zevin, The growth of cotton textile production after 1815, in R. W. Fogel et S. Engerman, *op. cit.*, chap. 10.
- H. Bruton, Egypt's development in the seventies, *Economic development and cultural change*, vol. 31, juillet 1983, n° 4, p. 679-705.
- H. J. Bruton, The import substitution strategy of economic development : a survey, *Pakistan development review*, vol. 10, 2, p. 123-146, été 1970.
- Kenneth Buckley, The role of staple industries in Canada's economic development, *Journal of economic history*, XVIII, décembre 1958, p. 439-450.
- W. H. Buiter et D. D. Purvis, Oil, disinflation and export competitiveness : a model of the Dutch disease, in J. Bhandari et B. Putnam, *Economic interdependence and flexible exchange rates*, MIT Press, 1982.
- V. Bulmer Thomas, Trade, structure and linkages in Costa Rica : an input-output approach, *Journal of development economics*, vol. 5, n° 1, mars 1978, p. 73-87.
- G. Butlin, *Australian domestic product investment and foreign borrowing, 1861-1938-39*, Cambridge University Press, 1962.
- D. W. Butterfield, A. A. Kubursi et J. D. Welland, A model of the petrochemical industry, *The journal of energy and development*, vol. 9, n° 2, printemps 1984, p. 299-311.
- Bruce Carlton, The open petroleum economy : a comparison of Keynesian and alternative formulation, *Social and economic studies*, vol. 21, n° 2, juin 1972.
- F. H. Cardoso, *Sociologie du développement en Amérique latine*, Editions Anthropos, 1969.
- J. Casar et J. Ros, Trade and capital accumulation in a process of import substitution, *Cambridge journal of economics*, 1983, vol. 7, p. 257-267.

- J. W. McCarty, The staple approach in Australian economic history, *Business Archiv and history*, vol. IV, février 1964.
- R. E. Caves, « Rent for surplus » models of trade and growth, in R. E. Baldwin *et al.* (eds), *Trade, growth and the balance of payments*, Chicago, Rand, McNelly Co., 1965.
- R. E. Caves, Export-led growth, in *Trade, Balance of payments and Growth*, 1971.
- Francisco Garcia Calderon, *Latin America : its rise and progress*, Londres, T. Fisher-Unwin, 1918.
- R. E. Caves et R. H. Holton, *The Canadian economy : prospect and retrospect*, Cambridge, Mass. Harvard University Press, 1959.
- Central Bank of Nigeria, *Nigeria's principal economic and financial indicators' 1970-1978*, Lagos, 1980.
- E. J. Chambers and D. E. Gordon, Primary products and economic growth : an empirical measurement, *Journal of political economy*, vol. LXXIV, août 1966.
- A. E. Calgagno, *La perversa deuda Argentina*, Buenos Aires, Ed. Legasa, 1986.
- C. Chase-Dunn, Core-periphery relations : the effects of Core competition, in B. H. Kaplan (ed.), *Social change in the capitalist world economy*, Beverly-Hills, Sage Publications, 1978.
- G. Chichilnisky, *Oil prices, industrial prices and output : a general equilibrium macroanalysis*, Working-Paper, University of Essex et University of Columbia, 1981.
- E. R. Churnside-Harrison, *The development of the labour force in Costa Rica*, Thèse, University of Sussex, 1979, cité par Ennio Rodriguez, 1982, p. 223.
- G. Chichilnisky et S. Cole, *Growth of the North and growth of the South with export led policies*, Development discussion paper n° 41, Harvard Institute for international development, 1978 (Projet UNITAR).
- Nazli Choucri, The hidden economy : a new view of remittances in the Arab world, *World development*, vol. 14, n° 6, 1986, p. 693-712.
- P. Cochrane, *Industrialization and dependence, Australia's road to economic development, 1870-1939*, University of Queensland press, St. Lucie, 1980.
- J. E. Corradi, Argentina in *Latin America : the struggle with dependency*, ed. par R. D. H. Chilcote et J. C. Edelstein, Cambridge, Mass., 1974.
- CIDE, *Economica Mexicana*, n° 5, 1983, Mexico, octobre 1983.
- W. M. Corden, The exchange rate, monetary policy and North Sea oil : the economic theory of the squeeze on tradeables, *Oxford economics papers*, juillet 1981.
- W. M. Corden, The petroleum boom and exchange rate policy in Indoneisa : a theoretical analysis, *Ekonomi dan Kenanoan Indonesia*, août 1981.
- M. Corden et J. P. Neary, Booming sector and de-industrialization in a small open economy, *The economic journal*, décembre 1982, n° 92, p. 825-848.
- W. M. Corden, Booming sector and Dutch disease economics : a survey and consolidation, *Oxford economic papers*, novembre 1984.
- R. Cortes Conde, *El progreso Argentino. 1880-1914*, Buenos Aires, Sudamericana, 1979.

- A. E. Crouchley, *The investment of foreign capital in the Egyptian companies and public debt*, Le Caire, 1936.
- A. E. Crouchley, *The economic development of modern Egypt*, Londres, 1938.
- M. Chatelus, Le monde arabe 20 ans après les économies des pays arabes, *Maghreb Machreg*, octobre-décembre 1983, n° 101.
- Nasif J. Dabdab et Badr I. Mohyuddin, Industrialization in the Arab Gulf, in *The impact of oil revenues on Arab Gulf development*, éd. par M. S. El Azhary Croom Helm, 1984, chap. 8.
- Dasgupta P. et Heal G., *Economic theory and exhaustible resources*, Cambridge, University Press, 1979.
- P. Dasgupta, R. Eastwood et G. Heal, Resources management in a trading economy, *Quarterly journal of economics*, mai 1978.
- E. Davis, *Challenging colonialism : Bank Misr and Egyptian industrialization 1920-1941*, Princeton, University Press, 1983, chap. 7 et 8.
- Marius Deeb, Bank Misr and the emergence of the local bourgeoisie in Egypt, in *The Middle eastern economy : studies in economics and economic history*, éd. par E. Kedourie, Frank Cass., 1976
- K. W. Deutsch et A. Eckstein, National industrialization and the declining share of the international economic sector, 1890-1957, *World politics*, XIII, 1961, p. 267-299.
- C. Diaz Alejandro, An interpretation of Argentine economic growth since 1930 (2 parties), *Journal of development studies*, octobre 1966, p. 14-41 et janvier 1967, p. 155-177.
- C. Diaz Alejandro, *Trade policies and economic development*, Princeton, 1973.
- J. B. Donges et J. Ridel, The expansion of manufactured exports in developing countries : an empirical assessment of supply and demand issues, *Weltwirtschaftliches Archiv*, 113, n° 1, 1977.
- Tim Duncan et John Fogarty, *Australia and Argentina. On parallel paths*, Melbourne University Press, 1984.
- R. K. Eastwood et A. J. Venables, Macroeconomic implications of resource discover in an open economy, *Economic journal*, 1982.
- D. G. Edens, *Oil and development in the Middle East*, Praeger, 1979.
- Walter Eltis, The failure of the Keynesian conventional wisdom, *Lloyds bank review*, octobre 1976, n° 122, p. 10-19.
- M. Ellman, Report from Holland : the economics of North Sea hydrocarbons, *Cambridge journal of economics*, vol. 1, n° 3, septembre 1977, p. 281-290.
- H. Elsenhans, *Models of dissociation : southern perspectives*, Miméo Constance, 1985.
- H. Elsenhans, Capitalisme d'état ou société bureaucratique de développement, *Revue Etudes internationales*, vol. XIII, n° 1, mars 1982.
- Ragai et Mallakh, Planning in a capital surplus economy : Kuwait, *Land economics*, novembre 1966, p. 425-440.
- R. F. Emery, The relation of exports and economic growth, *Kyklos*, vol. XX, 1967, fasc. 2.
- A. Emmanuel, *L'échange inégal*, Paris, Maspero, 1969.



- J. P. Entelis, Oil wealth and the prospects for democratization in the Arabian peninsula : the case of Saudi Arabia, in N. A. Sherbiny (ed.), 1976, p. 77-111.
- O. Fajana, Trade and growth : the Nigerian experience, *World development*, vol. 7, n° 1, janvier 1979, p. 73-78.
- E. R. Fapohunda, Poulation, labour utilisation and manpower development, in *Structure of the Nigerian economy*, éd. par E. A. Olakoku et al., Lagos, The McMillan Press, 1979.
- R. Farley, *Planning for development in Libya : the exceptional economy in the developing world*, Praeger, New York, 1977.
- M. A. Fekrat, Growth of OPEC type economies : a preliminary theoretical analysis, *Economia internazionale*, février 1979.
- Fereidun Fesharaki et David T. Isaak, *OPEC, the Gulf and the world petroleum market : a study in government plicy and downstream operations*, Westview, 1983.
- Fernandez-Guardia, *Cartilla histórica de Costa Rica*, Lehman, San José, 1967.
- O. J. Firestone, *Canada's economic development 1867-1953*. Income and wealth series VII, Londres, Bowes & Bowes, 1958.
- O. J. Firestone, Development of Canada's economy. 1850-1900, in *Trends in the American economy in the nineteenth century*, Studies in income and wealth, vol. 24, Princeton, Princeton University Press, 1960.
- J. P. Fogarty, The staple approach and the government in Australian economic development : the wheat industry, *Business Archiv and history*, février 1966.
- R. W. Fogel et S. Engerman (eds), *The reinterpretation of American economic history*, New York, Harper & Row, 1971.
- R. W. Fogel et S. Engerman, A model for the explanation of industrial expansion during the nineteenth century with an application to the American iron industry, *Journal of political economy*, 77, mai-juin 1969, p. 306-328.
- R. W. Fogel, Railroad as an analogy to the space effort : some economic aspects, in P. Temin (ed.), *op. cit.*, p 224-261
- R. W. Fogel, A quantitative approach to the study of railroads in American economic growth. A report of some preliminary, in P. Temin (ed.), *New economic history*, 1973, p. 183-224.
- P. J. Forsyth et J. A. Kay, The economic implications of North Sea oil revenues, *Fiscal studies*, 1981.
- Celso Furtado, *The economic growth of Brazil*, Berkeley, University of California Press, 1963.
- Celso Furtado, *Politique économique de l'Amérique latine*, Sirey, 1970.
- M. Girgis, Development and trade patterns in the Arab World, *Weltwirtschaftliches Archiv*, Band Heft 1, Tübingen, 1973, p. 121-168.
- M. Girgis (ed.), *Industrial progress in small oil exporting countries : the prospects for Kuwait*, Boulder, Colorado, Westview, 1984.
- W. P. Glade, *The latin American economies*, American book, Van Nostrand, 1969.
- Carter Goodrich, *The economic transformation of Bolivia*, Ithaca, New York, 1955, cité par W. P. Glade, 1969, p. 257.

- P. Gosh et V. Kazi, A macroeconomic model for Nigeria 1958-1974, *Empirical economics*, automne 1978, p. 135-154.
- J. D. Gould, *Economic growth in history : survey and analysis*, Methuen, 1972.
- Peter Gran, *Islamic roots of capitalism : Egypt 1760-1840*, Austin, University of Texas Press, 1979.
- R. G. Gregory, Some implications of the growth of the mineral sector, *Australian journal of agricultural economics*, 1976.
- K. Griffin, *Underdevelopment in Spanish America*, Cambridge, Mass. the MIT Press, 1969.
- Sanjeev Gupta, Export growth and economic growth revisited, *Indian economic journal*, janvier-mars 1985, n° 3, vol. 32, p. 52-59.
- E. E. Hagen, Economic growth with unlimited foreign exchange and no technical progress, in J. Bhagwati et R. S. Eckaus (eds), *Development and planning*, Londres, George Allen-Unwin, 1972.
- T. R. McHale, The hydrocarbon processing industry in the GCC : its economic and political future in a changing world marketplace, *The journal of energy and development*, vol. VIII, automne 1982, n° 1, p. 99-109.
- S. G. Hall et F. Atkinson, *Oil and the British economy*, Croom Helm, 1983.
- Fred Halliday, Migrations de main-d'œuvre dans le monde arabe : l'envers du nouvel ordre économique, *Revue Tiers monde*, t. XXVI, n° 103, juillet-septembre 1985.
- Simon G. Hanson, *Argentine meat and the British market*, Stanford University Press, 1938.
- Harb. Mohammed Talaat bek (ed.), *Egypt's economic solution and the project for an Egyptian or National bank* (en arabe), Le Caire, Al. Jarida Press, 1911.
- J. E. Haring, External trade as an engine of growth, *Economia internazionale*, XIV, 1961.
- J. E. Hazelton, Gold rush economies : development planning in the Persian/Arabian Gulf, *Studies in comparative international development*, 13, 2, New York, 1978, p. 3-22.
- M. Haber, *The chemical industry 1908-1930*, Londres, Oxford University Press, 1974.
- G. R. Hawke, *The making of New Zealand : an economic history*, Cambridge, Cambridge University Press, 1985.
- R. Hernandez, *El salitre i resumen historico desde su descubrimiento y explotación*, Valparaiso, Fisher Hermanos, 1930.
- Z. Y. Hershlag, Growth models for the Middle East, in M. A. Cook, p. 373-395.
- Z. Y. Hershlag, Industrialization in Arab countries : patterns options and strategies, in *Arab industrialization and economic integration*, éd. par Roberto Alboni, Croom Helm, 1979, p. 13-90.
- J. R. Hicks, An inaugural lecture, *Oxford economic papers*, juin 1953.
- J. R. Hicks, *Essays in world economics*, Oxford, Clarendon Press, 1959, chap. 8.
- A. O. Hirschman, *The strategy of economics development*, Yale University Press, 1938, chap. 6.

- P. M. Holt (ed.), *Political and social change in modern Egypt : historical studies from the Ottoman conquest to the United Arab Republic*, Londres, Oxford University Press, 1968.
- B. Horvat, The optimum rate of investment, *The economic journal*, décembre 1958.
- Harold Hotelling, The economics of exhaustible resources, *Journal of political economy*, vol. 39, avril 1931, p. 137-175.
- Saad Eddin Ibrahim, Oil, migration and the new Arab social order, in M. Kerr et Yassin, *Rich and poor Arab states in the Middle East Egypt and the new Arab order*, Boulder, Westview Press, 1982.
- H. A. Innis, *The cod fisheries : the history of an international economy*, 2<sup>e</sup> éd., Toronto, Toronto U. Press, 1940.
- H. A. Innis, *Essays in Canadian economic history*, Toronto, University Press, 1973.
- H. A. Innis, *The fur trade in Canada : an introduction to Canadian economic history*, 2<sup>e</sup> éd., Toronto, 1956.
- C. Issawi, Egypt since 1800 : a study in lopsided development, *Journal of economic history*, 1961 p. 1-25.
- C. Issawi et M. Yeganeh, *The economics of Middle eastern oil*, Londres, Faber, 1962.
- C. Issawi, *An economic history of the middle East and north Africa*, Methuen, 1982.
- A. Al. Jarbou, Basic industries development by SABIC : eight year's experience, *The journal of energy and development*, printemps 1985, vol. X, n° 2, p. 193-199.
- M. Jefferson, *Peopling the Argentine Pampa*, New York, American geographical society research series n° 16, Commonwealth Press, 1926.
- J. Cesar Jobet, *Ensayo critico del desarrollo economico-social de Chile*, Santiago : editorial universitaria, 1955.
- H. G. Johnson, *International trade and economic growth*, Cambridge Mass., Harvard Univ. Press, 1961.
- R. A. Joseph, Affluence and underdevelopment : the Nigerian experience, *The Journal of modern African studies*, vol. 16, n° 2, juin 1978, p. 189-221.
- Mihssen Kadhim et Barry Poulson, Absorptive capacity, regional cooperation and industrialization in the Arab states of the Gulf, *The journal of energy and development*, printemps 1976, vol. I, n° 2, p. 249-261.
- A. Kahn, The chemical industry, in Walter Adams (ed.), *The structure of american industry*, McMillan, 1956.
- Lord Kahn, Mr Eltis and the Keynesians, *Lloyds bank review*, avril 1977, n° 124, p. 1-14.
- N. Kaldor, The energy issues, in *Oil or industry*, Ed. T. Barker et V. Brailoufsky, 1981.
- T. Kemp, *Historical patterns of industrialization*, A longman paperback, 1978.
- Tom Kemp, *Industrialization in the non-western world*, Longman, 1983.
- Peter Kilby, What oil wealth did to Nigeria, *Wall street journal*, 25 novembre 1981.
- C. P. Kindleberger, *Economic growth in France and Britain. 1851-1950*, Harvard University Press, 1964.
- A. O. Krueger, *Foreign trade regimes and economic development : liberalization, attempts and consequences*, Ballinger, Cambridge, MA, 1978.

- J. R. Kurth, The political consequences of the product cycle : industrial history and political outcomes, *International organization*, 33, hiver 1979, p. 1-34.
- S. Kuznets, *Economic growth : structure*, Heinemann, 1965.
- Keith McLachlan, Natural resources and development in the Gulf states, in *Social and economic development in the Arab Gulf*, éd. par T. Niblock, Croom Helm, 1980.
- H. Lackner, *A house built on sand : a political economy of Saudi Arabia*, Ithaca Press, 1978.
- J. Lavalle Leiva, *El sector externo los grupos sociales y los politicas economicas en Chile, 1830-1940*, Santiago, CESO, 1970.
- S. Lanfranco, Mexican oil, export led development and agricultural neglect, *Journal of economic development*, juillet 1981, 6 (1), p. 125-151.
- Eddy Lee, Export-led rural development. The Ivory Coast, *Development and change*, vol. 11, n° 4, octobre 1980, p. 607-642.
- T. Llegen, Better living chemistry : the chemical industry in the world economy, *International organization*, 37-4, automne 1983.
- J. V Levin, *The export economies : their pattern of development in historical perspective*, Cambridge, Harvard University Press, 1960.
- D. Lim, Industrial processing and location : a study of tin, *World development*, vol. 8, 1980, p. 205-212.
- R. E. Looney, *A development strategy for Iran through the 1980s*, Praeger, 1977.
- R. E. Looney, *Economic origins of the Iranian revolution*, New York, Pergamon Press, 1982.
- R. E. Looney, *An appraisal of Saudi Arabia's growth prospects*, the *IBK Papers*, Series n° 13, avril 1984, Koweit.
- Ibrahim Abulughod, The transformation of the Egyptian elite : prelude to the Urabi revolt, *The Middle East journal*, été 1967.
- R. E. Looney, The Mexican oil syndrome : current vulnerability and longer-term viability, *OPEC review*, hiver 1985, vol. IX, n° 4.
- J. Lopez, The Mexican economy : present situation, perspectives and alternatives, *World development*, vol. 11, n° 5, mai 1983, p. 455-465.
- A. L. Lougheed, International trade theory and economic growth, *Australian economic history review*, vol. VIII, septembre 1968.
- MacKay D. I. et MacKay G. A., *The political economy of North Sea oil*, Londres, Martin Robertson, 1975.
- A. Maizels, *Industrial growth and world trade*, Cambridge University Press, 1963.
- H. Mahdavy, Patterns and problems of economic development in rentier states : the case of Iran, in M. A. Cook, p. 428-468.
- W. A. Mackintosh, Innis on Canadian economic development, *Journal of political economy*, vol. LXI, janvier 1953.
- Daniel Martner, *Estudio de politica comercial Chilena historia economica nacional*, Santiago, Imprenta universitaria, 1923.
- R. M. Marini, Brazilian sub-imperialism, *Monthly Review*, 23, n° 9, 1972.
- R. M. Marini, *Subdesarrollo y revolución*, Siglo XXI, Mexico, 1975.

- A. Marshall, Labour market and wage growth : the case of Argentina, *Cambridge journal of economica*, vol. 4, n° 1, mars 1980, p. 37-61.
- M. M. Metwally et H. V. Tamaschke, Oil exports and economic growth in the Middle East, *Kyklos*, vol. 33, 1980, fasc. 3, 1980, p. 499-523.
- P. Nicos Mouzelis, *Politics in the semi-periphery early parliamentarism and late industrialisation in the Balkans and Latin America*, McMillan, 1986.
- O. Munoz, *Crecimiento industrial de Chile 1914-1965*, Santiago, Universidad de Chile, 1968.
- Hla Myint, The classical theory of international trade and the underdeveloped countries, *Economic journal*, LXVII, juin 1958, p. 317-337.
- G. D. Nash, *Issues in American economic history : selected readings*, 3° ed., 1980.
- Hernan Ramirez Necochea, *Balmaceda y la contrarrevolucion*, Santiago editorial universitaria, 1958 (approche marxiste).
- T. Niblock (ed.), *Social and economic development in the Arab Gulf*, Croom Helm, 1980.
- S. J. Nicholas, *The staple theory and Australian economic history. An economic criticism*, Communication présentée à la Conférence des économistes historiens de Melbourne, août 1976. Reprise dans *Economic activity*, vol. 21, n° 3, juillet 1978.
- D. C. North, *Economic growth of the United States 1790 to 1860*, Prentice Hall, 1961.
- R. Nurkse, *Contrasting trends in 19th and 20th century world trade*, First Wicksell lecture, avril 1959, reproduit dans J. Theberge (ed.), 1968, p. 85-112.
- Ade T. Ojo, Oil wealth illusion and problems for economic and financial management in Nigeria, *OPEC review*, été 1982, vol. VI, n° 2, p. 211-227.
- OPEC, *Annual statistical Bulletin : 1985*, Vienne, 1986.
- James Orton, *The Andes and the Amazon*, New York, Harper & brothers, 1870.
- E. R. J. Owen, *Cotton and the Egyptian economy*, Oxford, Oxford University Press, 1969.
- E. R. J. Owen, The development of agricultural production in nineteenth century Egypt, in *Udovitch : The Islamic Middle East : 700-1900. Studies in economic and social history*, The Darwin Press, 1981.
- Scott R. Pearson, *Petroleum - the Nigerian economy*, Stanford University Press, 1970.
- E. and E. F., Penrose, *Iraq : international relations and national development*, Londres, E. Benn, 1978.
- F. Pike, *Chile and the United States : 1880-1962*, Notre Dame, University of Notre Dame Press, 1963.
- D. C. M. Platt, Dependency in nineteenth century, Latin America : an historian objects, *Latin American research review*, 15, 1980, p. 113-130.
- D. C. M. Platt, The anatomy of autonomy (Whatever that may mean) : a reply, *ibid.*, p. 147-149.
- R. Prebisch, *The economic development of Latin America and its principal problems*, Nations Unies, reproduit dans *Economic Bulletin of Latin America*, 1962.

- Allen R. Pred, *The spatial dynamics of United States urban industrial growth 1800-1914 — interpretative and theoretical essays*, Cambridge, Mass., MIT Press, 1966.
- Samir Radwan, *Capital formation in Egyptian agriculture and industry : 1882-1967*, Londres, Ithaca Press, 1974.
- H. Razavi et F. Fesharaki, *OPEC'S push into refining : dilemma of interrelations between crude and product markets*, Working Paper, w.p. 83-8, mars 1983, Resource systems institute, Honolulu.
- Lloyd G. Reynolds, *Economic growth in the Third world, 1850-1980*, Yale University Press, 1985.
- A. Richard, Primitive accumulation in Egypt : 1798-1882, *Review*, 1, n° 2, automne 1977.
- Alan Richards, Technical and social change in Egyptian agriculture : 1890-1914, *Economic development and cultural change*, vol. 26, n° 4, juillet 1978, p. 725-747.
- H. A. Rivlin, *The agricultural policy of Muhammad Ali*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 1961.
- D. H. Robertson, The future of international trade, in *Essays in monetary theory*, Londres, 1940, p. 214; repris dans les *Readings in the theory of international trade*, Philadelphie, 1949.
- G. M. Rodriguez, *Economic development during the colonial period and political implications after independence : the case of Costa Rica*, Thèse, University of Sussex, 1979.
- Ennio Rodriguez, Costa Rica : how far can primary production take a small economy, in M. Bienefeld et M. Godfray, *op. cit.*, p. 217-239.
- M. Rodriguez Trujillo, La industria de bienes de capital en Venezuela, *Revista de economia latinoamericana*, 1978, n° 53, p. 35-109.
- M. Roemer, Dependence and industrialization strategies, *World development*, vol. 9, n° 5, p. 429-434.
- M. Roemer, Resource-based industrialization in the developing countries : a survey, *Journal of development economics*, 6 (1979), p. 163-202.
- M. Roemer, *Primary exporting countries. Problems of poverty and plenty*, Communication présentée au Arne Ryde Symposium sur le « secteur primaire dans le développement économique », Université de Lund, 29-30 août 1983.
- Manuel A. Romero, Aguirre, *Ganaderia Argentina : sy desarrollo e industrialización*, Buenos Aires, Compania Swift de la Plata, SA, 1957.
- C. E. Rollins, Mineral development and economic growth, *Social research*, automne 1956, p. 253-280.
- W. W. Rostow, *The world economy : history, prospect*, The McMillan Press, 1978.
- F. C. Roux, *La production du coton en Egypte*.
- R. A. Sadare, Oil exploration in hostile environments — trends and prospects, *OPEC Bulletin*, vol. XVII, n° 9, novembre 1986, p. 8-15.
- Hilda Sabato, La formación del mercado de trabajo en Buenos Aires, 1850-1880, *Desarrollo economico*, vol. 24, n° 96, janvier-mars 1985, p. 561-592.

- Mohamed Salman Hasan, The role of foreign trade in the economic development of Iraq, 1864-1964 : a study in the growth of a dependent economy, in *Studies in the economic history of the Middle East : from the rise of Islam to the present day*, éd. par M. A. Cook, Oxford University Press, 1970, p. 346-373.
- T. Dos Santos, The structure of dependence, *American economic Review*, vol. 60, n° 2, 1970, p. 231-236.
- A. Scholch, The formation of a peripheral state : Egypt. 1854-1882, in *L'Égypte au XIX<sup>e</sup> siècle*, Groupe de recherches et d'études sur le Proche-Orient. Ed. du CNRS, 1982, p. 176-185.
- James R. Scobie, *Revolution on the Pampas : a social history of Argentine wheat, 1860-1910*.
- Dudley Seers, The mechanism of an open economy, *Social and economic studies*, vol. 13, n° 2, juin 1964, p. 233-241.
- Horst Siebert et Michael Rauscher, Vertical integration by oil-exporting countries, *Intereconomics*, septembre-octobre 1985, p. 211-215.
- Naiem A. Sherbiny, Labor and capital flows in the Arab world : a critical view, *The IBK Papers*, Series n° 16, février 1985.
- B. Shwadran, *The Middle East, oil and the great powers*, Westview, 1985.
- A. Sidahmed, L'économie arabe à l'heure des surplus pétroliers, *Cahiers de l'ISMEA*, série F n° 26, 1975, p. 279-485.
- A. Sidahmed, *Nord-Sud : les enjeux : théorie et pratique du nouvel ordre économique international*, Paris, Publisud, 1981.
- A. Sidahmed, *Développement sans croissance : l'expérience des économies pétrolières du Tiers Monde*, Paris, Publisud, 1983.
- A. Sidahmed, Pétrole et développement : le cas Algérien, *Maghreb Review*, mai-août, vol. 7, n°s 3-4, 1982, p. 49-61.
- A. Sidahmed, *L'OPEP passé, présent et perspectives : éléments pour une économie politique des économies rentières*, Paris, Economica, OPU, 1980.
- A. Sidahmed, Oil and development : the experience of the petroleum producing countries of the Third world, *Savings and development*, n° 3, 1985-IX, p. 325-357.
- A. Sidahmed, L'après-pétrole est déjà là, *Croissance des jeunes nations*, n° 265, octobre 1984, p. 21-24.
- A. Sidahmed, Monnaie, prix, change et développement - le cas des économies exportatrices de pétrole du Tiers Monde, *Mondes en développement*, t. 14, n° 56, 1987, p. 1 à 44.
- A. Sidahmed, Pétrochimie et raffinage : un nouveau modèle de division internationale du travail entre le Nord et le Sud, *Revue Tiers Monde*, t. XXVII, n° 107, juillet septembre 1986, p. 687-701.
- A. H. Sepahban, Pricing and production strategy for exhaustible resources : options for optimum economic growth and development of oil exporting countries, *OPEC review*, vol. VI, n° 2, été 1982, p. 100-132.
- Sayre Schatz, The role of capital accumulation in economic development, *The journal of development studies*, vol. 5 (1), octobre 1968.

- E. Shafei, Kuwait's economic strategy : an overview of options and dynamics, in M. Girgis (ed.), *Industrial progress in small oil-exporting countries : the prospects for Kuwait*, Longman, Wetsview press, 1984.
- C. G. F. Simkin, *The instability of a dependent economy : economic fluctuations in New Zealand, 1840-1914*, Londres, Oxford University Press, 1951.
- A. Singh, *The Mexican economy at the crossroads : policy options in a semi-industrial oil-exporting nation*, miméo, janvier 1981.
- A. Singh, North Sea oil and the reconstruction of the UK industry, in Frank Blackaby (ed.), *De-industrialization*, Heinemann/National institute, Londres, 1979.
- James H. Street, The Platt-Stein controversy over dependency. Another view, *Latin american research review*, 16, 1981, p. 173-180.
- James H. Street, British influence on Argentine growth : the dependency controversy, *Journal of economic issues*, vol. XVI, n° 2, juin 1982, p. 545-553.
- Stanley J. et Barbara H. Stein, *The colonial heritage of Latin America : essays on economic dependence in perspective*, New York, Oxford University Press, 1970.
- J. Smucker, *Industrialization in Canada*, Prentice Hall, 1980.
- R. H. Snape, Effects of mineral development on the economy, *Australian journal of agricultural economics*, vol. 21, décembre 1977, p. 147-156.
- J. H. Street, The Ayres — Kuznets framework and Argentine dependency, *Journal of economic issues*, 8, 1974, p. 707-728.
- A. K. Smith Jr., Socio-economic development and political democracy : a causal analysis, *Midwest journal of political sciences*, 13 février 1969, p. 95-125.
- Soley-Guell T., *Compendio de historia economica y hacendaria de Costa Rica*, San José, Editorial Costa Rica, 1975.
- R. Solow, The economics of resources or the resources of economics, Richard Ely lecture, *The American economic review papers and proceedings*, mai 1974, p. 1-14.
- J. E. Stiglitz, Growth with exhaustible natural resources, *Review of economics studies*, 1974.
- Michael Tanzer et Stephen Zorn, OPEC's decade. Has it made a difference?, *Merip reports*, n° 120, janvier 1984, p. 12-18.
- M. Chatelus et Y. Schemeil, *Rapport sur les politiques industrielles et les problèmes des politiques industrielles dans les pays arabes*, printemps 1986, Université des Sciences sociales de Grenoble.
- M. Chatelus et Y. Schemeil, Toward a new political economy of state industrialization on the Middle East, *International journal of Middle East studies*, avril 1984.
- T. Stauffer, National income of oil producers are overstated, *OPEC Bulletin*, février-mars 1983, p. 17-19.
- Stuart-Bruchey, Douglas C. North on American economic growth, *Explorations in entrepreneurial history*, 2° série, I, hiver 1964, p. 145-155.
- Peter Nore et Terisa Turner (eds.), *Oil and class struggle*, 2° press, 1980.
- Taher el Jehaimi, The absorptive capacity of Libya : a constrained expenditure approach, *The journal of energy and development*, printemps 1976, p. 326-347.



- H. V. Tamaschke, *Exports and economic growth : applications of the staple theory*, Londres, J. K. Publishers, 1979.
- F. Teal, The supply of agricultural output in Nigeria, 1950-1974, *The journal of development studies*, vol. 19, n° 2, janvier 1983, p. 191-207.
- P. Temin (ed.), *New economic history*, Penguin, 1973.
- J. K. J. Thomson, British industrialization and the external world : a unique experience or an archetypal model? in Mandred Bienefeld et Martin Godfrey, *The struggle for development : national strategies in an international context*, John Wiler, 1982, p. 65-92.
- R. Tignor, *Modernization and British colonial rule in Egypt : 1882-1914*, Princeton NJ Princeton University Press, 1966.
- C. A. Tornquist (ed.), *The economic development of the Argentine Republic in the last fifty years*, Buenos Aires, Tornquist and Co., 1919.
- S. Biter et E. Troncoso, La industrialización de Venezuela, *El Trimestre economico*, vol. XLIX (2), avril-juin 1982, n° 194, p. 265-295.
- J. Townsend, Problems confronting the establishment of a heavy industrial base in the Arab Gulf, in T. Niblock, *op. cit.*, p. 95-106.
- Louis Turner et James Bedore, Saudi and Iranian petrochemicals and oil refining : trade warfare in the 1980s, *International affairs*, octobre 1977, p. 572-586.
- UNIDO, *World demand for petrochemical product and the emergence of new producer from the hydrocarbon rich developing countries*, sectoral studies série n° 9, décembre 1983.
- UNIDO (a), *Current world situation in petrochemicals*, UNIDO/PC 126, 14 novembre 1985.
- UNIDO (b), *International trade and the marketing of petrochemicals*, 2 décembre 1985, UNIDO/PC 128.
- F. Vakil, Iran's basic macroeconomics problems : a twenty year horizon, *Economic development and cultural change*, vol. 25, n° 3, juillet 1977, p. 713-731.
- J. A. Velasco, *Impact of Mexican oil policy on economic and political development*, Lexington, Book, 1983.
- Diego Vergara R., *Sociedad nacional de minería*, Santiago, CESO, 1970.
- Claudio Veliz, La mesa de tres patas en *Desarrollo economico*, vol. 3, avril-septembre 1963, 1, 2.
- E. Vickery, Exports and North American economic growth : structuralist and « staple » models in historical perspective, *Canadian journal of economics*, vol. VII, février 1974.
- D. Wall, Industrial processing of natural resources, *World development*, vol. 8, 1980, p. 303-316.
- P. Warr, *Indonesia's other Dutch disease : economic effects of the petroleum boom*, Communication présentée à la conférence sur les ressources naturelles et la macroéconomie Londres, Center of economic policy research, juin 1985.
- Van Wijnberger Sweder, « The Dutch disease » A disease after all? *The economic journal*, mars 1984.

- A. Wahab, Al-Ameen, Investment allocations and plan implementation : Iraq's absorptive capacity, 1951-1980, *Journal of energy and development*, printemps 1981, vol. VI, n° 2, p. 263-281.
- B. Warren, *Imperialism and capitalist industrialization*. *New left review*, septembre-octobre 1973.
- B. Warren, *Imperialism : pioneer of capitalism*, Londres, New left books verso, 1980.
- M. H. Watkins, A staple theory of economic growth, *Canadian journal of economic and political science*, XXIX, mai 1963, p. 141-158.
- M. H. Watkins, The staple theory revisited, *Journal of Canadian studies*, hiver 1977.
- R. Weisskoff et E. Wolff, Linkages and leakages : industrial tracking in an enclave economy, *Economic development and cultural change*, vol. 25, n° 4, juillet 1977, p. 607-629.
- P. Yotopoulos et Nugent, A balanced growth version of the linkages hypothesis, *Quarterly journal of economics*, 87, n° 2, 1973.
- J. Miguel Yrarrazaval Larrain, *El presidente Balmaceda*, Santiago, Editorial Nascimento, 1940, 2 vol.
- Zuhair Ahmed Nafi, *Economic and social development in Qatar*, F. Pinter, 1983.
- V. R. Panchamukhi, Linkages in industrialization : a study of selected developing countries in Asia, *Journal of development planning*, n° 8, 1975.
- L. Turner et J. M. Bedore, *Middle East industrialization, a study of Saudi and Iranian downstream investments*, The Royal institute of international affairs, Saxon house, 1979.